

La France en Inde

M. François Mitterrand doit inaugurer, vendredi 3 février, à Bombay, au terme d'une visite de trois jours, l'Année de la France en Inde. Il aura, auparavant, relancé la coopération entre les deux pays et visité, à Calcutta, le tristement célèbre « Cité de la joie ». Un séjour, en somme, dont les diverses facettes sont au goût du chef de l'Etat, et dont le bilan, sur le plan bilatéral, semble plutôt fructueux.

Le président de la République souhaitait, en premier lieu, que la coopération avec cet interlocuteur asiatique que la France privilégie sorte de sa léthargie. L'épineux problème du déséquilibre des échanges commerciaux - au détriment de New-Delhi - a été abordé de front, et les deux gouvernements sont convenus de le réduire au plus vite. Pour répondre à cet effort, les Indiens ont consenti à faciliter les investissements français chez eux. Parmi les accords passés, le plus significatif concerne la construction, par l'Institut Mérieux, de l'usine de production de vaccins « la plus moderne du monde ».

Les deux seules ombres, de taille il est vrai, à ce tableau bilatéral concernent la construction de deux centrales nucléaires - un investissement de 15 milliards de francs - et l'ambitieux projet de la société Alcatel de doter l'Inde d'un réseau moderne de télécommunications. Le premier se heurte aux conditions avantageuses de financement réclamées par New-Delhi, qui peut toujours se retourner vers son allié soviétique pour obtenir des crédits à des taux plus favorables que ceux accordés par les Occidentaux. Le second, si l'on en croit le « Financial Times », ne fait pas l'unanimité parmi les responsables indiens, qui ont apparemment choisi de ne pas prendre de décision à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, contrairement aux espoirs nourris par les Français.

Mais le chef de l'Etat, à l'aube d'un second septennat qu'il paraît vouloir exor sur la politique étrangère, ne s'est pas rendu en Inde seulement pour renforcer la coopération entre les deux pays. Comme on pouvait s'y attendre, une fois les nombreux points de convergence soulignés, le débat s'est élargi au dialogue Nord-Sud. M. Gandhi a déploré « la dramatique myopie des pays industrialisés » face à l'écart croissant entre eux et les pays sous-développés. Il a également souligné l'urgence d'une situation explosive comparable à celle qui avait provoqué la Révolution française.

Le président français en a dit tout autant en voulant « un monde plus solidaire », et, dans la même veine, il a tenu à rassurer son hôte sur le « grand marché » européen de 1993, qui, loin d'être « protectionniste », « restera largement ouvert sur le monde ». Il a également émis le vœu que les « embellies » actuelles dans les conflits régionaux « se confirment ».

Restait l'hommage à l'Histoire. Accueilli dans la plus pure tradition de l'Empire des Indes, le chef de l'Etat s'est incliné tour à tour devant les mémoriaux du mahatma Gandhi et du pandit Nehru avant de visiter la maison d'Indira Gandhi, transformée en musée après son assassinat, en 1984. Un rendez-vous que M. Mitterrand n'allait sûrement pas manquer.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0203 0. 4,50 F



3790147004500 02030

L'enquête sur l'offensive contre la banque privatisée

Société générale : la COB dispose d'éléments nouveaux

Après avoir transmis le dossier Pechiney à la justice, la Commission des opérations de Bourse a annoncé, mercredi 1^{er} février, l'ouverture d'une enquête sur l'affaire de la Société générale. Celle-ci a pour objet la recherche d'éventuelles opérations d'initiés ou de manipulation de cours. Après l'avoir préparée dès mardi, la COB a pris sa décision mercredi à partir d'« éléments nouveaux » dont elle dispose.

Demandée avec insistance par l'opposition RPR et souhaitée par les milieux financiers, une enquête va donc être menée par la COB sur l'affaire de la Société générale. Les conditions dans lesquelles M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements, avait mené, au cours de l'été et de l'automne 1988, son raid sur la banque privatisée, avec le soutien de la Rue de Rivoli, avaient été très contestées.

La COB va enquêter sur l'ensemble des transactions réalisées sur l'action de la Société générale en France depuis le 1^{er} juin 1988. Elle a été amenée à prendre cette décision à partir d'informations nouvelles dont elle dispose depuis le début de cette semaine.

(Lire page 27 l'article d'ERIK IZRALEWICZ.)

La retraite d'Afghanistan



Lire page 3 le reportage de LAURENT ZECCHINI.

M. Mitsuzuka, ministre de l'industrie, en tournée dans la CEE

Le Japon n'a pas peur de l'Europe

Après Bonn et Londres, le ministre japonais du MITI (ministère du commerce international et de l'industrie), M. Hiroshi Mitsuzuka, a effectué une visite à Paris, jeudi 2 février, avant de se rendre à Bruxelles, vendredi 3. Au centre de ses entretiens, l'avenir des relations entre le Japon et la CEE, appelée à devenir un marché unique en 1993, avec ce que cela comporte d'attraits et d'inquiétudes pour Tokyo.

TOKYO de notre envoyé spécial

L'Europe est à la mode au Japon. La mise en place du grand marché de 1993 y est suivie avec plus de compréhension et de convoitise que de reproches. Le mythe de l'Europe forteresse préoccupe visiblement moins Tokyo que Washington et, le plus souvent, l'inquiétude affichée

paraît d'ordre tactique. Le fantasme essor du Japon, devenu, au moins en termes statistiques, la première puissance économique de la planète, donne de l'assurance à ses dirigeants. Déployant une stratégie mondiale efficace, ils envisagent avec confiance le dialogue à engager avec la Communauté.

« Les Européens prétendent traiter avec le Japon sur un pied d'égalité. La réalité, c'est qu'il n'y a pas d'égalité », constate, peu encourageant, un observateur français. « L'Europe sera ouverte mais pas offerte », a affirmé M. Jacques Delors en présentant, le 17 janvier, le programme de la nouvelle Commission européenne devant le Parlement européen.

Mais pour la Communauté, faible et divisée, la partie se présente sous un jour plutôt difficile. La rhétorique bruxelloise, par exemple, le discours sur la nécessaire réciprocité, n'impressionne guère à Tokyo. La CEE ne devra se tromper ni de cible ni d'argument si elle veut obtenir un minimum

de contreparties pour l'ouverture de son marché.

Dans les bureaux des ministères au confort souvent rudimentaire, aussi bien que dans les luxueuses salles de conférences des groupes industriels ou financiers, l'accueil réservé au projet de grand marché est nettement favorable. C'est dit avec une certaine coquetterie, comme si cette approbation illustrait la clairvoyance d'une élite minoritaire. « Certains disent qu'en 1993 l'Europe sera fermée. Ce n'est pas notre interprétation. Nous pensons que la porte restera ouverte », observe ainsi M. Kimichi Kadono, le vice-président de Toshiba.

PHILIPPE LEMAÎTRE. (Lire la suite page 29.)

Lire page 2 « Europe : un temps de réflexion » par Yves Guéna

A la demande du PS et dans la perspective de 1993

Le gouvernement envisage de réduire le nombre des régions

Dans un « manifeste » diffusé jeudi matin 2 février, le Parti socialiste présente, à l'initiative de M. Pierre Mauroy, plusieurs projets de réforme de l'organisation des collectivités locales dans la perspective de l'Europe de 1993. Leur mise en application transformerait la carte administrative du pays en aboutissant, notam-

ment, à une réduction du nombre des régions. Le gouvernement, dont les membres concernés, MM. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Pierre Joxe, ont adopté ce texte à la dernière convention nationale du PS, envisage sa traduction législative. Il entend pour cela privilégier la plus large concertation.

Mine de rien le « Manifeste pour les élections municipales » du Parti socialiste, rendu public jeudi 2 février, contient quelques « bombes » politiques. En préconisant un regroupement des régions, en envisageant de rendre obligatoire la coopération intercommunale en milieu urbain, en souhaitant une réforme de la fiscalité locale, les dirigeants socialistes, M. Mauroy en tête, veulent préparer la France au rendez-vous de 1993. Le débat est d'importance à la veille des élections municipales comme des élections européennes, même si les pesanteurs historiques et politiques risquent de contrarier la réalisation de ce « grand dessein ».

Il n'y a qu'une seule phrase, dans ce document, sur la nécessité de réformer le paysage régional de la France : « Le rôle, le nombre et la taille des régions, les

compétences des départements, tout cela devra être réexaminé ». Mais en vérité ses auteurs expliquent de vive voix qu'il est indispensable de mettre les régions françaises en position de rivaliser avec leurs homologues européennes, et donc d'en ramener leur nombre (vingt-deux en métropole actuellement) à une dizaine.

Cette analyse est d'ailleurs partagée par M. Raymond Barre et par l'UDC et certains élus du RPR, tel M. Pierre Mezard, député de Haute-Savoie (le Monde du 1^{er} février). Elle n'est pas dénuée de fondement. Mais, en lançant ce débat, les socialistes doivent s'attendre à des discussions difficiles.

THIERRY BRÉHIER et ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 8.)

M. Chevardnadze à Pékin

Accord implicite sur le dossier cambodgien PAGE 4

La « rançon » des otages

Anis Naccache réclame sa libération PAGE 6

Entrée à l'ENA

Le gouvernement prépare une nouvelle troisième voie d'accès PAGE 8

Le Monde

DES LIVRES

■ Kenji Nakagami, un homme « à part ». ■ Les antinomes de Tzvetan Todorov. ■ Les amitiés fidèles de Colette. ■ Kafka, groom d'échafaud. ■ Michel Foucault, l'énigmatique. ■ La chronique de Nicole Zand : Alison Lurie. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Pour expliquer ce que j'étais », d'Aragon.

Pages 13 à 20

Le sommaire complet se trouve page 32

Le commando raciste de la Côte d'Azur

Les Dupont-la-mort

Gilbert Hervochon, soixante-sept ans, et Nicolas Gouge, quarante et un ans, arrêtés par la police judiciaire de Nice le jeudi 26 janvier, ont reconnu être les auteurs des deux attentats commis récemment contre des foyers Sonacotra de la Côte d'Azur. Le 9 mai 1988 à Cannes-La Bocca et le 19 décembre 1988 à Cagnes-sur-Mer (« le Monde » du 31 janvier).

NICE de notre envoyée spéciale

Gilbert Hervochon vivait au milieu de triangles magiques. Dans son jardin, au bout de l'allée bordée d'orangers de la rue Bertioz, à Nice, il avait amassé un

curieux bric-à-brac : des pyramides de bois jaune posées au pied des cyprès, de grands triangles de plastique dorés abandonnés au milieu des rosiers, et un étrange sigle rouge et vert inspiré des « cigares du Pharaon » peint sur la porte d'entrée.

Derrière le portail, Gilbert Hervochon avait suspendu un mobile constitué de triangles blancs suspendus à de petites clochettes rouillées. Sans doute quelques messages destinés aux esprits. Passionné de spiritisme et de sciences occultes, il ne sortait jamais sans un bonnet de laine rempli de condensateurs électriques afin, disait-il, de protéger sa pensée des ondes cosmiques...

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 10.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 395 F CFA ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

CHAILLOU

Michel Chailou
La croyance des voleurs
roman / Seuil

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche 99 F

Editions du Seuil

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

Au courrier du « Monde » : les mauvaises « affaires »...

L'indépendance de la COB

Un consensus semble se dégager actuellement pour augmenter les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse et renforcer son indépendance. Deux questions se posent : le statut de la COB lui assure-t-il une indépendance suffisante ? Dans les faits, cette indépendance est-elle sauvegardée ?

Autorité administrative indépendante, la COB n'est pas soumise au pouvoir hiérarchique du ministre de l'économie et des finances. Depuis 1985, son financement est autonome et provient pour l'essentiel des redevances perçues lors des émissions de valeurs mobilières. Néanmoins, ses membres sont nommés par le gouvernement (le président de la COB) ou le ministre de l'économie et des finances (les autres membres du collège).

Deux mesures simples permettraient de renforcer l'indépendance statutaire de la COB : d'une part, prévoir expressément l'irrévocabilité des membres du collège ; d'autre part, supprimer le commissaire du gouvernement, qui, certes, ne dispose pas d'un droit de veto, mais qui permet au ministre de l'économie et des finances d'être informé des délibérations de la COB et, en sens inverse, de transmettre à celle-ci ses observations et ses souhaits.

Bien entendu, l'indépendance statutaire ne suffit pas. Les pressions politiques peuvent emprunter des circuits divers. L'affaire Pechiney est à cet égard éloquent. Tout en proclamant la nécessaire indépendance de la COB, M. Bérégovoy ne cesse de lui adresser des injonctions : règlement rapide du dossier, remise d'un rapport, en utilisant des formules telles que « J'ai dit à la COB », « J'ai demandé à la COB ». Singulière conception de l'indépen-

dance. La Commission des opérations de Bourse n'est pas et ne doit pas devenir un super-ministre, un super-ministère public. De même, il n'est pas souhaitable à notre avis d'en faire une juridiction disposant d'un pouvoir de sanction ; d'ailleurs son homologue américaine tant vantée (la SEC) n'en dispose pas en matière de délits d'initié. Recommander à la COB le pouvoir de porter plainte et d'ester en justice serait opportun ; en revanche, l'ériger en juridiction engendrerait un regrettable confusion des pouvoirs.

NICOLE DECOOPMAN,
maître de conférences
à l'université de Picardie
(Amiens).

Les comptes du tabernacle

Le défilé funèbre qui monte de nos chaumières offense les narines de certains, réjouit celles de quelques autres. Ce sont « affaires » aussi vieilles que le monde... A leur propos, André Fontaine fait référence à la *vertu politique* de Montesquieu. Que ne remonte-t-il trente siècles plus haut ! Il eût trouvé dans la Bible deux textes lumineux qui encadrent à merveille son propos. Le premier a trait aux « comptes du tabernacle » ; le second au « bâtiment divin de la calomnie ». Ils pointent le double écueil entre lequel devra naviguer le pouvoir - aiguisé par la compétition - de la presse : ils balisent avec rigueur le chemin ouvert au IV^e pouvoir. J'emprunte le commentaire de ces textes au livre - récemment traduit et prestigieux - du professeur H. Pél (1).

Voici le premier (Exode 38, 21). Il s'intitule : « Ouvert à la vérification publique ». « Qui pouvait être plus digne de confiance que Moïse, selon le témoignage de Dieu lui-même : « Mon serviteur Moïse... de toute ma maison, c'est le plus loyal ? » Qui oserait soup-

çonner des « irrégularités » dans la conduite des collaborateurs exemplaires de Moïse... des hommes « au cœur sage », choisis par Dieu lui-même pour mener à bien l'édification du sanctuaire ? Néanmoins, « voici les comptes du tabernacle... comme ils furent établis sur l'ordre de Moïse ». Tant et tant d'or a été recueilli lors de la campagne pour la construction, tant et tant d'argent, tant et tant de cuivre, les sommes exactes et leurs utilisations précises dans les différentes phases de la construction. La réputation excellente dont jouit une personne qui a la charge de fonds publics ou la confiance illimitée qu'on lui accorde ne suffisent pas. Moïse veut nous apprendre qu'il faut faire les comptes en public pour étouffer dans l'oubli toutes les rumeurs qui circulent toujours derrière le dos des hommes publics... »

Car voici l'autre écueil, l'autre limite. Le commentaire (Lévitique 14, 1-15, 33) s'intitule : « La langue qui tue ». Il a trait au « lachon hara », « terme qui englobe la calomnie, le commérage, le colportage, et toutes les autres formes de préjudice que peuvent être causés à un individu ou à la société par la parole ». « Celui qui fait sortir le mal de sa bouche » (motira) est aussitôt frappé de la lèpre (met-sora). « La tradition juive voit une arme mortelle dans la mauvaise langue et ne mène pas ses mots pour la condamner. Le Talmud met le lachon hara sur un pied d'égalité avec l'hérésie, l'adultère et le meurtre. En réalité, il est pire que le meurtre car il « tue » simultanément trois personnes : celui qui raconte ces commérages, celui qui les écoute et celui qui en est la cible. »

Au microcosme français, à ses mêmes passages, quelle bouffée de fraîcheur, quelle leçon renvoie la

Bible - dans sa double et égale sévérité ! Dans son éternelle actualité...
D. JEAN-LOUIS LEVY
(Paris.)

Economie mixte

La lecture du journal est actuellement aussi passionnante que jouer au Cinq. Au passage, on s'instruit. Ainsi, depuis ces affaires, on comprend mieux le fonctionnement de « l'économie mixte » prônée par M. Mitterrand. Le bon peuple apporte le fric, le gouvernement distribue les présidences aux amis sûrs, et en coulisse les copains récoltent le jackpot. Là où ils poussent, c'est lorsqu'ils veulent passer deux fois à la caisse.

Je relève cependant deux détails essentiels qui restent inexplicables dans l'affaire Pechiney :

- 1) Pourquoi, dès l'instant où Pechiney et Triange s'étaient mis d'accord, les mécanismes destinés à empêcher la spéculation et le délit d'initié (application, suspension des cotations) n'ont-ils pas été utilisés ?
- 2) Pourquoi M. Gandois a-t-il accepté de payer les actions Triange quatre à cinq fois leur valeur du moment ?

C'est à croire que tout a été fait pour planter le mât de cocagne !
A. BEGUINOT
(Montigny-Lés-Betz, Moselle).

Poison médiatique

Je désapprouve profondément la polémique que vous menez avec l'Elysée. Vous écrivez : « Les affaires empoisonnent le climat politique ». Je regrette d'être amené à penser : « Les médias empoisonnent le climat politique avec les affaires. »

Le vrai problème, derrière celles-ci, c'est la responsabilité des milieux d'affaires. Or toute cette polémique

a tendance à occulter sérieusement les vraies responsabilités et les vrais coupables des milieux financiers qui doivent se réjouir de ce divin râteau de fumée déposé par cette polémique.

En outre, elle participe, insidieusement et sans justifications sérieuses, au développement de la suspicion envers des responsables politiques, contre lesquels personne n'a la moindre accusation sérieuse. Elle ne peut que contribuer à favoriser la campagne de tous ceux qui sapent les fondements de notre système démocratique, avec l'argument « Démago ! » « Tous des pourris ! »

J. LEFEUVRE
(Plumergat, Morbihan).

Félicitations !

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire... » Heureusement que la presse existe pour éclairer un peu l'obscurité des affaires Pechiney et autres. Comme toujours, ici comme ailleurs, sous tous les régimes, à des degrés divers il est vrai, gouverner c'est mentir.

Un citoyen qui vote à gauche. Merci.

Michel SÉBASTIEN
(Saint-Jean du Folg, Ariège).

Magie des nombres

On ne se félicite jamais assez de ce que la Révolution, inspirée des magies des nombres et leur alchimie savante, infiniment grand et l'infiniment petit étaient-ils autrefois le privilège des lettrés. Il est devenu notre bien commun dont télé et radio nous bercent chaque jour.

Nous pouvons donc être rassurés. Non, Yves Montand ne nous a pas dit ses quatre vérités pour rien. Oui, Christine Okrent est rémunérée comme il se doit et M. Daniel Barenboim peut s'indigner de ses

7 millions injustement envoyés... Et félicitons-nous de ce que nos modestes impôts aient de telles destinations.

On apprend encore que ces princes qui nous gouvernent ont réalisé de jolis coups de Bourse. Combien de millions, de milliards ? Mille milliards ? Allons donc, avez-vous vu qu'on les ait remerciés ? Avant eux, n'y avait-il pas un garde des sceaux pour confondre la joaillerie et la banque et jongler avec billets et bijoux ? Dans le même temps, on vous raconte l'histoire de ce pitier malhonnête qu'un gérant de grande surface a voulu renvoyer pour avoir dérobé deux livres - deux ! Il y a fort à parier qu'en punition il ne combattrait qu'un très probable chômage. En regard des galères promises à Jean Valjean, c'est une veltité.

Et cela, en toute liberté, égalité et fraternité !

SUZANNE ROPERT
(Vauville, Manche).

Je l'ai échappé belle !

Discutant de « l'affaire » avec l'un de mes meilleurs amis, tout prêt à renvoyer Mitterrand à Latche et Bérégovoy à l'usine, je lui ai demandé : « Et toi, si tu avais eu le tuyau, t'en aurais acheté des actions ? »

« Oui, bien sûr, tu penses ! », me répondit-il.

J'en tremble encore à retardement ! J'ai failli être obligé de démissionner de mon petit poste de fonctionnaire de la jeunesse et des sports et de mes fonctions électorales de trésorier de l'Amicale laïque de mon village natal !

HENRI HUTIN
(Paris).

Europe : un temps de réflexion

par YVES GUÉNA (*)

RECONNAISSONS un mérite aux auteurs de l'acte unique qui doit aboutir dans quatre ans à un marché unique européen : celui d'avoir suscité dans l'opinion publique une formidable vague d'intérêt - en France plus qu'ailleurs - est vrai. Cet intérêt est normal : la libre circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services aura de considérables conséquences sur notre manière de travailler, sur notre fiscalité, sur notre droit. Ce qui n'est pas normal, c'est de laisser croire aux Français que tout ira miraculeusement mieux dès lors que l'on aura, comme on dit couramment, « fait l'Europe ». Les choses ne sont pas si simples que les idéologues le prétendent. Aussi bien, face à la montée des propagandes, un temps de réflexion s'impose.

Les charges de l'économie

Si l'on accepte pleinement le pari du marché unique, si l'on veut qu'il soit réellement une chance pour la France et l'un des instruments de son progrès, comme le *Marché commun* le fut durant les années 60, il faut donc en parler sérieusement et faire surgir les problèmes qu'il pose à notre pays. Cela vaut pour l'économie de la France, bien entendu, mais aussi pour sa politique étrangère et pour sa défense.

Chacun comprend que, dans un marché européen unifié, l'économie française serait perdue si elle était accablée de charges trop nettement supérieures à celles que supportent les autres économies européennes. Or le poids des dépenses collectives dépasse 44 % de notre produit national contre 40 % en moyenne chez nos partenaires de la Communauté, 39,5 % en Angleterre, 37,5 % en Allemagne. Qu'on dise donc clairement aux Français qu'il faudra réduire les dépenses collectives afin de diminuer la pression fiscale de façon régulière et significative, au demeurant le contraire de ce que l'on fait dans le budget incohérent de 1989.

Pour harmoniser les fiscalités européennes, la Commission de Bruxelles a proposé toute une série de mesures qui aboutiraient, pour la France, à la suppression du taux majoré de la TVA, à l'application de son taux réduit aux produits énergétiques, à une baisse du prix du carburant et à une augmentation des prix pour le

vin, la bière, le tabac. Probablement trop optimiste, elle estime à 25 milliards les pertes qui en résulteraient pour le budget français. De plus, la réduction du taux normal de la TVA française à la moyenne européenne entraînerait, elle, une moins-value de 95 milliards.

D'un autre côté, le rapport de M. Daniel Lebègue met en évidence les charges beaucoup plus lourdes que l'épargne supporte en France par comparaison aux autres pays européens : la liberté de circulation des capitaux prévue pour juillet 1990 impose donc à très courte échéance une réduction sensible de l'imposition de l'épargne. La règle du décalage d'un mois dans le paiement de la TVA impose aux entreprises françaises un coût de financement de quelque 10 milliards, alors que cette règle n'existe pas chez nos voisins... On pourrait allonger la liste des problèmes que pose l'entrée en vigueur du marché unique. Cela ne veut pas dire qu'ils sont insolubles ; au contraire, ils peuvent être l'objet de compromis raisonnables. Mais au moins faut-il les connaître, en prendre la mesure et se rappeler surtout que la faible compétitivité de nos entreprises, que dénoncent les chiffres du commerce extérieur, nous impose une baisse beaucoup plus forte de leurs charges et qu'il doit en résulter une politique budgétaire complètement différente de celle menée par le gouvernement actuel.

Afficher l'indépendance nationale

En tête des « quelques idées simples », qui doivent inspirer la politique extérieure de la France et que M. François Mitterrand cite aux premières lignes des *Réflexions* qu'il lui a consacrées (1), il y a « l'indépendance nationale ». Et le fait est qu'il en parle au premier chapitre de son livre avec des accents auxquels peuvent souscrire tous les patriotes. Mais il précise plus loin, suivant sa propre expression, en quoi il estime « complémentaires l'indépendance de la France et la construction de l'Europe », ajoutant que « ce sera la grande affaire de la génération qui vient que d'harmoniser cette double démarche ». Le problème est sans doute bien posé, mais on ne nous en donne pas la clé. Or, avec la perspective du marché unique et

les arrière-pensées qu'il recouvre, le temps est venu de parler clairement, sans flou littéraire, sans faux-fuyant, sans ambiguïté. Il faut que dès la prochaine élection européenne on s'affiche pour ou contre le maintien de l'indépendance nationale. Il est évident que celle-ci est compatible avec toutes les formes de coopération et de travail en commun, comme avec la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.

On peut même imaginer, comme ce fut parfois le cas, que sur les grands problèmes du monde l'Europe parle d'une seule voix. Mais quand on mesure dans les derniers développements de la question du Moyen-Orient à quel point de renoncement et d'alignement a glissé l'Europe, il est vital que la France conserve la possibilité, quand elle le veut, de parler par elle-même, d'agir par elle-même, de ne se confondre avec personne. Les socialistes doivent dire s'ils sont résolus à défendre coûte que coûte cette indépendance nationale à laquelle le président de la République se déclare attaché. Et l'actuelle opposition

doit dire si elle veut toujours cette restauration de l'indépendance nationale qu'elle s'inscrit en propres termes dans son programme aux élections de 1986. Par-dessus tout, ceux qui soutiennent l'action du général de Gaulle ou qui s'en réclament doivent dire haut et fort qu'ils n'accepteront pas qu'on touche à l'indépendance de la France.

Notre stratégie de dissuasion

Le plus grave, s'agissant de l'indépendance, c'est justement ce que l'on peut lire, ici ou là, sous le vocable de « défense européenne ». Là encore il n'est pas possible de s'abriter derrière des faux-semblants, de se dissimuler derrière des équivoques. Le fait est que l'Europe occidentale se partage entre deux stratégies : la France a choisi la stratégie de dissuasion nucléaire qui détourne tout agresseur d'agir contre elle

(*) Ancien ministre (RPR), président du Cercle Péclet.

par la menace de destructions inacceptables pour lui ; les autres pays européens se sont ralliés à la stratégie de riposte graduée qui prévoit de la défendre au moyen de vastes affrontements conventionnels auxquels s'ajouteraient, le cas échéant, et si le président des Etats-Unis le veut, l'emploi plus ou moins massif d'armes nucléaires tactiques.

Il n'y aura pas et il ne peut pas y avoir de défense européenne commune si les pays européens n'adoptent la même stratégie. Nous attendons qu'on proclame avec force que la France n'acceptera pas et ne peut pas accepter de souscrire à la stratégie de riposte graduée. C'est un choix sans échappatoire même si la stratégie de l'OTAN revêtait, pour la circonstance, une forme dégradée ou trompeuse. Pour le moment, et malgré le trouble de l'opinion publique en RFA, nos partenaires s'en tiennent à l'autre stratégie. Tant qu'il en sera ainsi, on ne pourra pas parler de défense européenne commune. En tout état de cause, les instruments de notre dissuasion nucléaire nationale doivent rester entre les seules mains du président de la République pour les raisons que M. François

Mitterrand a dites, comme ses prédécesseurs les avaient formulées avant lui.

Voilà quelques thèmes autour de quoi les débats européens pourraient s'organiser en France. Encore une fois, il ne s'agit pas de reculer devant l'échéance du marché unique qui peut être une chance pour notre pays, mais de mesurer avec lucidité ce que l'on peut accepter et ce qui serait décidément inacceptable.

(1) François Mitterrand, *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Fayard, p. 7.

Une précision de M. Michel Debré

Le titre qui a été mis par la rédaction du *Monde* en tête du commentaire de mon discours : « Contre l'Europe politique » (le *Monde* daté 22-23 janvier) révèle un confortisme contre lequel je combats. Contre l'Europe supranationale, oui. Mais on peut bâtir l'Europe politique sans supranationalité. C'est à mon sens la seule chance des Européens.

MICHEL DEBRÉ.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDPAR 660572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wobus
Rédacteur en chef :
Daniel Verant
Correspondant en chef :
Claude Salen

ABONNEMENTS
PAR MINUTEL
36-15 - TAPES LÉMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LÉMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléfax MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Thé	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 m	365 F	399 F	804 F	700 F
6 m	720 F	762 F	1 608 F	1 400 F
9 m	1 080 F	1 143 F	2 412 F	2 100 F
1 an	1 360 F	1 480 F	3 080 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
préciser : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande dans un mandat
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
sur les notes propres en capitales
d'imprimerie.

Etranger

Le retrait soviétique d'Afghanistan

Washington accuse Moscou de « destructions massives de villages »

Alors que les troupes soviétiques s'accroissent, les États-Unis ont de nouveau accusé Moscou, le mercredi 1er février, de procéder à des destructions massives de villages en Afghanistan. Ces bombardements ne sont pas circonscrits aux abords de la route du tunnel de Salang, principale voie d'évacuation vers l'URSS, où « des destructions massives de villages » ont été opérées, mais « se sont étendues à des villages situés à bonne distance » de cette route, a précisé Washington. Le porte-parole du département d'Etat.

Les actions soviétiques, a affirmé M. Redman, « contrastent nettement avec la retenue exercée par les moudjahidins au cours des dernières semaines ». Il a estimé que « des centaines de civils ont été tués » par les bombardements dans la région du tunnel de Salang. M. Redman a également reproché à Moscou de poursuivre ses livraisons massives d'armes aux forces de Kaboul.

M. Jon Glassman, n'a pas exclu, mercredi, à New-Delhi, où il se trouvait depuis son évacuation, la possibilité d'un coup d'Etat à Kaboul après le retrait des troupes soviétiques. Il a fait état d'un mécontentement dans l'armée et de la présence de sympathisants de la résistance dans les rangs militaires.

M. Perez de Cuellar, pour sa part, a exprimé mercredi « sa profonde préoccupation » face à l'évolution de la situation. Le secrétaire général de l'ONU, dans une déclaration lue par son porte-parole à New-York, a demandé à toutes les parties concernées de « donner une chance à la paix ». L'ONU n'envisage toujours pas l'évacuation de son personnel à Kaboul (207 personnes, dont 69 fonctionnaires internationaux).

Enfin, des sources proches de la résistance au Pakistan ont annoncé que le gouvernement moudjahidin intérimaire chargé de « prendre la relève de celui de Kaboul » comptait 28 membres et devra être approuvé par une « Shoura » (Assemblée) d'environ 520 membres, qui se réunira probablement à Peshawar à la mi-février. Au sein de cette Assemblée, chacun des sept mouvements sunnites de l'Alliance de la résistance, basée à Peshawar, aura 60 sièges. 60 autres sièges seront attribués aux huit groupes chiites basés en Iran. Une vingtaine de délégués représenteront les « bons musulmans » de Kaboul.

La visite du chef de l'Etat en Inde

Les relations Nord-Sud ont dominé les entretiens de M. Mitterrand avec M. Gandhi

M. François Mitterrand est arrivé, jeudi 2 février, à Calcutta, deuxième étape de son voyage de trois jours en Inde. La veille, il s'était entretenu, à New-Delhi, avec le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. L'Inde a, d'autre part, fait savoir une nouvelle fois à la France qu'elle souhaite construire deux centrales nucléaires supplémentaires, mais ce marché paraît difficile à obtenir, tant la concurrence de l'URSS — avec laquelle l'Inde entretient des relations privilégiées — est rude.

en France, il y a deux siècles, a conduit à la Révolution.

Ce à quoi M. Mitterrand a répondu, lors du dîner offert par le président de la République de l'Inde, M. Ramassawamy Venkatarman, après avoir réaffirmé sa volonté de désarmement nucléaire, conventionnel et chimique : « C'est bien ainsi que nous avons une chance de dégager des ressources nouvelles consacrées au développement. Il est au moins aussi crucial pour l'avenir de l'humanité de briser le cercle infernal de la misère, de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, que de juguler la course aux armements. La communauté internationale paraît, dans un sursaut de sagesse, refuser la fatalité de la guerre ; qu'elle se donne au moins, d'urgence, les moyens de remédier aux déséquilibres économiques qui, faute d'être maîtrisés à temps, la précipiteront dans d'incalculables désordres. Les dispositions des Etats riches ne sont pas — c'est le moins que l'on puisse dire — à la mesure de l'attente des moins favorisés. L'aide internationale stagne ou régresse ».

NEW-DELHI de notre envoyé spécial

L'entretien qu'ont eu, mercredi en début d'après-midi, MM. François Mitterrand et Rajiv Gandhi, a porté, pour l'essentiel, sur les relations Nord-Sud. M. Mitterrand ayant souligné, selon son porte-parole, M. Hubert Vedrine, que réduire le fossé entre pauvres et riches représentait pour les deux pays, une priorité qui l'emportait sur toutes les autres. M. Gandhi a noté que la plupart des pays développés font preuve d'une « dramatique myopie » sur cette question. « Notre objectif », a-t-il dit, selon le porte-parole français, c'est d'éviter que se crée dans le monde une situation explosive, comparable à celle qui,

L'essentiel était dit. Il restait à souligner les convergences entre la France et l'Inde sur « la justice, la paix, le désarmement, la démocratie », selon le relevé établi par M. Gandhi, lors des entretiens politiques. Ces propos ont été repris et développés par M. Mitterrand au terme d'un dîner officiel.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Kaboul dans la hantise de l'ultime affrontement

KABOUL de notre envoyé spécial

Les enfants ont froid. Comme leurs pères, ils s'ennuient de l'armée soviétique qui se retire. Parfois, des files d'attente se forment dès 3 heures du matin devant les pompes à essence. Les enfants et les femmes, bardés de bidons et de jerrycans, piétinent la neige pour quelques dizaines de litres de fuel domestique. La rumeur de la ville n'est plus qu'une complainte uniforme à propos de pénuries de pain, de lait, de sucre.

Les quartiers à la périphérie sont devenus de gigantesques parkings. Des milliers de voitures et de camions sont en panne d'essence. En une semaine, les tarifs des taxis ont doublé et la circulation s'est ralentie. Le maire de la capitale, le général Mohammed Hakim, a beau affirmer que les silos renferment 57 000 tonnes de farine, la population et les experts internationaux savent bien que ce chiffre est très optimiste.

D'ailleurs, le maire évalue sa population à 1,5 million d'habitants et les mêmes experts parlent de 2,5 millions de personnes. Selon des sources médicales, la population est hantée par la peur d'un « hiver 80 000 personnes ». Il s'agit d'enfants, de malades, d'anciens combattants, de réfugiés. Les médecins doivent tout prévoir, y compris le pire, un blocus économique quasi total, une bataille pour la conquête de la capitale.

Dans la première hypothèse, cette population vulnérable — la plupart font partie de familles déplacées — souffrira durement. A l'hôpital Indira-Gandhi, réservé aux enfants, 67 % des malades sont victimes de malnutrition. Le second scénario aurait des conséquences catastrophiques, les hôpitaux de Kaboul connaissant déjà des problèmes importants de ravitaillement, à la fois en nourriture et en médicaments.

La rationnement est devenu une forme de gestion. Seuls les stocks de médicaments du comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR), environ 100 tonnes, sont importants. Il est vrai que le gouvernement a

dû constituer des stocks en prévision de possibles affrontements. Des combats dans Kaboul entraîneraient un problème immédiat de plasma sanguin, faute de banque du sang. L'hôpital du CICR a une capacité de 120 lits, dont 50 seulement sont utilisés, en prévision d'une crise.

Dans les centres de santé publics, la situation est loin d'être satisfaisante : pénuries de médicaments qui interrompent les opérations chirurgicales, absence de praticiens qui, mal payés, doivent chercher ailleurs des revenus complémentaires. Les moudjahidins viennent aussi se faire soigner à l'hôpital de la Croix-Rouge. Ils entrent discrètement dans la ville et arrivent souvent dans un état de l'hôpital.

La garde spéciale

La résistance envoie, en effet, les cas désespérés, ceux qui n'ont plus rien à craindre d'une éventuelle arrestation. Les autorités jouent le jeu : l'hôpital accueille tous les blessés de guerre, d'où qu'ils viennent. Les Kabouliens sentent confusément que le pire est encore à venir. De nombreuses familles, depuis quelques semaines, ont quitté le centre-ville pour se réfugier à la périphérie. Les gens se regroupent par familles, et les tribus, faisant bloc. Les moudjahidins sont des « libérateurs » potentiels mais ils font aussi peur. Tout dépend de quel côté on se trouve. « Il faut être diplomate, dit un gros commerçant, pour penser que le sang ne coulera pas. Le pardon n'est pas dans la mentalité afghane. Il y a eu dix ans de guerre et cela nourrit cent ans de haines ».

Des haines ? Selon Amnesty International, le Khed (les services secrets) sont responsables de trente-cinq mille disparitions depuis 1979. « Le pardon, avec Gulbuddin Hekmatyar et ses fondamentalistes », rappelle le chauffeur, persuadé que le chef du Hezb-Allah, un mouvement de résistance, a d'ores et déjà dressé la liste de ceux qui, irrécupérables, devront être éliminés. « Il y a une sorte de réflexe « Khmers rouges » chez certains

moudjahidins », explique un sociologue : « Pour eux, la révolution communiste a pris naissance à Kaboul, en milieu intellectuel, et il faut nettoyer à grande échelle ».

Même si elle n'est pas sûre, la « bataille de Kaboul » est cependant hautement probable pour la grande majorité des Kabouliens. On y sait qu'Abdul Haq, le commandant du Jamiat Islami — autre mouvement de résistance — est un homme responsable, qu'il a déjà prévu de protéger les édifices publics et les ambassades et d'empêcher les pillages, ou du moins qu'il essaiera de le faire. Mais les autres, Kheles, Gulbuddin, Rabbani et surtout les « petits commandants », dont certains sont déjà autour de Kaboul comme autour d'une proie pourtant bien vivante ?

Le pouvoir n'a pas peur. Il l'affirme. Pourquoi alors ces raffles depuis quelques semaines, et qui s'accroissent, de tous les jeunes, enrôlés de force dans l'armée, ou plutôt les armées chargées de défendre le régime du président Najibullah ? Cinq cent quatre-vingt-dix jeunes de la province de Kaboul ont rejoint « volontairement » l'armée, en l'espace d'une semaine, annonçant fièrement l'officiel Kaboul Times du 30 janvier. Ils sont sept mille neuf cents à avoir fait ce « bon choix » depuis moins d'un an. Mieux, treize cents jeunes se sont enrôlés dans la garde spéciale depuis le début de l'année pour devenir des « soldats d'élite » qui défendront Kaboul.

La garde spéciale... Mercredi 1er février, une visite avait été organisée pour la presse étrangère. Hébergée dans une ancienne base soviétique, au pied d'une colline crénelée par les remparts du vieux fort Bala-i-Sar, la garde spéciale, ou ce qu'il en reste, n'impressionne guère : soldats dépenaillés, armés de façon disparate et s'efforçant de marcher au pas. Ces volontaires, bien sûr, de dix-sept à quarante-cinq ans, forment le « far de lance » du régime. Ils devront encore beaucoup s'entraîner pour pouvoir faire peur aux moudjahidins barbus qu'ils, de leurs montagnes, regardent Kaboul avec patience.

LAURENT ZECCHINI.

En noir et blanc

« Si je meurs d'une mort violente, comme certains le craignent et quelques-uns le comptent, je sais que la violence sera dans la pensée et dans l'acte de l'assassin, et non pas dans ma mort. Car aucune haine n'est assez noire pour assombrir la force de mon amour pour mon peuple et mon pays ; aucun pouvoir n'est assez fort pour me détourner de mon but et de ma détermination, qui est de faire progresser mon pays ».

Cette réflexion, retrouvée dans les notes manuscrites d'Indira Gandhi, est aujourd'hui gravée dans le marbre à l'endroit même où elle a été assassinée, le 31 octobre 1984, par deux de ses gardes du corps sikhs.

M. François Mitterrand, qui était venu dans cette maison à la fin de 1982 et y avait dîné avec Indira Gandhi, s'y est arrêté quelques instants. Dans le jardin de la propriété, à mi-chemin entre la maison d'habitation blanche et simple et les bureaux de l'ancien premier ministre, le président français avait sous les yeux, au-delà du marbre, les traces à la craie blanche, soigneusement entretenues, qui permettent de repérer

l'endroit où Indira Gandhi s'est écroulée au milieu d'une allée, les impacts de balles et la localisation des douilles du pistolet mitrailleur et du pistolet utilisés par les meurtriers.

M. Mitterrand, visiblement ému, n'a rien dit. Il n'a rien dit non plus, ou si peu, lorsqu'il a parcouru les quelques pièces de la maison. Là sont conservés le sari et les sandales noires que portait Indira Gandhi le jour de sa mort. Les murs sont couverts de plusieurs dizaines de photographies. Toute une vie en noir et blanc, et aussi, histoire de la naissance d'une nation : son père, le pandit Nehru, premier ministre de 1947 à 1964 ; l'indépendance en 1947 ; son fils Rajiv Gandhi, actuel premier ministre ; et puis, qui lui donne la main, le mahatma Gandhi.

Des autres photographies, on ne retiendra que le regard sombre, et pourtant éclatant, d'une petite fille à l'approche de la vie d'un premier ministre à la veille de sa mort. Ce regard efface tout ceux qui l'entourent.

J.-Y. L.

DOROTHEE LETESSIER



DOROTHEE LETESSIER

La Reine des abeilles

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

L'histoire d'un amour qui saigne à blanc une victime consentante, refusant de cicatriser... Peu de livres de femmes parlent aussi intensément de la jouissance et de la folie des sens.

Claire Méheust / Marie-Claire

Editions du Seuil

مكتبة من الأصل

Accord implicite entre Pékin et Moscou sur le dossier cambodgien

12-11-1994

Europe

URSS : dans les « Izvestia »

Sakharov est accusé de douter de la perestroïka

MOSCOU
de notre correspondant

L'un des quotidiens soviétiques les plus favorables à la perestroïka, les *Izvestia*, s'en est remis en question mercredi 1^{er} février, à l'un des hommes qui a le plus aidé M. Gorbatchev à convaincre l'URSS et le monde de sa volonté de changement : M. Sakharov.

Surprenant, puisque la faiblesse du camp réformateur l'oblige d'ordonner à gommer ses divergences, cette attaque a été surprise par la publication, le 26 janvier dernier, dans *Le Figaro* et plusieurs autres journaux européens, de propos du Prix Nobel et de sa femme présentés comme une « interview ». Tant l'académicien que M. Bonner ont, depuis, dénoncé la « utilisation abusive de phrases en fait, prononcées au cours d'une conversation qu'ils avaient considérée comme privée ».

Explosives, puisque M. Sakharov avait prédit que M. Gorbatchev serait renversé par les conservateurs ou se verrait imposer leur politique, et que M. Bonner avait ajouté qu'elle ne parviendrait pas à dix années sur lui, ces phrases ont eu un grand retentissement. Très commentées à l'étranger et immédiatement répétées en URSS par les radios occidentales, elles avaient largement contribué, après l'annonce du report de la réforme des prix, à accélérer l'idée que M. Gorbatchev serait en difficulté et que son entreprise était en tout cas désemparée.

Or, il y a une chose que le secrétaire général ne peut pas laisser dire sans réagir, c'est qu'il n'a aucune chance de réussir car il n'aurait dès lors effectivement plus aucune possibilité de créer, le courant d'opinion sans lequel il ne peut rien. S'en prendre à M. Sakharov n'était, d'un autre côté, pas chose aisée, car cela ne pouvait que rappeler la période des attaques ignominieuses et de l'exil à Gorki « que donner un désagréable goût de retour en arrière ».

Il a donc fallu une semaine pour peser les termes de la riposte qui, non signée, vient de toute évidence de très haut. Une phrase le résume : « Aucun homme se rangeant par là ».

YUGOSLAVIE : fin du plénum du comité central de la Ligue des communistes

Le prochain congrès aura lieu avant la fin de l'année

La session plénière du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) s'est achevée tard dans la soirée de mercredi 1^{er} février, au terme de trois journées de débat. Il a été décidé que le prochain congrès du parti, qui était prévu pour 1990, serait convoqué avant la fin de l'année.

BELGRADE
de notre correspondant

Même si elle n'a pas débouché sur de véritables décisions, la session plénière du comité central de la LCY qui vient de s'achever aura été l'une des plus mouvementées depuis la guerre. Plus de quatre-vingt orateurs se sont exprimés sur les discussions qui divisent le parti au moment où le pays s'enfonce dans la crise et, comme l'ont dit certains intervenants, arrive « à la limite de la catastrophe ».

La convocation anticipée du prochain congrès de la Ligue est pratiquement le seul point sur lequel les participants ont réussi à se mettre d'accord. Le dossier du président fédéral du parti, M. Stipe Suvor, dont la démission avait été réclamée par plusieurs orateurs, a été renvoyé à la présidence collégiale de la Ligue — qui avait estimé dès mardi soir que le limogeage de M. Suvor ne pouvait être envisagé en raison de la légèreté des arguments avancés contre lui.

Scrutin secret

En fin de session, le comité central s'est transformé en une sorte de haute cour pour examiner le cas de plusieurs de ses membres du Kosovo, de Bosnie-Herzégovine, de Voïvodine et du Monténégro, destitués ou « démissionnés » à la suite des manifestations populaires des derniers mois. Les mesures qui les frappent devaient être « satisfaisantes » par le comité central avec le droit, pour les intéressés, de présenter leur défense. Le cas des dirigeants du Kosovo a été examiné le premier. Il s'agissait de deux Albanais, MM. Azem Vllasi et Koli Siroka, et d'un Serbe, M. Dolasevic.

Les deux premiers ont été, à différentes reprises, à la tête du parti du Kosovo, alors que M. Dolasevic fut le président du Parlement de cette région autonome. Leurs démissions ont été demandées par une commission d'enquête qui leur a reproché de n'avoir pas « accompli les tâches nécessaires pour juguler la contre-révolution au Kosovo ».

Le comité central a procédé à un scrutin secret dont les résultats n'ont été favorables qu'à M. Siroka, alors que MM. Vllasi et Dolasevic, ayant obtenu moins de la moitié des suffrages des votants, ont cessé d'être membres du comité central.

Le comité central a également entériné la démission de M. Mimir Mesihovic, ancien dirigeant de Bosnie-Herzégovine, impliqué dans le scandale du combinat agro-alimentaire d'Agrokomerc. Idem pour les démissions de MM. Vidoje Zarkovic et Marko Orlandic, violemment critiqués lors des manifestations.

PAUL YANKOVITCH.

Jean-Marie Chauvier

URSS : Une société en mouvement

Un grand livre vivant avec lequel on aimerait discuter
Raymond FERRON, Le Monde
Un livre remarquable
Georges MONTAUDO, L'Espresso
1989

éditions de l'aube

Diplomatie

Selon la chaîne américaine CBS

L'attentat de décembre contre le Boeing de la Pan Am a été commis par l'organisation palestinienne d'Ahmed Jibril

La Syrie et la Libye sont responsables de l'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am qui s'est écrasé le 21 décembre dernier à Lockerbie, en Ecosse, a affirmé mercredi soir 1^{er} février la chaîne de télévision américaine CBS.

Citant des sources ayant reçu l'anonymat, CBS indique que l'attentat a été décidé en représailles au bombardement américain de la Libye en 1986 mais aussi à la décision de Washington d'envoyer un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat.

Selon CBS, le principal organisateur de l'attentat — dans lequel 270 personnes ont trouvé la mort — est Ahmed Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) et ancien officier de l'armée syrienne. Ce Front refuse

toute solution négociée au conflit israélo-arabe.

Bien qu'installé en Syrie, Jibril a, toujours selon CBS, travaillé, lors de la préparation de cette opération, pour le compte du numéro un libyen, le colonel Kadhafi, et en collaboration avec les services secrets syriens.

Quelques jours après l'attentat, des experts américains avaient cité comme pouvant être impliquées dans la catastrophe de Lockerbie trois organisations palestiniennes : le FPLP-CG, le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal et l'Organisation du 15 août d'Abou Ibrahim, soutenue par le Yémen du Sud.

Appuyé par la Libye, qui lui fournit une importante aide financière, et la Syrie, qui lui assure au Liban une assistance logistique, le FPLP-CG compte un nombre restreint de combattants militairement très bien équipés. — (AFP).

Les manœuvres de l'OTAN en RFA seront réduites

WASHINGTON (AFP). — Les traditionnelles manœuvres annuelles « Reforger », entreprises tous les deux ans par les soldats de l'OTAN, seront réduites en 1989 par des exercices moins importants, à la suite d'une décision considérée par les observateurs comme la réponse de l'alliance atlantique à l'offensive de paix de M. Mikhail Gorbatchev.

Le département américain de la défense a précisé que cette mesure permettrait aux soldats de l'OTAN de « s'entraîner plus intelligemment », grâce notamment à des simulations sur ordinateur. Le nombre de soldats transportés des Etats-Unis en Europe sera réduit. Les manœuvres réelles seront également moins importantes.

Un débat a lieu actuellement en RFA au sujet des vols à basse altitude d'appareils militaires, qui ont provoqué plusieurs accidents ayant amené à une interdiction de ces vols fin 1988. « Nous essayons d'équilibrer d'abaisser la température du débat politique en RFA », commentent les vols à basse altitude, ont indiqué ces responsables. « Nous ne pouvons pas nous permettre de voir l'opinion publique (européenne) séduite par l'offensive de relations publiques de M. Gorbatchev », ajoutent des responsables du Pentagone.

L'aspect financier de cette décision n'est pas négligeable. Quelque dix-sept mille soldats américains avaient traversé l'Atlantique l'an dernier pour les manœuvres « Reforger ». Au total, quelque quatre-vingt-dix mille soldats de l'OTAN y avaient participé.

Un nouveau type de missile américain mis à l'épreuve sur le sol canadien

MONTRÉAL
de notre correspondante

Le nouveau ministre canadien de la défense, M. William McKnight, a annoncé, mercredi 1^{er} février, à Ottawa, que les Etats-Unis seront autorisés à procéder aux essais d'un nouveau type de missile de croisière au-dessus du territoire canadien. En vertu d'un accord signé en 1983 entre les deux pays, les Etats-Unis ont pu effectuer chaque année six essais de missiles de croisière du type ACM (Advanced Cruise Missile), dans le nord du Canada, région choisie pour ses similitudes avec le climat et le relief de l'URSS.

Les Etats-Unis avaient besoin de l'aval du Canada, avant de mettre à l'épreuve, dans les mêmes conditions, un nouveau missile air-sol, baptisé AGM-129 A, beaucoup plus performant et plus rapide. Grâce à sa technologie dite furtive (stealth), il permet de mieux échapper à la détection des radars et sa portée (4 000 kilomètres) est plus longue.

Aux pacifistes, qui craignent que ces nouveaux engins puissent être utilisés comme armes de première frappe, le gouvernement canadien répond que ces essais constituent « un élément important de la dissuasion stratégique », à l'heure où les deux grands limitent le nombre de leurs missiles balistiques.

M. J.

EN BREF

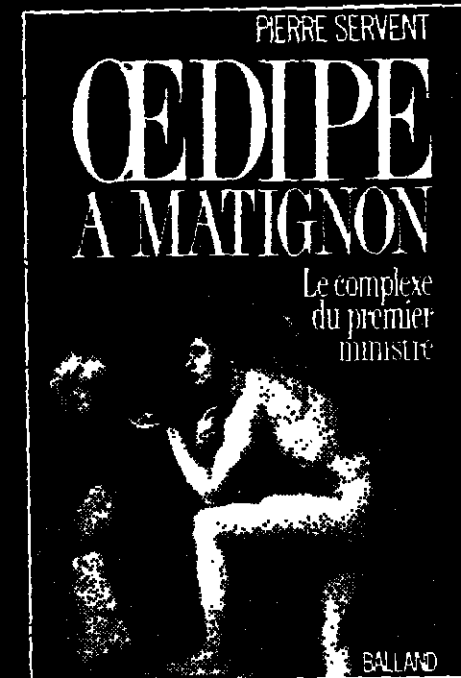
● La crise entre le Zaïre et la Belgique. — Les dirigeants du parti unique zaïrois, le Mouvement pour la révolution (MPR), réunis, mercredi 1^{er} février, à Kinshasa en l'absence du président Mobutu — en voyage à l'étranger, — ont demandé au chef de l'Etat de « suspendre ou de rompre purement et simplement » les relations diplomatiques avec la Belgique. En outre, la réunion prévue entre les dirigeants de la Sabena, la compagnie aérienne belge, et ceux d'Air Zaïre a été annulée. Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, M. Mobutu, habile négociateur, a organisé lui-même cet appel spontané des dirigeants du parti pour se donner toute latitude de décider, une fois rentré à Kinshasa, et montrer, quelle que soit sa décision, qu'il doit tenir compte des autres instances dirigeantes de son pays. — (Corresp.)

● Somalie : un civil nommé ministre de la défense. — Le président somalien Mohamed Siad Barre a confié, pour la première fois, le portefeuille de la défense à un civil, et il a nommé son fils commandant d'aviation, a rapporté, mardi 31 janvier, Radio-Mogadiscio. Le procureur Hussein Abdurrahman Matan remplace au ministère de la défense le général Adam Abdullahi Noor, qui devient ministre du tourisme. Quant au général Mohamed Siad Morgan, gendre du président, qui commandait les forces somaliennes du Nord durant la guerre civile de l'an dernier, il est nommé vice-ministre de la défense. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

« Je vous ai choisi pour être mon premier ministre »



Depuis 1958, fils spirituels ou fils politiques disciples ou simples fondés de pouvoir ils sont dix, de Michel Debré à Michel Rocard à avoir entendu cette petite phrase magique.

BALLAND

(Publié)

ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale et de la santé
Paraît le 3 février
DOSSIER N° 5

R.M.I. : A LA RECHERCHE DE L'INSERTION

ESPACE SOCIAL est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS
Abonnements : 45.66.98.11

L'EVENEMENT du Jeudi

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

LE POUVOIR INTELLECTUEL EN FRANCE

Les hommes, les réseaux, les amitiés, les stratégies

NOUVELLES REVELATIONS SUR LES AFFAIRES

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Amériques

SALVADOR

L'extrême droite accepte de discuter les propositions de la guérilla

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'extrême droite a fait un petit pas en direction d'une solution politique à la guerre civile qui déchire le Salvador depuis neuf ans en annonçant, mercredi 1^{er} février, qu'elle était disposée à rencontrer les dirigeants de la guérilla pour analyser les propositions rendues publiques la semaine dernière par le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

L'ex-major Roberto d'Aubuisson, député de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), extrême droite, majoritaire au Parlement et connu surtout pour ses liens avec les Escadrons de la mort, a confirmé le dépôt d'un projet de loi devant permettre aux cinq commandants de la guérilla de bénéficier d'une « amnistie temporaire » de trois jours pour se rendre à San-Salvador du 10 au 12 février. La rencontre se déroulerait dans le cadre du Parlement et mettrait en présence le FMLN, l'état-major de l'armée et les représentants élus des différents partis politiques.

Un autre dirigeant de l'ARENA, le colonel Ochoa, a précisé que son parti était disposé à tout discuter, y compris le report des élections prévues pour le 19 mars « si la Constitution le permet ». Le FMLN demande que le scrutin soit déplacé au 15 septembre afin de donner aux élections un caractère « légitime ». La guérilla exige notamment la « fin immédiate de la répression » et l'adoption d'un code électoral qui serait « le fruit d'un consensus entre tous les partis ».

Dans un premier temps le gouvernement démocrate-chrétien de M. Napoleon Duarte s'était félicité

de constater que le FMLN « acceptait pour la première fois de s'engager au processus électoral ». Il ajoutait cependant que la Constitution ne permettait pas le report du scrutin et surtout il déplorait que les insurgés « menaient d'augmenter leurs attaques si leurs propositions étaient rejetées ».

Les Etats-Unis, qui soutiennent à bout de bras le gouvernement salvadorien, ayant adopté une position plus souple — « une telle proposition mérite d'être étudiée sérieusement » selon le département d'Etat, — M. Duarte a laissé entendre qu'il réviserait son jugement. L'extrême droite l'a finalement pris de vitesse. En fait l'ARENA est en désaccord avec la « guerre de basse intensité » imposée par les Etats-Unis et estime que cela ne fait que prolonger inutilement le conflit. Si elle est portée au pouvoir, comme semblent l'indiquer les sondages, l'extrême droite se fait fort d'en finir avec la guérilla « en quelques mois, en deux ans au plus ». Mais elle préférerait toutefois, reconnaît le colonel Ochoa, une « solution politique », bien qu'il ne soit pas très optimiste sur les chances d'un accord avec les rebelles.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● PANAMA : M. Noriega ne sera pas candidat à la présidence. La coalition de libération nationale (COLINA) a désigné, mercredi 1^{er} février, son candidat à l'élection présidentielle du 7 mai prochain, M. Carlos Duque, mettant ainsi fin aux rumeurs selon lesquelles le général Manuel Antonio Noriega devait être candidat. M. Duque, cinquante-six ans, actuellement président du Parti révolutionnaire démocratique, est considéré comme un homme de confiance du général Noriega. — (AFP.)

VENEZUELA : les cérémonies d'investiture du nouveau président

Le « couronnement » de Carlos Andres Perez

CARACAS
de notre envoyé spécial

Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement devaient assister jeudi 2 février à Caracas à la prise de fonctions du président Carlos Andres Perez, élu le 4 décembre dernier. Pour « CAP », comme on l'appelle ici, politicien social-démocrate entreprenant, c'est un triomphe romain. Déjà chef d'Etat de 1974 à 1979, il a sillonné la planète ces dix dernières années, joué les intermédiaires et les modérateurs. Pour les Vénézuéliens, son retour au pouvoir est un coup de clairon, un réveil teinté d'inquiétude puisque « CAP » devait leur préciser jeudi les grandes lignes d'un rigoureux plan d'austérité que ne renierait pas le Fonds monétaire international. Le Venezuela des vaches grasses des années 70 est lui aussi en crise. Une crise moins brutale que celles qui dévastent les économies de certains pays voisins, mais le spectre de l'inflation menace, les réserves de devises sont épuisées. Carlos Andres Perez cherche 5 milliards de dollars de crédits pour relancer la machine et il doit se rendre aux Etats-Unis pour signer un accord avec le FMI. Des nuages pour demain.

Pour l'heure, son intronisation a des allures de fête. Celle de la démocratie, dit le président uruguayen Sanguinetti. Celle aussi des amitiés, des solidarités. Les ministres des pays membres de l'OPEP sont présents ainsi que l'ancien président de Tanzanie, Nyerere, l'Américain Jimmy Carter et Luis Echeverria, ancien président mexicain qui a contribué avec Carlos Andres Perez à la création du SELA (système économique de l'Amérique latine) dont « CAP » souhaite relancer le rôle d'organisme de consultation sur

le problème de la dette extérieure. On n'est pas encore à la veille d'un front commun, mais l'idée d'une concertation plus poussée et plus régulière entre Latino-Américains pour dialoguer dans de meilleures conditions avec le monde industrialisé — la thèse de Carlos Andres Perez — a fait son chemin. Au cours

à commencer par le Portugais Mario Soares et l'Espagnol Felipe Gonzalez, tous deux fins connaisseurs de l'Amérique latine et « acteurs » plus qu'intermédiaires dans les négociations de couloir sur l'Amérique centrale. Ils ont multiplié, à Caracas, les entretiens à huis clos avec les dirigeants des pays d'Amérique cen-

soms de santé bien connus. Excusé également, le président Alfonso, qui a délégué son ministre des affaires étrangères Dante Caputto, afin de suivre lui-même les retombées de l'attaque contre le régime de La Tablada, et ses implications « étrangères » dont il est beaucoup question ici.

L'absence « sans motif » du président mexicain Carlos Salinas fait, en revanche, grincer les dents de certains Latins. Dans l'entourage de Carlos Andres Perez, on précise cependant que le Mexique et le Venezuela sont à la veille de conclure de très importants accords de coopération économique, et que le « couac » mexicain est sans réelles conséquences. L'arrivée « imminente » à Caracas de Fidel Castro a été annoncée puis démentie, puis annoncée de nouveau tout au long de la journée et de la soirée de mercredi.

Quant au vice-président des Etats-Unis Dan Quayle qui a fait, mercredi, une entrée discrète mais sans complexe sur la scène internationale, il a rencontré « CAP » dans sa suite du vingt-cinquième étage du Hilton, puis le président colombien Virgilio Barco, précisant qu'il envisageait de rencontrer « d'autres présidents latino-américains ».

Une seule grimace : celle du secrétaire général du Parti social-chrétien Copel Eduardo Fernandez, battu à l'élection présidentielle par « CAP ». M. Fernandez estime que la prise du pouvoir de Carlos Andres est un « vrai couronnement », un « spectacle monarchique à l'heure de l'austérité ». La formule de « couronnement » a été vite adoptée par les Vénézuéliens, fiers pourtant de voir Caracas promue pour trois jours « capitale du tiers-monde ». MARCEL NIEDERGANG.



d'une réunion du SELA, mercredi, en présence de la plupart des chefs d'Etat d'Amérique latine, le président équatorien Rodrigo Borja a résumé le sentiment commun. « Il nous est impossible de répondre aux besoins de nos peuples et en même temps de payer l'amortissement et les intérêts de la dette. Ce n'est pas que nous ne voulons pas payer. Nous ne pouvons pas, à moins que l'on ne trouve de nouvelles formules ».

D'Europe sont venus les dirigeants de l'Internationale socialiste, et d'abord avec le président nicaraguayen Daniel Ortega, très en vogue, qui aurait obtenu, dit-on de bonne source, le soutien de Carlos Andres Perez pour une proposition d'ouverture tendant à accélérer le règlement des conflits d'Amérique centrale.

Le « couac » mexicain

Seul absent des dirigeants d'Amérique centrale, le président salvadorien Napoleon Duarte, pour des rai-

Proche-Orient

A quatre jours de la visite de M. Dumas à Téhéran

L'affaire des otages, à nouveau

Quatre jours avant ce que l'on pouvait envisager comme un point final à la crise qui a caractérisé les relations franco-iraniennes ces dernières années, à savoir la visite en Iran, les 5 et 6 février, de M. Roland Dumas, l'affaire des otages français du Liban a soudain resurgi, mercredi 1^{er} février, sous une forme nouvelle. Trois policiers avaient été libérés lors de cette opération. Nacache et trois de ses hommes ont été condamnés, en 1982, à la réclusion à perpétuité, tandis que le cinquième membre du commando a été condamné à vingt ans de prison.

Longtemps, la libération d'Anis Nacache a figuré parmi les conditions posées par le Jihad islamique pour relâcher les otages français détenus au Liban. Après de nombreux rumeurs sur son éventuel largissement en échange de MM. Carton, Fontaine et Kauffmann, tant le gouvernement de M. Jacques Chirac que M. François Mitterrand avaient écarté en public une telle possibilité.

Quelques jours après le retour en France des otages, M. Charles Pasqua, qui, du ministère de l'Intérieur, avait pris l'affaire totalement en main, avait été interrogé sur l'éventualité de remettre Nacache en liberté. « Pas de notre part et pas de notre initiative », avait-il répondu. Quant au président de la Républi-

que, il avait, à l'époque, indiqué que la question de la grâce du terroriste ne lui avait « pas été posée ». Il est vrai, toutefois, que, en décembre 1986, M. Mitterrand avait évoqué le problème en termes quelque peu différents. Il avait, alors déclaré qu'il n'écarterait pas l'idée de gracier Anis Nacache à condition que ce soit « en échange de tous nos otages, d'un seul coup » et en réponse à une demande du gouvernement de M. Chirac.

Depuis le 4 mai 1988, jour de la libération des trois derniers otages français, Paris — que ce soit le gouvernement de l'époque ou l'Elysée — a toujours nié avec la dernière énergie avoir versé la moindre contrepartie, la moindre rançon. Le seul résultat — officiel et public — de cette triple libération avait été la normalisation des relations franco-iraniennes avec, en premier lieu, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Depuis, cette normalisation s'est confirmée, pour aboutir à la visite, réclamée depuis longtemps par les Iraniens, de M. Dumas à Téhéran, dimanche et lundi prochains, en pleine célébration du dixième anniversaire de la révolution islamique.

Judi matin, on s'abstenait, au Quai d'Orsay, à tout commentaire sur cette réurgence de l'affaire des otages.

La crise libanaise

Echec des pourparlers de Tunis

TUNIS
de notre correspondant

Trois jours et deux nuits d'intenses tractations n'ont pas fait progresser la recherche d'un règlement de la crise libanaise. La commission de bons offices de la Ligue arabe, qui a siégé à Tunis du lundi 30 janvier au mercredi 1^{er} février pour entendre le général Michel Aoun, chef du mouvement chrétien, ainsi que MM. Selim El Hoss, chef du gouvernement musulman, et Hussein Husseini, président sortant du Parlement — tous deux liés à la Syrie, — n'a pu enregistrer des positions figées dans leur intransigence.

Toute cette « gestulation », n'aura finalement abouti qu'à la décision de... poursuivre les contacts avec les autres parties libanaises, avant une nouvelle intervention de la Ligue arabe en mars prochain.

Pour le général Aoun, priorité doit être donnée à l'élection d'un président de la République, dont le Liban est privé depuis septembre dernier, et à l'établissement d'un calendrier pour l'évacuation des troupes syriennes; les réformes constitutionnelles suivront. En revanche, MM. Hoss et Husseini demandent que l'élection présidentielle soit précédée d'une « entente nationale » sur les réformes constitutionnelles. Pour des « raisons de sécurité », ils refusent en outre le départ, pour le moment, des forces de Damas.

De son côté, M. Yasser Arafat s'est efforcé, tout au long de ces trois jours, de manifester sa présence en tentant — sans succès — de rencontrer M. Hoss, mais en parvenant à s'entretenir avec le général Aoun.

M. D.

(Publié)

BRAS DE FER USA-ISRAËL ?

Quelle place pour le monde arabe dans l'administration Bush ? Quelle équipe pour promouvoir une solution pacifique au Proche-Orient ? Quel rôle pour la Jordanie après l'ouverture du dialogue avec PLO ? Quels obstacles à surmonter, aux Etats-Unis même ? Dans le numéro de février d'Arabes en dialogue et en libération 70, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

BRÉSIL : un débat inattendu sur le cinéma

Des intellectuels dénoncent l'« assassinat culturel »

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Les cinéastes brésiliens meurent-ils comme tout le monde, ou bien est-ce la société qui les tue ? Cette question inattendue alimente depuis deux semaines le *Journal do Brasil*, le quotidien de Rio. Plus précisément depuis la publication d'un manifeste, signé par près de deux cents noms du monde artistique et intellectuel, parlant d'« assassinat culturel » à propos de la disparition à la fleur de l'âge, ces dernières années, de quelques-uns des plus grands réalisateurs du pays.

Jusqu'à présent, les lecteurs du journal pouvaient croire que Glauber Rocha, l'auteur de *Deus e o Diabo na terra do sol* (en français le *Dieu noir et le Diable blond*) était mort en 1981 d'une bronchopneumonie; que Leon Hirszman, le réalisateur de *Sao Bernardo*, avait été victime en 1987 du SIDA, sans doute contracté au cours d'une transfusion sanguine; et que Joaquim Pedro de Andrade, le metteur en scène de l'inoubliable *Macunaíma*, avait succombé l'an dernier à un cancer. Il n'en est rien. Pour les auteurs du manifeste, ils ont tous été victimes d'un « assassinat culturel ».

Le responsable de leur mort, c'est « un pouvoir culturel conservateur et technocratique, colonisé et vicieux, centralisateur et bureaucratique, qui contrôle l'expression populaire avec une extrême violence » et dont relèvent — entre autres — une « télévision de millionnaires, qui abruti la population », ainsi qu'un cinéma « stéréotypé », d'« évasion ».

Certains des signataires sont très connus, comme le chanteur-compositeur Chico Buarque, les cinéastes Joaquim Pereira Dos Santos et Rui Guerra, l'actrice Fernanda Montenegro. D'autres, ce qui est normal, le sont moins. Beaucoup ont travaillé pour la télévision, et ceux qui ont fait des films ne peuvent pas prétendre en toute sûreté n'avoir jamais succombé aux « stéréotypes ». Mais ce n'est pas cet aspect de la question qui nourrit la polémique ou déclenche les railleries : c'est le fait d'affirmer que des cinéastes en pleine activité, comme l'étaient Glauber Rocha et Leon Hirszman, sont morts d'une sorte de dégoût, d'une mélancolie, provoquée par la situation culturelle de leur pays.

L'affirmation est audacieuse, évidemment, et le *Journal do Brasil* remarque qu'elle n'est pas neuve. Déjà, à la mort de Glauber Rocha, l'« impérialisme américain » avait été présenté comme le responsable de cette perte irréparable. Les Etats-Unis n'étaient-ils pas les complices des généraux qui gouvernaient alors le Brésil, et n'avaient-ils pas étouffé sa culture, notamment son cinéma ? N'est-ce pas cette situation qui avait conduit le réalisateur à l'exil ?

Sans doute, répondent les détracteurs du manifeste. Mais Glauber Rocha exilé n'en continuait pas moins de travailler. Il fit même une secousse retourneuse intellectuelle — qui sidéra la gauche brésilienne à l'époque — il se mit à faire l'éloge des généraux au pouvoir...

La loi de l'argent

La thèse de l'« assassinat culturel » a provoqué, comme on dit, des mouvements divers. Qu'un malaise règne dans le monde de la culture, comme dans tant d'autres secteurs de la société brésilienne, qui le nie ? L'argent fait la loi, et à côté des divertissements de masse, la place est mesurée pour les vraies créations. Celles-ci existent pourtant, et les auteurs du manifeste sont accusés de procéder par raccourcis hasardeux, voire de se tromper de cible, quand ils chargent la télévision de tous les péchés, alors que celle-ci, au Brésil, satisfait particulièrement bien l'attente du public populaire, en lui offrant des feuilletons originaux, de qualité, qui sont un fidèle reflet du pays.

Les esprits positifs, eux, font de l'ironie : ils disent que l'infarctus, le SIDA, le cancer suffisent à tuer leur homme et que l'écoulement existentiel n'est pas, dans ce domaine, aussi efficace. A quoi un homme de théâtre, Paulo Cesar Coutinho, répond qu'on ne peut pas séparer le corps de l'esprit. « Les études sur le cancer et le SIDA, dit-il, montrent une corrélation évidente entre la résistance immunitaire et la dépression ».

Tel est le débat. Au rang des flux nationaux, l'« assassinat culturel » a pris provisoirement le relais de la dette extérieure, qui n'a pas perdu pour autant de son actualité.

CHARLES VANHECKE.

Commando contre Bakhtiar

« Je demande au gouvernement iranien, qui a garanti l'accord entre la France et les parties concernées pendant la libération des otages, de rappeler à la France ses engagements. Il est inadmissible de dire que les relations entre les deux pays sont bonnes pendant que cinq otages de l'Islam sont toujours dans les prisons françaises », écrit Anis Nacache dans un communiqué transmis mercredi soir à l'AFP par son avocat, M^{re} Antoine Comte. Celui qui purge une peine de prison à vie pour avoir tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar en 1980, conclut :

Le premier ministre soudanais, M. Sadek Al Mahdi, a procédé, mercredi 1^{er} février, à un remaniement gouvernemental marqué par la nomination, comme ministre des affaires étrangères, de M. Hassan Al Tourabi — son beau-frère — et chef du Front national islamique (FNI).

Ce remaniement vient combler la vacance ouverte le 29 décembre 1988 par le retrait de la coalition au pouvoir du Parti unioniste démocratique (PUD). Depuis la moitié des vingt-quatre portefeuilles ministériels étaient sans titulaire.

Partisan affiché de l'application de la charia — la loi islamique — à l'ensemble du pays, M. Tourabi a tout fait pour torpiller l'accord de paix conclu début décembre, après de laborieuses tractations et des concessions mutuelles, entre les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et le PUD de M. Mohamed Al Mighani. Cet accord prévoyait notamment le « gel » de la législa-

tion islamique et la tenue d'une conférence constitutionnelle. Dépit par le rejet de l'accord, le PUD avait préféré quitter le gouvernement, en y laissant côté à côté l'Oumma du premier ministre et le FNI.

C'est dire que la promotion de M. Tourabi au poste-clé des affaires étrangères ne manquera pas d'irriter et d'inquiéter le sud du pays, à majorité chrétienne et animiste. Elle confortera les doutes de l'APLS et de son chef John Garang, quant au désir de paix des autorités de Khartoum. L'APLS a d'ailleurs intensifié les hostilités, en capturant, il y a quelques jours, la ville-garnison de Nassir, à une trentaine de kilomètres de la frontière éthiopienne.

La promotion de M. Tourabi devrait aussi être fraîchement accueillie aux Etats-Unis. Les Américains, importants bailleurs de fonds du Soudan, sont à l'évidence de plus en plus irrités par la mauvaise volonté de Khartoum. Pour la première fois, de hauts responsables de l'administration américaine ont rencontré, ces derniers jours à Washington, un représentant de la

guérilla soudanaise, M. Mansour Khalid. Selon le *New York Times*, les Etats-Unis ont, en outre, offert leur médiation pour mettre un terme à la guerre civile qui fait rage depuis cinq ans.

Espérant profiter du désir soviétique d'apaiser l'ensemble des conflits régionaux, l'administration Bush, ajoute le *Times*, a contacté Moscou à propos de la situation dans la corne de l'Afrique. M. Mansour Khalid a rencontré des fonctionnaires du département d'Etat et s'est entretenu par téléphone avec le conseiller national pour la sécurité, M. Brent Scowcroft. Ancien ministre des affaires étrangères, M. Khalid s'était lié d'amitié avec M. Bush, alors que les deux hommes représentaient en 1971 et en 1972 leurs pays respectifs à l'ONU. Jusqu'à présent, les Etats-Unis avaient observé une attitude de complète neutralité à l'égard du conflit soudanais, en s'abstenant notamment de toute critique envers les dirigeants de Khartoum.

J.-P. L.

Madame, Monsieur,

Voici quelques-unes des 65 opérations de fusion, acquisition et modernisation d'entreprises réalisées par Paribas en 1988.

<p>Janvier 1988</p> <p>ORKEM SA (ex Cdf Chimie SA) a échangé le contrôle de LORILLEUX INTERNATIONAL SA contre une participation de 33% dans COATES BROTHERS plc Cette participation a été portée à 40% par le biais d'une Offre Publique Partielle.</p> <p></p> <p>Paribas Capital Markets (Londres) et Paribas (Paris) ont conseillé Orkem dans cette opération.</p>	<p>Mars 1988</p> <p>GRANADA Group plc (Grande-Bretagne) a acquis 76% du capital de KAPY S.A. (Espagne)</p> <p></p> <p>Les propriétaires de Kapy ont été conseillés dans cette transaction par Paribas.</p>	<p>Décembre 1988</p> <p>JAMES RIVER Corporation (États-Unis) et KAYSERSBERG (France) ont acquis 50% du capital de IPEK KAGIT (Turquie)</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté James River et Kayserberg dans les négociations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p>MATRA COMMUNICATION SA a pris le contrôle de DFG Deutsche Fernsprecher Gesellschaft</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et conseillé Matra Communication dans les négociations.</p>
<p>Décembre 1988</p> <p>BORAX FRANÇAIS filiale de R.T.Z. Corporation plc (Grande-Bretagne) par une Offre Publique d'Achat a acquis 91% du capital de TALCS DE LUZENAC</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté R.T.Z. dans les négociations.</p>	<p>Février 1988</p> <p>AIR PRODUCTS AND CHEMICALS INC. (États-Unis) a pris le contrôle de LA MANUFACTURE ALSACIENNE DES TABACS et de OXYGÈNE LIQUIDE DE STRASBOURG</p> <p></p> <p>Paribas a conseillé le groupe Air Products dans ces opérations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p>CAP GROUP plc a fusionné avec SEMA-METRA pour former SEMA GROUP</p> <p></p> <p>Paribas a conseillé Sema-Metra dans la fusion réalisée avec Cap Group plc.</p>	<p>Septembre 1988</p> <p>SCHNEIDER SA par une Offre Publique d'Achat a acquis TÉLÉMÉCANIQUE</p> <p></p> <p>Paribas a conseillé le groupe Schneider dans cette opération.</p>
<p>Juin 1988</p> <p>AKZO (Hollande) et KALI-CHEMIE (Allemagne) par une Offre Publique d'Achat ont acquis 95% du capital de EUROPÉENNE DE SOUFRES INDUSTRIELS (E.S.I.)</p> <p></p> <p>La Compagnie Chambon, actionnaire à 48% de E.S.I., a été conseillée dans cette opération par Paribas.</p>	<p>Mai 1988</p> <p>REMY & ASSOCIÉS par l'intermédiaire de sa filiale Gestion Immobilière a cédé le contrôle des ÉTABLISSEMENTS NICOLAS à CASTEL FRÈRES</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté le groupe Remy & Associés dans les négociations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p>PROMSA (Espagne) filiale commune des groupes CIMENTS FRANÇAIS et CEMENTOS MOLINS (Espagne) a acquis 100% du capital de PRECON SA</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté Promsa dans les négociations.</p>	<p>Novembre 1988</p> <p>ESSELTE (Suède) a cédé ESSELTE-WELL (Suède) à TAMPELLA (Finlande)</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté Esselte dans les négociations.</p>

En 1989, Paribas continue à préparer l'Europe industrielle de 1992.

PARIBAS 
3, rue d'Antin, 75002 Paris.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

M. Pierre Mauroy propose un redécoupage du territoire

Le « manifeste » du Parti socialiste pour les élections municipales, dont le texte a été rendu public jeudi 2 février, résulte d'une idée lancée par M. Pierre Mauroy à la convention d'Épinay le 2 novembre dernier. Un mois plus tard, les fédérations du Parti socialiste ont été saisies d'un projet élaboré par une commission animée par M. Jean-Marie Cambacérès, secrétaire

national aux études, par ailleurs maire de Sommières (Gard). Le débat, dans les fédérations, s'est étendu sur six semaines, et il a abouti à la présentation de plus de cent soixante amendements déposés par vingt-cinq fédérations. La mouture définitive du texte a été approuvée à l'unanimité par la convention nationale du PS, réunie le

29 janvier à Paris. Les secrétaires fédéraux du parti seront invités à débattre de sa vulgarisation lors d'une nouvelle journée d'études, le 18 février. « Je crois que ce texte donnera une cohésion à notre message, car il n'y a pas de différence entre le combat des socialistes sur le plan local et l'action au niveau national », souligne M. Cambacérès.

Le manifeste socialiste

Ce « manifeste » de 28 pages souligne notamment, en préambule : « Le premier enjeu de ces élections municipales, c'est de permettre aux Français et aux Françaises de mettre en cohérence leur vote au plan local avec celui qu'ils ont effectué au plan national, à l'occasion des élections présidentielle ou législatives. Le deuxième enjeu, c'est de permettre à des hommes et à des femmes de nous rejoindre à cette occasion (...). A la veille du grand marché européen, les socialistes souhaitent, après les réformes apportées par la loi du 2 mars 1982, approfondir la décentralisation pour permettre aux communes de France, seules ou en coopération, d'être à parité avec les collectivités locales des autres pays européens (...). En conséquence, notre manifeste pour les élections municipales avance des idées novatrices, sur des sujets nécessitant des décisions législatives afin que des progrès soient accomplis dans des domaines tels que la coopération intercommunale, la réforme de la fiscalité locale, la défense du service public local, le statut de l'élu communal, et il donne la position des socialistes sur tous les sujets relevant de l'action municipale. »

Dans ce document, le PS propose surtout quatre grandes avancées : **COOPÉRATION INTERCOMMUNALE** : « L'Union européenne, indique le manifeste, va conduire la France à trouver des solutions plus globales et plus achevées à l'organisation de son territoire. Le rôle, le nombre et la taille des régions, les compétences des départements, cela devra être réexaminé. La question de la coopération intercommunale se pose depuis plusieurs années, mais l'échec européen de 1993 doit être l'occasion pour nous d'aller plus loin et d'approfondir la décentralisation sur ce sujet. » En milieu urbain, il faut, selon le PS, « vingt ans après la création des premières communautés urbaines, augmenter leur nombre, repérer leurs compétences, aller vers leur décentralisation. Des communautés urbaines d'un type nouveau seront donc proposées aux agglomérations urbaines. Une

loi fixera les conditions de population qui fera qu'une zone urbaine devra être organisée en communauté urbaine. Des communautés urbaines seront constituées dans toutes les agglomérations de moyenne importance. Leurs compétences devront leur permettre d'avoir plus de moyens financiers directs pour pouvoir mener de droit une politique globale dans les domaines élargis de l'aménagement urbain (...). La désignation des conseillers communautaires se fera désormais à la proportionnelle. Le Parti socialiste s'en félicite, car cela constitue un progrès, bien que ce soit toujours au deuxième degré. Il faudra aller plus loin : le conseil de la communauté devra, à terme, pouvoir être élu au suffrage universel direct. »

En milieu rural, « la loi devra permettre une plus grande coopération librement consentie par la majorité des communes concernées. Cette nouvelle communauté de pays aura une fiscalité directe, des pouvoirs étendus notamment en matière d'aménagement du territoire, d'investissements structurels, de développement économique, social et culturel, et sera investie de nouvelles missions : lutte contre la désertification, aide à la création d'activités, etc. Cette coopération rurale sera rendue intéressante par les incitations financières et fiscales qui y seront liées (...). Une première étape sera franchie en permettant aux SIVOM (Syndicats intercommunaux à vocation multiple) de se doter d'une fiscalité propre afin de pratiquer une plus grande solidarité et de disposer d'une meilleure efficacité d'intervention. »

2) RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE : « La réforme fiscale devra tenir compte de la nécessité de cette coopération intercommunale, mais il est indispensable qu'elle prenne en compte aussi la nécessité d'une plus grande justice et d'une plus grande efficacité économique. »

— Taxe d'habitation : La suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par un impôt local sur le revenu pourrait paraître juste, mais la diversité des situations et l'ampleur des

transferts de charges conduisent à ne pas envisager cette mesure actuellement. Quoi qu'il en soit, avec une nécessaire remise à jour des bases, une réforme devra être entreprise pour que la taxe d'habitation tienne compte des revenus. Pour cette prise en compte, il sera notamment nécessaire d'introduire progressivement l'ensemble des revenus dans les bases de répartition de la taxe d'habitation afin d'abaisser, dans ces bases, la part de la valeur locative ordinaire. »

— Taxe professionnelle : « Une réforme du mécanisme de cet impôt pourrait être envisagée en modifiant totalement ses bases et en l'établissant sur la valeur ajoutée ou sur le bénéfice des entreprises, ou bien en intégrant seulement en partie des nouvelles bases de manière à diluer dans un ensemble plus large les inconvénients des bases actuellement retenues. »

— Taxe sur le foncier bâti : « Cet impôt ne suscite pas de contestation majeure mais une révision des bases apparaît cependant nécessaire actuellement. »

— Taxe sur le foncier non bâti : « La aussi une révision des bases est nécessaire et, de plus, l'instauration d'une surtaxe appropriée sur les terrains à bâtir permettrait de faire passer à des allégements pour les agriculteurs qui sont manifestement trop taxés par cet impôt. Ce dernier devrait être revu à terme dans son ensemble avec l'objectif de prendre en compte progressivement l'activité économique des exploitations agricoles. »

3) LE MAINTIEN ET L'ÉVO- LUTION DU SERVICE PUBLIC LOCAL : « Aujourd'hui, souligne le manifeste du PS, le service public local est remis en question. En effet, une politique de remise en cause du service public est menée dans une série de communes de droite, elle va jusqu'à la fermeture d'équipements culturels jusqu'à la suppression de la bibliothèque publique locale et donc confronté à un véritable défi. Pour y faire face la réponse passe évidemment par la capacité de l'équipe municipale à s'adapter

aux besoins nouveaux et à maintenir l'efficacité du service public. Il faut cependant affirmer que le critère de la rentabilité, essentiel aux entreprises privées, ne peut être appliqué seul aux services publics locaux en raison de leur fonction d'intérêt général. »

4) LE STATUT DE L'ÉLU COMMUNAL : « Le PS propose d'élargir le mandat des élus locaux par quatre directions les éléments de statut qui existent déjà. Il veut : « préciser et étendre par voie législative les conditions relatives aux droits d'absence et de réintégration » des élus locaux dont la profession s'exerce dans le secteur privé et « élargir » ces droits d'absence dans le secteur public ; « mettre en place » un système cohérent de formation des élus (...) grâce à un système de cotisations obligatoires pour les collectivités locales et les élus. Préciser et élargir les modalités des droits à la retraite. Révaloriser les moyens matériels de telle sorte que les indemnités des maires et de leurs adjoints compensent véritablement leurs absences professionnelles. »

Au fil de ce manifeste, le PS se déclare également favorable au regroupement des élus locaux mais opposé au référendum d'initiative populaire, favorable à l'intégration des immigrés « par l'acquisition de la nationalité française » mais toujours aussi réservé sur l'opportunité de leur accorder le droit de vote. Le PS « pense qu'il y aurait une certaine logique de permettre aux étrangers vivant dans une commune et payant des impôts de participer aux décisions locales, comme cela se fait dans d'autres pays européens » mais il « constate qu'à l'heure actuelle cette réforme poserait en France un certain nombre de problèmes ». Le manifeste souligne qu'il appartient au PS « de faire évoluer les mentalités ».

En conclusion de ce manifeste, les socialistes réaffirment qu'ils « veulent changer progressivement la société » et que le manifeste en œuvre de ce projet municipal passe par une stratégie de rassemblement des socialistes, de rassemblement de la gauche et de rassemblement de la majorité présidentielle ».

La préparation des élections

Les structures des collectivités locales européennes

Deux niveaux d'administration locale

DANEMARK	14 comités Exceptions : Copenhague et Frederiksberg à la fois département et commune	276 communes
IRLANDE	32 comités dont 6 bourgs comités	94 communes dont 6 bourgs 48 districts, 30 municipalités
PAYS-BAS	12 provinces	702 communes
ROYAUME-UNI	93 comités	481 districts + 10 000 districts + 800 Community Councils (indépendants des districts)
ANGLETERRE PAYS DE GALLES	47 comités non métropolitains	33 communes à Londres 333 districts non métropolitains 36 districts métropolitains
ECOSSE	9 régions, 3 îles	53 districts
IRLANDE DU NORD		26 districts non métropolitains

Trois niveaux d'administration locale

FRANCE	26 régions	100 départements	38 527 communes
GRÈCE	13 régions	54 noies	6 034 communes
BELGIQUE	3 régions + 3 communautés linguistiques	9 provinces	598 communes
ESPAGNE	17 communautés 8 027 provinces	50 provinces	8 027 provinces
ITALIE	20 régions (5 à statut spécial)	95 provinces	8 074 communes
RFA	8 Länder + 3 villes-Etats	328 kreise et villes assimilées	8 614 communes

Autres

PORTUGAL	2 régions autonomes (Madère, Açores)	306 municipalités 4 100 freguesias (paroisses)
LUXEMBOURG		118 communes

Ce tableau a été établi par la Fondation pour la gestion des villes qui vient de réunir à Paris un colloque international sur les forces et les faiblesses des collectivités locales européennes avant 1993. La Fondation fait, à ce propos, les remarques suivantes : toute analyse comparative des structures administratives locales dans les différents pays d'Europe se heurte à plusieurs difficultés.

1. — **Difficultés sémantiques**. — Les termes utilisés ne recouvrent pas les mêmes réalités. Par exemple, la région française telle que définie par les lois de décentralisation de 1982 ne saurait être comparée aux régions espagnoles ou italiennes (respectivement « communautés autonomes » et « régions ») dotées de pouvoirs législatifs. Par ailleurs, la « région », dans son acception juridique, ne recouvre pas toujours l'entité socio-économique dite « régionale ».

2. — **Difficultés juridiques**. — Il n'existe pas dans tous les pays le même nombre de niveaux d'administration locale, des explications tenant à la nature juridique des Etats (fédéraux, quasi-fédéraux ou unitaires).

Le gouvernement prépare une nouvelle « troisième voie » d'accès à l'ENA

Le gouvernement étudie la création d'une nouvelle « porte d'entrée » à l'Ecole nationale d'administration, bien qu'aucune décision ne soit encore prise quant à la date de dépôt d'un éventuel projet de loi. Mais, pour éviter les erreurs qui avaient caractérisé la première « troisième voie », instaurée en 1983, et abolie en 1986, le gouvernement procède avec prudence, pragmatisme et modestie.

La future réforme n'est pas imposée par le sommet, mais préparée par la base et assortie de nombreuses consultations. C'est M. René Lenoir, nouveau directeur de l'ENA, lui-même ancien élève, qui a préparé cette « proposition pour un troisième concours d'entrée » et qui l'a soumise au conseil d'administration de l'Ecole au cours du mois de janvier, obtenant un accord unanime — mais sans vote — sur les principes retenus.

De même, l'Association des anciens élèves, qui avait sévèrement contesté le bien-fondé et les modalités de la troisième voie (créée par la loi du 19 janvier 1983) défendue par M. Anicet Le Pors, alors ministre de la fonction publique du gouvernement Mauroy, s'est-elle ralliée au nouveau projet et entend-elle même y apporter une critique positive en présentant des propositions complémentaires.

En février 1984, l'Association avait procédé à une consultation de ses adhérents qui révélait que si 90,7 % des mille six cent quarante-deux anciens élèves interrogés étaient hostiles à la « réforme Le Pors », en revanche 82 % souhaitaient une ouverture de l'Ecole et plus de 92 % demandaient que tous les candidats reçus soient traités selon le même régime.

Mercrdis 1^{er} février, à l'unanimité, le conseil d'administration de l'Association des anciens élèves a adopté une résolution tirée « out à une ouverture véritable » et ainsi rédigée : « L'Association ne peut être favorable à la création d'un troisième concours et non d'une troisième voie d'accès à l'ENA qu'à deux conditions indissociables : — Qu'il respecte dans ses modalités le principe fondamental de

l'égalité d'accès des citoyens à la fonction publique ;

— Que sa création s'intègre à un projet global d'ouverture de la fonction publique conforme aux propositions faites constamment par l'Association et dont l'élément fondamental est l'organisation d'échanges public-privé en cours de carrière. »

Il est vrai que le vocabulaire lui-même a changé puisque l'on préfère parler maintenant d'un « troisième concours » destiné à élargir le recrutement sans référence précise à des catégories sociales délimitées (élus locaux, syndicalistes, responsables d'association) dans lesquelles la gauche de 1981 voyait le symbole de la lutte contre l'élitisme et la technocratie.

Seules seraient en effet retenues à l'avenir des conditions d'expérience professionnelle et d'âge pour pouvoir se présenter à ce troisième concours d'entrée, qui s'ajouterait ainsi au concours étudiant dit « concours externe » et au concours réservé à certains fonctionnaires dit « concours interne ».

Passerelles avec le privé

Pour éviter les accusations de politisation et d'étroitesse qui avaient été adressées à la précédente, la future réforme va s'appuyer uniquement sur le concept d'ouverture du recrutement et de création d'une passerelle entre les activités privées au sens large et le secteur public. Les candidats à ce troisième concours seront — mutatis mutandis — traités de la même façon que ceux qui sont fonctionnaires. Devant avoir exercé une activité professionnelle depuis huit ans, ils bénéficieront d'une limite d'âge à trente-deux ans, plus élevée que celle imposée aux étudiants (vingt-cinq ans) mais sans exigence de diplômes universitaires. Une présélection pourrait s'effectuer par l'examen d'un dossier fourni à un jury présidé par un conseiller d'Etat. De cinquante à cent postulants seraient alors admis à suivre un cycle de préparation d'une année (comme les candidats fonctionnaires) avant d'affronter les concours proprement dits, où dix à quinze places environ seraient offertes.

Mais si les épreuves d'admission seront, à quelques nuances près, les mêmes que pour les autres candidats, le sort de tous les élèves sera identique et tous les élèves auront la même « troisième voie ». Une seule scolarité sera dispensée à tous, et tous auront, à l'issue de celle-ci, les mêmes possibilités d'affectation dans les corps de l'Etat.

Cette réforme, si elle ne reproduit pas les défauts de l'ancienne « troisième voie », soulève cependant un certain nombre de questions. Y aura-t-il beaucoup de cadres du privé qui seront prêts à prendre le risque de perdre leur situation pour courir leur chance, pendant un an, avec un salaire d'administrateur civil débutant (un peu plus de 10 000 francs par mois) même assorti d'un prêt complémentaire avant de se présenter au concours ?

Cette solution ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un moyen identitaire pour le privé et la sur-élévation de l'Etat ? Le service public local est donc confronté à un véritable défi. Pour y faire face la réponse passe évidemment par la capacité de l'équipe municipale à s'adapter

Cette réforme ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un simple « gadget » si elle ne s'accompagne pas d'une véritable organisation d'échanges entre l'administration et le privé — que souhaitait instamment M. Roger Fauroux lorsqu'il était directeur de l'ENA — au moyen de « mises à la disposition » temporaires actuellement interdites ?

L'ouverture de l'ENA par un troisième concours correspond sans doute à un besoin que les anciens élèves eux-mêmes approuvent. Mais la haute administration souffre tout d'un malaise diffus qui concerne aussi bien la situation matérielle que morale de ses cadres supérieurs et qui est dû à la concurrence et à l'attrait croissants qu'exerce le secteur privé.

C'est pourquoi les problèmes généraux de la haute fonction publique méritent une réflexion d'ensemble et sa crise des solutions législatives, alors que tous les gouvernements depuis 1981 s'y sont toujours refusés.

ANDRÉ PASSERON.

Le gouvernement envisage de réduire le nombre des régions

(Suite de la première page.)

M. Michel Debré, craignant que des régions trop fortes ne remettent en cause l'unité nationale. Ensuite, avec tous les « patrons » des départements, dont certains surprennent déjà mal une amorce de teneur régionale, depuis la mise en œuvre de la décentralisation voulue par Gaston Defferre. Egalement avec les maires des capitales régionales qui ont su acquiescer un statut de métropole et qui pourraient redouter de le perdre en même temps que leurs régions perdraient leur autonomie. Enfin, avec tous ceux qui pensent que le découpage régional doit coïncider avec les traditionnelles provinces plutôt qu'avec les entités économiques.

Logiquement, le manifeste municipal du PS est beaucoup plus détaillé pour ce qui concerne la nécessité d'un renforcement de la coopération intercommunale. Comment en douter quand on sait que plus de la moitié des communes des douze pays de la Communauté européenne sont françaises : 36 527 sur 69 922 !

L'idée d'obliger à travailler ensemble — à partir de 100 000 habitants,

par exemple, — les communes membres d'une même agglomération procède d'une constatation de bon sens. D'autant que les lois de décentralisation ont déjà confié aux maires les pouvoirs d'urbanisme et que, en cette matière, il ne peut y avoir qu'une politique d'agglomération. L'exemple de la banlieue parisienne montre trop les inconvénients des égoïsmes de clochers de certains maires. Mais, là encore, il y a beaucoup de difficultés en perspective pour les dirigeants du PS parce que cette réforme reviendrait à imposer un nouvel échelon administratif.

Les maires des communes verraient en conséquence leurs pouvoirs fort réduits. Or, parmi ceux-ci, il y a un certain Jacques Chirac. Les socialistes auraient-ils derrière la tête l'idée d'essayer de lui reprendre, cette fois, par le haut, ce qu'il n'a pas réussi à lui arracher par le bas, il y a six ans, par l'adoption de la loi PLM (Paris-Lyon-Marseille) ?

La volonté d'innovation ainsi manifestée par le PS contraste, en revanche, avec sa prudence à l'égard des élus ruraux. Pour ceux-ci, pas question d'obligation, mais simplement l'éven-

tualité d'incitations renforcées à la coopération. Avec ce risque, par là même, que les pouvoirs qui seraient confiés à de nouvelles « communautés de pays » épousant les cantons appartenant à des instances désignées au suffrage indirect. Les dirigeants socialistes se montrent sur ce terrain aussi peu téméraires que les anciens gouvernements de droite, qui n'ont jamais voulu imposer à la France rurale la fusion des 32 413 communes de moins de 2 000 habitants. Alors que nos voisins allemands ont su, dans les années 70, réduire le nombre de leurs communes de 24 000 à 8 500.

Le manifeste du PS apparaît aussi très modéré dans ses projets de réforme de la fiscalité locale, puisqu'il n'en propose, par commodité, que des aménagements. De même, lorsqu'il s'agit de la place des immigrés dans la vie communale. Les discussions internes ayant révélé, sur ce point, des fractures importantes, la direction du parti a adopté un profil bas pour obtenir un vote unanime de sa convention nationale du 29 janvier.

THÉRIER BRÉNIER
et ALAIN ROLLAT.

Un débat ancien

Dès 1947, M. Michel Debré, au sortir de la Résistance, prônait dans la *Mort de l'Etat républicain*, un redécoupage des circonscriptions administratives avec la création de quarante départements, dans un esprit guidé par la notion d'aménagement du territoire et aussi pour leur donner plus de poids dans la « réalité européenne ». La première réforme concrète est intervenue en 1955 avec l'institution de vingt et une circonscriptions d'action régionale donnant un cadre géographique commun aux services extérieurs de l'Etat avec, à leur tête, un IGAM (inspecteur général de l'administration) en mission extraordinaire qui était le préfet du département chef-lieu. En 1964, le général de Gaulle donna plus de consistance à la région avec l'accroissement de l'IGAM au

titre de préfet de région et la création du CODER (commission de développement économique régional) dont les membres sont l'émulsion des élus et des organisations professionnelles. De Gaulle voulait faire encore évoluer les régions en y créant une assemblée délibérative élue et en prévoyant des ressources pour leurs budgets propres. Cet audacieux projet, contenu dans le texte du référendum du 27 avril 1969, a été repoussé par le suffrage universel. Dans son discours de Lyon, le 25 mars 1968, le général avait bien posé le problème en proclamant que « l'effort multiséculaire de centralisation (...) ne s'impose plus aujourd'hui ».

Ce n'est qu'en juillet 1972 que le gouvernement de M. Jacques

Chaban-Delmas a fait voter une loi portant officiellement « création et organisation des régions ». A cette occasion, un débat s'était entretenu sur le problème de la taille des régions. Il n'avait pas entraîné de modification de la carte, pas plus qu'il ne s'en produira une en 1982 avec la réforme Defferre qui s'est essentiellement attachée au concept de décentralisation avec l'élection directe des membres de l'assemblée régionale et l'accroissement de leurs pouvoirs. M. Michel Rocard avait alors reconnu que « la région était une idée neuve pour la gauche » dans un article de la revue *Pouvoirs*, tant il est vrai que les socialistes, traditionnellement réservés à l'égard de la régionalisation, voyaient en elle une remise en cause des conquêtes de la République jacobine.

Politique

Les échéances européennes

L'UDF a adopté son projet

A chaque jour suffit sa peine. Fort de cet adage, le conseil national de l'UDF qui s'est réuni mercredi 1^{er} février à Paris, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, pour adopter sa plateforme en vue des échéances européennes, a repoussé à des calendes post-municipales l'arrêt de sa « tactique » électorale. Il s'agit, en effet, de ne pas passer ce « très enrichissant » débat par de douloureuses divergences, attisées par un vent de fronde centriste, sur la constitution ou non d'une liste d'union UDF-RPR. Accompagné des vice-présidents de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaite conduire une telle liste, a entamé « un processus de consultations » avec les différents groupes parlementaires, en vue d'arrêter définitivement l'attitude de l'UDF en la matière.

Le texte définitif, corédigé par MM. Alain Madelin et Bernard Bosson, doit être confronté, vendredi 3 février, aux « Vingt propositions pour l'Europe » du RPR, présentées, en décembre dernier, par M. Edouard Balladur (le Monde du 20 décembre). Sous la houlette de M. Madelin et Christian de La Malène, vice-président (RPR), cette commission entend « privilégier le débat de fond, chercher les convergences et les divergences qui peuvent exister sur l'Europe en dehors de toute considération politique », a expliqué M. Madelin. Le calendrier établi prévoit d'ailleurs début mars à une synthèse des deux projets.

Pour un nouveau traité

Les convergences entre les deux projets concernent essentiellement le développement de politiques communes en matière agricole, économique, éducative, culturelle... Les deux partis se prononcent également en faveur d'un allègement de la fiscalité : 100 milliards de francs en trois ans pour le RPR, 150 milliards en quatre ans pour l'UDF qui se propose non seulement de réformer la fiscalité sur l'épargne et l'impôt des sociétés, mais aussi d'harmoniser les prélèvements indirects. Enfin, tous deux préconisent une réduction des dépenses publiques françaises et une

poursuite de la politique de privatisation et de libéralisation de l'économie.

Mais les divergences apparaissent lorsque l'on aborde le chapitre des institutions communautaires. L'UDF qui, se veut « à l'avant-garde de la construction européenne », souhaite la signature d'un nouveau traité européen « renforçant simultanément l'ensemble de nos institutions communautaires », à savoir : le conseil européen, la Commission et le Parlement. Dans le but d'avancer vers la construction des Etats-Unis d'Europe, la plateforme de l'UDF propose que le président du conseil européen soit nommé pour cinq ans. Il s'agit, explique M. Madelin, « de mettre fin au système de tourniquet » qui, jusqu'ici, a empêché chaque chef d'Etat d'occuper alternativement cette présidence durant six mois. Tandis que le RPR préconise la désignation pour deux ans d'un président du conseil issu de ses rangs, l'UDF n'est pas hostile à la nomination d'une personnalité extérieure.

Toutefois, M. Simone Veil a émis des réserves sur la nécessité de renforcer simultanément le rôle des trois institutions européennes, se montrant, selon M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF, favorable à une « évolution de type parlementaire » du régime politique de l'Europe.

En ce qui concerne l'élection des membres de l'Assemblée des communautés européennes, l'UDF, contrairement au RPR, ne préconise pas une uniformisation des modes de scrutin, mais souhaite qu'en France l'élection se fasse au scrutin de liste dans le cadre régional et non plus national.

Des divergences d'appréciation sont également sensibles sur l'évolution du système monétaire européen. L'UDF souhaite, pour sa part, que « l'ECU devienne une véritable monnaie commune aux douze pays de la Communauté, gérée comme une monnaie optionnelle par rapport aux monnaies nationales ». En outre, la confédération envisage « la mise en place d'une institution commune pour gérer des interventions en ECU sur les marchés des changes » et que « cette monnaie soit gérée à terme par une Banque centrale autonome, indépendante des pouvoirs politiques locaux ». Elle demande, dans cette perspective, « une réforme du statut de la Banque de France » dans le sens « d'une véritable autonomie ».

M. de la Malène : pas de désaccords dans l'opposition

« Un décalage considérable est en train de se produire entre l'évolution économique de l'Europe et son évolution politique », estime M. Christian de la Malène, sénateur RPR de Paris et président du groupe du Rassemblement des démocrates européens à l'Assemblée de Strasbourg.

Il développe cette analyse dans un ouvrage intitulé *Une espérance insoumise* (Masson éditeur). Selon l'auteur, les réalisations économiques de l'Europe sont une incontestable réussite et elles sont désormais irréversibles. Mais il ajoute : « Si l'on continue dans une voie économique plus libérale, on peut encore faire des progrès pour le confort général des populations mais il faut savoir que les pouvoirs et les moyens d'action de chacun des Etats seront alors, peu à peu, limités. Or, actuellement, nous progressons non en fonction d'une idée mais au hasard de majorités de circonstance. » Il ajoute : « Je crains un système économique apportant des avantages matériels sans qu'il soit accompagné d'un effet de rapprochement politique car il risquerait de générer puis de paralyser les Etats. On ne peut progresser en Europe qu'à partir du consensus, donc d'une volonté démocratiquement exprimée des Etats. »

Pour une liste unique

M. de la Malène, qui coprésède avec M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, la commission RPR-UDF sur l'Europe, assure qu'il n'a pas constaté entre ces deux partis de « désaccords fondamentaux ». Il assure qu'en conséquence la constitution d'une liste unique de l'opposition pour les élections européennes « dépend uniquement des rapports de force au sein de l'UDF, des relations entre M. Giscard d'Estaing et M. Méhaignerie ». Il précise toutefois que « la seule chose qui empêcherait cette liste serait que l'UDF affirme que la Commission de Bruxelles doit préfigurer un gouvernement européen ».

Le RPR ne partage pas les réticences britanniques sur la supranationalité

BRUXELLES
de notre correspondant

La querelle de la supranationalité, avec laquelle renoueraient volontiers les Britanniques, paraît en France tout à fait étrangère. « Nous sommes pour ceux qui veulent aller de l'avant. Nous ne partageons pas les réticences que vient d'exprimer le chancelier anglais de l'Echiquier à l'égard de l'union économique et monétaire », a souligné, mardi 31 janvier, M. Alain Juppé qui commençait à Bruxelles un tour des capitales de la CEE. Le secrétaire général du RPR a longuement rencontré le président Jacques Delors, qu'il a trouvé préoccupé par le ton agressif du discours prononcé le 25 janvier par M. Nigel Lawson.

Le chancelier de l'Echiquier, reprenant et amplifiant la philosophie lancée par M. Margaret Thatcher en septembre 1988 à Bruges, récusait l'objectif de l'union économique et monétaire qu'il présentait comme l'antichambre d'une union politique. Il dénonçait l'idée exposée le 17 janvier à Strasbourg par M. Jacques Delors selon laquelle l'union économique et monétaire n'étant envisageable qu'au prix d'une « mutation » des institutions européennes, il faudrait qu'une conférence intergouvernementale se réunisse pour amender le traité de Rome, comme ce fut le cas déjà en 1985 avec l'Acte unique. « Ni le gouvernement ni le Parlement britannique ne sont disposés à accepter le nouvel amendement au traité qu'envisage clairement le président de la Commission », avait dit M. Lawson.

Tel n'est pas l'avis de M. Alain Juppé : « Il faut poursuivre dans la voie où nous nous sommes engagés avec le système monétaire européen, en septembre 1987, ont permis de le renforcer de façon efficace. Nous devons réfléchir aux étapes suivantes, y compris à l'adoption d'une monnaie commune. L'Europe signifie inévitablement des abandons de souveraineté. C'est bien ce qui se fait ».

E. L. et C. T.

Mme Edith Cresson dresse le bilan de l'action de son ministère

M^{me} Cresson le dit tout net : elle ne sera pas candidate aux élections européennes. Si elle a réuni la presse mercredi 1^{er} février, c'était pour faire le point sur les activités et les projets de son ministère, auquel elle n'entend pas renoncer pour le Parlement de Strasbourg. Et comme pour répondre d'emblée à ceux qui s'interrogent encore sur le fonctionnement de ce ministère sans administration, M^{me} Cresson a tenu à rappeler d'abord qu'elle « dispose » pour travailler des services d'autres administrations, ainsi que de deux forces dont elle s'est dotée « de manière originale » : les groupes d'étude et de mobilisation (GEM) créés en septembre dernier, ainsi qu'un système d'information en cours de constitution. Il s'agit d'une banque de données sur les questions européennes qui sera accessible au public sur Internet avant les élections de juin. Un document d'information sur l'Europe doit d'autre part être publié à trois cent mille exemplaires dans les semaines qui viennent.

La tâche immédiate du ministère est de préparer la présidence française du conseil des ministres de la Communauté, qui, à partir du 1^{er} juillet, travaillera dans trois directions essentielles : l'union monétaire, l'Europe sociale et l'Europe de l'audiovisuel. M^{me} Cresson a souligné que la question de l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne soit réglée prochainement, sous présidence espagnole. M^{me} Cresson fait actuellement le tour des capitales européennes avec les propositions de la commission, dont s'entretenant les ministres de l'économie et des finances des Douze lors de leur réunion du 13 février.

Pour ce qui est de l'union monétaire, le groupe de travail présidé par M. Delors et auquel participent les gouverneurs des banques centrales, remettra son rapport aux gouvernements en avril. Celui-ci fera l'objet, au sommet de Madrid en juin, d'un premier examen dont on peut supposer qu'il sera animé, vu les déclarations très hostiles faites récemment par le chancelier britannique de l'Echiquier, M. Lawson. La démarche française, a dit M^{me} Cresson, consiste à « chercher d'abord les éléments d'une position commune avec la RFA » puis à tenter d'y rallier « le maximum de nos partenaires ». Autant dire qu'on est résolu du côté français à aller de l'avant, au besoin sans les Britanniques. Reste le problème, de la règle de l'union monétaire qui s'impose à la modification du traité de Rome que supposera la création d'une union monétaire européenne.

Deux des groupes d'étude et de mobilisation créés en septembre par le ministère des affaires européennes planchent actuellement sur les questions sociales et celles de l'audiovisuel et pourraient contribuer à la formulation de propositions par la France pendant sa présidence.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

municipales

Socialistes et communistes ouvrent la négociation de la dernière chance

« Il faut conclure. » Tel est le titre péremptoire qui fait la « une » de l'*Humanité* du jeudi 2 février. « Il faut à tout prix régler la question ; le seul moyen d'en sortir, c'est d'ouvrir une négociation non-stop », a répondu sur France-Inter, de façon non moins ferme, M. Pierre Mauroy, le matin du même jour. Le premier secrétaire du PS a précisé : « En fin de matinée, nous commencerons la négociation finale. Ou bien ce sera l'accord, ou ce sera l'échec. » Une délégation conduite par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, et comprenant MM. Alain Richard (rocardien), Gérard Le Gall (mitterrandiste) et Michel Charzat (chevènementiste) devait, en effet, négocier avec une délégation du PCF — et non plus seulement la rencontrer, jeudi, place du Colonel-Fabien.

Le sur-place qui semble la caractéristique publique essentielle des relations entre les deux partis de gauche, depuis la signature de l'accord municipal du 12 janvier, est entré dans sa phase terminale. « Il est urgent de conclure les négociations », a déclaré M. Georges Marchais, mercredi soir, 1^{er} février, dans le journal de 20 heures de TF 1. Le secrétaire général du PC, après avoir souligné qu'« il appartient à la justice de mettre en évidence », entre d'éventuelles relations le pouvoir et ceux qui ont profité financièrement des « affaires », a indiqué que des accords municipaux avaient été conclus avec le PS, « mais, a-t-il ajouté, les blocages sont beaucoup plus importants notamment dans des endroits décisifs ». Citant le Nord et le Pas-de-Calais, M. Marchais a affirmé que son parti n'a « aucune responsabilité » dans cette situation, accusant « le PS et ses organisations qui formulent des propositions démentielles ». « Je ne veux pas retrouver la situation de 1983 où le PS a fait tout pour empêcher les discussions et les accords. Le résultat a été que nous avons perdu de quinze à dix-sept grandes municipalités. Cette fois-ci, ça ne peut pas se reproduire », a conclu le dirigeant communiste. Dans la journée de mercredi, MM. Gérard Le Gall (PS) et Jean Wioss (PCF) s'étaient rencontrés pendant deux heures et demie. Les deux experts avaient étudié

la situation département par département, et ville par ville. Au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS, le soir, M. Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, a indiqué qu'il y avait « beaucoup d'excess du côté du Parti communiste, et parfois de l'irréalisme de notre côté ». Il a dressé un tableau de la situation montante « des évolutions lentes mais réelles », et, d'un souhait du PCF, selon lui, d'aboutir à un accord. Cela dit, l'état des lieux a conduit M. Le Gall à préciser comme au début de la semaine dernière, qu'il n'y aura « pas d'application générale et absolue », de l'accord du 12 janvier. Le PS s'en tient toujours à un nombre de sept à huit « primaires » dans les municipalités de plus de vingt mille habitants détenues par le PCF. Ce chiffre était, selon la référence prise, de douze à treize, il y a six ans.

La volonté des socialistes est donc de dédramatiser ces confrontations, qu'ils estiment légitimes, compte tenu de l'évolution du rapport des forces depuis 1983, alors même que les communistes s'attachent à attirer l'attention de l'opinion publique sur ces « primaires » à gauche. Paradoxalement, les négociateurs du PS font preuve d'un certain optimisme alors que s'accroissent les situations de blocage dans nombre de départements. Potentiellement, il y a beaucoup d'accords », assure un responsable du PS. La question est maintenant de savoir si ces potentialités vont se traduire dans la réalité.

OLIVIER BIFFAUD.

Paris : le PS refuse toute tête de liste au PC

Plusieurs têtes de liste pour Paris ont été confirmées par le PS, mercredi 1^{er} février, lors de la réunion du bureau exécutif. M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'économie sociale, sera chef de file dans le 10^e arrondissement, en remplacement de M^{me} Violaine Bakovic, rocardienne elle aussi. Dans le 13^e, M. Pierre Aidenbaum remplace M. Jack Lang, ministre de la culture, qui sera candidat à Blois. M^{me} Gisèle Stievenard, ancien député de Paris et proche de M. Lionel Jospin, est placée en deuxième position dans le 19^e, sur la liste conduite par M. Roger Medeo (proche de M. Jean-Pierre Chevènement), prenant ainsi la place de M. Alain Billon qui se trouve en fin de liste.

La fédération de Paris du PCF, qui réclame deux têtes de liste dans la capitale, a estimé, mercredi, que le PS envisage « un considérable affaiblissement du nombre des élus communistes par rapport à 1983 ». Pour M. Henri Malberg, premier secrétaire de cette fédération et président du groupe communiste au conseil de Paris, « rien ne le justifie ». Selon lui, les propositions socialistes aboutiraient à la disparition de quatre des six élus sortants du PCF : M^{me} Christiane Schwartzbard (11^e), M. Roger Gaurvillat (19^e) et Louis Baillet (18^e), le dirigeant communiste a souligné que le PS « refuse toute tête de liste » au PCF dont le score avoisine maintenant 5 % à Paris.

A Tarbes : un duo de gauche contre le maire communiste

TARBES
de notre correspondant

Deux événements médiatiques brisent les projections de l'actualité sur Tarbes, Ville natale du maréchal de France, le chef-lieu des Hautes-Pyrénées vient d'enterrer le parrainage du porte-avion *Foch*. Parallèlement, il accueille les Petits As, véritables jeux mondiaux du tennis pour les minimes. Indépendamment de ce double rendez-vous, M. Raymond Erraçarret, maire communiste, livre un face-à-face politique avec ses ex-alliés de l'union de la gauche.

La droite retrouvée

Tous les espoirs de réconciliation sont tombés en rade de Toulon où, en découvrant le 29 janvier l'île flottante de la marine française, M. Erraçarret a appris que le député PS Pierre Forgues n'avait pas désarmé et lui imposait une présidence. A son tour, l'ex-député MRG Claude Galis est venu aviser la croisée de M. Forgues, se plaignant derrière lui sur la liste de la majorité présidentielle. La commission nationale du PS a donné son feu vert à M. Pierre Forgues. Comme à Saint-Dié, à Amiens, aux Mureaux et à Petit-Quevilly, il a eu un « bon de sortie » des accords nationaux pour affronter un maire communiste.

Le PCF se retrouve donc seul dans une ville qu'il dirige depuis douze ans. De leur côté, le RPR — en totale restructuration après les luttes internes qui l'ont secoué cet été — et l'UDF jouent la carte de la réconciliation. M. Jean Journée (RPR) conseiller régional de Midi-Pyrénées et conseiller général de Tarbes, a été préféré à M. Gérard Tremège (PR), l'ex-député qui s'est provisoirement en réserve de la politique. M. Journée sera secondé par M. Marc Giscardy, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes, conseiller régional, jusqu'ici en rupture de ban avec le RPR. La droite retrouvée sait que la démission des forces de gauche peut lui être bénéfique au premier tour, d'autant qu'au sein du PS certaines plaies ne sont pas entièrement cicatrisées après des cantonales défavorables sur le plan départemental, où les socialistes ont perdu deux sièges, et surtout après l'« affaire Glavany ». L'ancien chef de cabinet de M. François Mitterrand, aujourd'hui chargé de mission au comité des Jeux olympiques d'Albertville et candidat dans un village voisin de Tarbes, Maubourguet, a échoué aux législatives devant M. Claude Miquen, dissident du PS et soutenu par... les communistes et par M. Jean Duprat, ancien député MRG et adjoint au maire de Tarbes.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

هكذا من الأصل

Société

Selon des médecins et des biologistes

La France n'a pas assez de centres agréés de fécondation « in vitro »

L'action déclinée par le GEEF ne manquera pas de surprendre. Adopté à l'unanimité — moins six abstentions — des cent trente et un praticiens des procréations médicalement assistées (PMA), récemment réunis, le texte qui vient d'être adressé à l'hôtel Matignon et au ministère de la santé conduit à remettre en question la procédure d'évaluation et d'agrément lancée en 1986 par M^{me} Michèle Barzach, alors ministre de la santé et menée à bien il y a peu par l'actuel gouvernement (le Monde des 26 et 30 novembre 1988). Compte tenu des problèmes médicaux, éthiques et financiers soulevés par la diffusion des techniques de PMA (la fécondation in vitro en particulier), les pouvoirs publics voulaient limiter le nombre des centres habilités à les mettre en œuvre. Entre autres avantages, cette limitation permettait de ne retenir que les centres a priori les plus performants et d'éviter à de nombreux couples stériles d'avoir à pâtir de l'inefficacité d'équipes peu expérimentées.

Fondée sur un indice chiffré — un centre de PMA pour 100 000 à 125 000 femmes en âge de procréer — la procédure mise en œuvre par le biais d'une commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction avait conduit le ministre de la santé à n'autoriser que 74 centres à l'échelon national.

Plus que le principe même de cette limitation, c'est la procédure mise en œuvre qui est aujourd'hui ouvertement critiquée par le GEEF.

La situation ainsi créée est d'autant plus complexe qu'un groupe de spécialistes hospitaliers vient de créer une nouvelle fédération cherchant à réunir les équipes hospitalières spécialisées. Cette situation est d'autre part curieusement ambiguë puisque trois membres du conseil d'administration du GEEF font partie de la commission nationale chargée, dans ce domaine, de conseiller le ministre. Les responsables du GEEF

Le GEEF (Groupe d'étude de la fécondation in vitro en France), qui réunit la grande majorité des spécialistes, médecins et biologistes des techniques de procréation médicalement assistée, vient d'adresser un texte au premier ministre et au ministre de la santé. Ces spécialistes demandent au gouvernement de revenir sur sa récente décision de limiter par décret le nombre des centres habilités à mettre en œuvre ces techniques. Faute d'une « réponse satisfaisante » de la part du gouvernement, le GEEF menace « de porter à la connaissance du public les problèmes ainsi créés et les conséquences qui en découleraient pour la qualité des soins ».

D'autre part, une association hostile à l'interruption volontaire de grossesse — l'Association des médecins pour le respect de la vie — a déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret réglementant ces centres.

contestent néanmoins « les décrets relatifs à l'organisation des activités de procréation médicalement

assistée dans notre pays ». Ils mettent en cause l'absence de concertation ainsi que l'application rigou-

reuse de la carte sanitaire qui, selon eux, aboutit à des situations anormales. Ils réclament enfin l'augmentation du nombre des centres agréés.

Un ministre de la santé où l'on commence à recevoir les recours gracieux déposés par les centres qui n'ont pas été retenus (plus de 300 demandes ont été déposées), aucune décision n'a encore été prise. Plusieurs solutions sont actuellement envisagées mais, en toute hypothèse, on rappelle qu'avec 74 centres la France se situe très au-dessus des pays voisins (des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale n'en disposent chacun que d'une trentaine). On souligne, d'autre part, que l'agitation actuelle n'est pas dénuée — pour les établissements privés en particulier — d'arrière-pensées financières. JEAN-YVES NAU.

« Certains choix sont scandaleux » nous déclare M^{me} Michèle Barzach

M^{me} Michèle Barzach, qui était ministre de la santé dans le dernier gouvernement Chirac, estime elle aussi que le nombre des centres agréés devrait être augmenté. Elle s'en explique dans l'entretien qu'elle nous accorde.

« Que pensez-vous de la position des médecins et des biologistes qui demandent au gouvernement de revenir sur sa décision de limiter le nombre des centres de PMA ?

« Une procédure d'agrément est absolument nécessaire. Sinon il n'y aurait pas de limites et tous les types de dérèglements seraient permis. Dès 1986, quand nous avions annoncé la mise en œuvre de cette procédure d'agrément, une véritable course de vitesse s'est engagée : le nombre de centres est passé d'une centaine à plus de quatre cents. Autant il ne faut pas laisser faire n'importe quoi par n'importe qui, ce sont des techniques lourdes, dif-

ficiles à mettre en œuvre et dont l'impact psychologique est loin d'être négligeable pour les patientes... — autant il convient de rester en concordance avec le système sanitaire actuel en respectant un équilibre entre public et privé. En outre, il faut veiller à instaurer une bonne répartition des centres sur l'ensemble du territoire national.

« Soient-trois centres ont reçu un agrément. Ce chiffre est insuffisant et doit être réévalué compte tenu du nombre actuel de centres. En outre, je suis sûr de voir que parmi ces centres, il n'y a en aucun, en province, qui appartiennent à un hôpital général. M. Evénat réagit à l'envi qu'il attend favoriser ces hôpitaux mais il ne fait rien pour les aider. D'autre part, certains choix sont scandaleux. Pourquoi, par exemple, un hôpital aussi prestigieux que Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, n'a-t-il pas obtenu l'agrément qu'il demandait ?

« Votre position n'est-elle pas paradoxale ? Vous nous disiez il y a un an qu'une quarantaine de centres seraient suffisants, aujourd'hui, vous réclamez une révision nettement à la hausse du nombre des centres agréés. Pourquoi ?

« C'est qu'entre-temps, deux phénomènes se sont produits : d'une part, une augmentation de la demande ; d'autre part, une extension des indications de la procréation médicalement assistée. Il y a, par ailleurs, un autre aspect : les femmes actives de stérilité admettent, aujourd'hui, ces techniques sont employées dans d'autres formes de stérilité. Pour autant, ces traitements ne doivent en aucun cas devenir des méthodes de convenance pour obtenir une grossesse. Et les centres de PMA ne doivent pas devenir des machines à sous. »

Propos recueillis par FRANCK NOUCH.

Les Dupont-La-Mort

(Suite de la première page.)

Un étrange bonhomme — soupire-t-on aujourd'hui dans le quartier des musiciens de Nice, à la silhouette voûtée qui détestait tellement que l'on se gare devant l'entrée de la résidence qu'il bourrait de coups de pied rageurs les voitures coupables de stationnement interdit.

Car Gilbert Hervochon aimait l'ordre. Il aimait sans doute plus encore la France avec un grand F, celle des patriotes et de la race blanche, celle de la peur du méprisage culturel et de l'invasion étrangère. Il citait volontiers Goebbels et prenait des airs de prophète en annonçant la fin prochaine de la civilisation occidentale.

Son dernier éclat public remonte à 1983. Il était venu assister à une réunion organisée par le Front national au Sweet's, rue Galléa. « A l'époque, dit-on aujourd'hui au FN, ces réunions attirèrent bien peu de monde. » Quelques mois plus tôt, aux élections municipales, le parti de Jean-Marie Le Pen avait obtenu 2,62 % des voix. Gilbert Hervochon, son bonnet de laine sur le crâne, avait alors tenu de « curieux » propos : tout le mal de la Terre venait des juifs, l'invasion étrangère était imminente, la race blanche ne s'en remettrait pas. Albert Peyron, adhérent du Front national depuis le premier jour et actuellement secrétaire départemental du Var, l'avait mis dehors manu militari. On ne l'avait plus revu. Le Front national venait de perdre l'un des soixante-neuf candidats de sa liste nicoise pour les municipales de 1983.

Sur une liste du Front national

Car Gilbert Hervochon en faisait bien partie. n'en déplaise aujourd'hui aux responsables actuels, bien embarrassés de retrouver son nom mêlé aux attentats racistes de la Côte d'Azur. La liste avait été préparée dans la plus grande précipitation, plaident-ils. « Ce n'était pas inscrit sur son visage. Il a servi de bouche-trou, explique Marc Rocca, qui était deuxième de liste derrière le chef de file d'alors, Alain Seiller. Il s'agissait d'un vieux père qui ne se faisait pas vraiment remarquer. »

Gilbert Hervochon avait donc été accepté sur sa mine paisible de bon retraité. Il était censé représenter sur cette liste la communauté rapatriée d'Indochine. Il avait, à-bas, passé dix-neuf ans, de 1933 à 1972, « il en parlait beaucoup ». C'est en

Indochine qu'il avait rencontré sa femme. Il travaillait alors dans l'import-export. A l'époque, en 1983, Gilbert Hervochon, soixante-deux ans, avait été jugé « insignifiant » par les dirigeants du Front national. Un peu illuminé sans doute, vaguement « délirant » à ses heures, mais sûrement « peu dangereux ». Après sa tirade sur le com-

chose : il avait cessé de payer ses cotisations d'adhésion en 1985. Cogérant du buffet de la gare de Cannes, il avait offert à Nicolas Gougé une place de barman et tous deux travaillaient ensemble derrière le comptoir de briques de cette petite salle sombre coincée entre le parking et les trains. Dès que Gilbert Prath était devenu le responsa-



ble local de « J'aime ma police-Vive la police » — devenu plus tard « La France et sa police », — Nicolas Gougé l'avait rejoint.

Depuis lors, le buffet de la gare de Cannes était devenu un vivant hommage à la police nationale : une affiche en l'honneur de la CRS-47 de Grenoble à côté du tarif des boissons, une photo couleur de l'équipe de football de l'Association sportive de la police de Cannes au bout du comptoir et une affiche annonçant un thé dansant au profit « exclusif » des orphelins de la police sur la porte vitrée. Ces passionnés d'armes, qui avaient entassé chez eux fusils de guerre et armes de poing, avaient affiché au mur une devise en lettres gothiques : « Un sauteur ne coûte rien, mais il crée beaucoup ».

Cette police qu'ils honoraient tant est bien venue à leur rencontre, mais pour les arrêter. Gilbert Hervochon, Nicolas Gougé et Gilbert Prath ont été tous trois interpellés le jeudi 26 janvier. Gilbert Prath, le cogé-

rant du buffet de la gare de Cannes, sera mis hors de cause au sujet des attentats, mais inculpé de délit d'illégalité d'armes de deux jours de garde à vue, Gilbert Hervochon et Nicolas Gougé, eux, resteront cinq des attentats commis sur la Côte d'Azur depuis 1985 : un jet de cocktail Molotov contre un conseiller municipal communiste, l'union locale de la CGT de Cannes, les locaux du Parti communiste de Cannes, et surtout, les deux explosions récentes des foyers Sonacotra de Cannes-La Bocca et Cagnes-sur-Mer.

Un mort et des dizaines de blessés. La police judiciaire de Nice retrouvera chez Gilbert Hervochon une bonbonne de gaz, des armes « trafiquées », et un tampon encreur marqué d'une étoile de David semblable à celle retrouvée sur les tracts découverts dans les décombres du foyer de Cagnes-sur-Mer après l'attentat. Nicolas Gougé, lui, avait amassé chez lui un véritable arsenal. Il y a deux ans en 1987, il avait été inquiété car il détenait une kalachnikov.

L'« insignifiant père », au bonnet de laine, qui allait et venait dans le quartier des musiciens avec une baguette de pain sous le bras, avait appris à fabriquer des explosifs en lisant des manuels. Il connaissait Nicolas Gougé, qui invoquait la guillotine à tout bout de champ. Le barman se disait responsable local du Parti nationaliste français européen (PNFE), un groupe qui s'était fait remarquer l'année dernière à Saint-Maur, lors d'un banquet : ses membres vêtus d'uniformes noirs portaient des brassards ornés d'une croix celtique. Nicolas Gougé avait accepté de poser les bombes.

Réfugié derrière les volets pistache de sa maisonnette nicoise, Gilbert Hervochon confondait avec tranquillité les regards indiscrets. En pensant à la France... Il le prouvera au juge d'instruction du tribunal de Grasse, M. Marc Noguères, le jour de son inculpation. Cette après-midi là, Gilbert Hervochon avait presque l'air absent. Il déclinait son nom, prénom et adresse sans même lever les yeux. Jusqu'à ce que la greffière lui demande sa nationalité. Gilbert Hervochon a bondi comme un beau diable en retrouvant ses accents de prophète maudit. Sa nationalité ? Mais la France bien sûr ! La justice pose parfois de ces questions...

ANNE CHEMIN.

La serpillière et la cavalière

Un spot publicitaire peut-il impunément comparer la cavalière d'un couple de danseurs et une serpillière joliment dansant dans un bal ? Non, répond M^{me} Roudy, député socialiste, ancien ministre des droits de la femme, pour qui ce film « dégrade l'image de la femme » et « atteint, certes au second degré, des sommets de vulgarité ». Oui, répondent les publicitaires responsables de ce film, dont le réalisateur, Etienne Cha-

tilleux, est aussi l'auteur de La Vie est un long fleuve tranquille. Confronté à cette brûlante question pour sa première intervention, le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'est bien gardé de trancher sur le fond. Mais il a estimé que ce spot, déjà diffusé depuis quatre mois, avait obtenu un avis favorable de la défunte CNCL, et que la CSA n'a donc « pas cru pouvoir revenir sur une décision devenue définitive », comme le demandait M^{me} Roudy.

FAITS DIVERS

Le bilan annuel des douanes

Des saisies de drogue évaluées à 1 milliard de francs

M. Jean Weber, directeur général des douanes et droits indirects, a présenté devant la presse, à Paris, mercredi 1^{er} février, le bilan des interventions de son administration en 1988. Un bon cru à l'évidence. L'activité progresse au rythme du développement du commerce international, chiffré par M. Weber à 10 % chaque année. Elle couvre les terrains habituels et méconnus des douanes, comme les nouveaux champs du trafic moderne.

Ainsi, par leur contribution à la collecte fiscale, les douanes gisaient en comptable public ont fait entrer dans les caisses de l'Etat plus de 262 milliards de francs, soit 23 % des recettes fiscales.

Le travail de dédouanement suit une croissance parallèle. Contrairement aux idées reçues, il ne se fait plus que pour un tiers aux postes de frontière proprement dits, précise M. Weber. Et là, le contrôle est de plus en plus rapide. Un poids lourd s'arrête en moyenne, pour ces formalités, cinq minutes trente-cinq secondes ; c'est ce qu'indique une mesure réalisée le 25 mai 1988 dans 13 postes sur 22 000 véhicules. Les deux tiers des opérations de dédouanement se font désormais en entreprise, à l'intérieur des territoires nationaux. Leur coût est faible ; il représente un millième du montant global des transactions commerciales avec l'étranger. L'information gagne partout du terrain : Marseille en a bénéficié en 1988.

Tâche prioritaire pour l'avenir, la chasse au blanchiment des capitaux suspects, qu'ils proviennent de la drogue ou du crime. La douane a commencé à bénéficier pour ce faire, en 1988, du renforcement de l'arsenal répressif. La loi du 31 décembre 1987 a en effet institué ce que l'on a coutume d'appeler « le délit de blanchiment » sur le territoire national. D'ailleurs, depuis la loi de finances de 1989, fin décembre 1988, le code des douanes s'est enrichi de l'article 415. Désormais, le délit de blanchiment est passible de deux à dix ans de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à cinq fois la somme sur laquelle a porté l'infraction. Ces capitaux « sales » peuvent être confisqués sur-le-champ. Pour 1988, la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED), sous l'autorité de M. Jean-Henri Hoguet, peut se vanter d'un sérieux succès. L'affaire de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI), en octobre dernier, illustre la coopération efficace installée de façon permanente avec les autorités

américaines, comme avec ses homologues européennes. Six à huit mois avant la vingtième d'arrestations opérées en Floride (le Monde du 14 octobre), les fonctionnaires de la DNRED ont aidé amplement les agents américains infiltrés, leur facilitant par exemple leur introduction en France dans les succursales de la BCCI. Les douanes françaises sont, à l'heure de l'undercover, prêtes à entrer dans les circuits suspects, a confirmé M. Hoguet.

Le nouveau « ciblage »

Mais c'est contre les trafics de drogue que l'administration douanière a marqué ses coups les plus spectaculaires en 1988. L'évaluation des quantités saisies est voisine d'un milliard de francs pour cette seule année. Le volume des saisies est passé de 13 tonnes en 1987 à 21 tonnes.

Pour l'heroin, l'augmentation est de 27 %, les arrivées provenant principalement des Pays-Bas et les transports étant de plus en plus de simples transits. Pour la cocaïne, venue en grande partie d'Amérique latine, la diminution statistique est importante. Mais si l'on ne tient pas compte, d'une exceptionnelle prise en Guadeloupe, 445 kilos en 1987, les saisies de cocaïne, en 1988, ont augmenté en réalité de 27 %. Pour l'herbe de cannabis, l'augmentation est de 504 %, venant principalement du Maroc et de l'Espagne, à destination de la France.

Tous les moyens de transport continuent à être utilisés à leur gré par les fraudeurs. Mais le bateau de plaisance perd de son charme au profit du conteneur. Les trafiquants privilégient le fret commercial. C'est, ont constaté les douanes, le mode de transport retenu dans deux saisies sur trois en 1988. En collaboration avec la police et la gendarmerie, l'administration douanière a intercepté 85 % des quantités totales saisies par la France, soit près de 16 tonnes.

Plusieurs raisons expliquent ce succès, selon les douanes. Le personnel a bénéficié d'une formation renforcée. Le « ciblage » des voyageurs et des opérations commerciales suspectes — nouvelle technique — a été mis en place au Havre en 1988. Ainsi, sur huit cent mille conteneurs ayant transité par ce port dans l'année, quatre cents ont été ciblés et un vingtième contrôlés à fond. Enfin, la chasse aux « stupés » a bénéficié d'un recours accru à l'art du renseignement de la DNRED, à l'« intelligence », au sens britannique.

DANIELLE ROUARD.

RELIGIONS

Mgr Michel Coloni est nommé évêque de Dijon

Mgr Michel Coloni, évêque auxiliaire de Paris, a été nommé évêque de Dijon, jeudi 2 février, par Jean-Paul II. Le siège épiscopal de Dijon était vacant depuis le départ de Mgr Jean Ballard, nommé archevêque de Reims le 8 août 1988.

[Né à Paris le 25 août 1927, Michel Coloni a fait ses études supérieures au lycée Louis-le-Grand, à la Sorbonne et au séminaire de l'Institut catholique de Paris. Ordonné prêtre le 17 avril 1954, il a été successivement aumônier du lycée Montaigne, des étudiants du Centre Richelieu, de la paroisse universitaire et du Centre des intellectuels catholiques. Par la suite, il a été vicaire épiscopal et délégué interdiocésain pour le monde scolaire et universitaire (1974), vicaire général (1980), puis évêque auxiliaire de Paris (1982).]



ÉDUCATION

Les réactions aux projets de revalorisations

15 000 instituteurs dans la rue contre le « camarade Jospin »

Le monde de l'école tournerait-il à l'envers ? Les instituteurs ont manifesté, mercredi 1^{er} février, contre un ministre socialiste. Quinze mille d'entre eux environ, venus de toute la France à l'appel du SNI-PEGC (FEN) et du SGEN-CFDT, ont fêté l'ÉPI à la Bastille. Pour clamer leur déception de ce qui est désormais pour eux « le plan Jospin » de revalorisation des salaires, et leur colère de n'être toujours pas traités à égalité avec les professeurs du secondaire.

« Ça me fait mal au cœur de venir contre un ministre de l'éducation. Mais le ministre ne nous laisse tomber après nous avoir eus des promesses... Je reconnais en directeur d'école toulousain qui a « toujours été socialiste » et gagne 9 000 francs par mois après vingt-cinq ans de service. Mais Noël est sage et dit : « Il n'a rien mis dans ses chaussures », scandant en écho d'autres dédits. Certains s'en tirent par l'ironie en feignant de se demander sur une pancarte pourquoi « le camarade Jospin » n'est plus en tête des listes. D'autres ne peuvent oublier les socialistes qui ont été élus maires dans les communes « rouges » et qui ont été élus députés aux législatives avec l'école. Nous rigolons avec les élections. »

Certes, la manifestation aura été marquée par la forte présence des courants pro-communistes et d'extrême gauche de la FEN, les moins enclins à accorder au ministre le bénéfice des circonstances atténuantes. Mais le dénominateur commun de la protestation se trouvait, à l'évidence, dans la déprime salariale qui sévit dans la grande majorité du corps. « J'en ai marre que mon aîné pour moi-même. Je voudrais qu'on m'aîne pour mon argent », résumait malicieusement une institutrice. La baderleole du SNI qu, en tête du cortège, préboit les leçons sur le cours, revendiquait : « Une école socialisée » et « des enseignants révalo-

La panoplie des complices bien connus sous les préaux, et surtout les chansons révolutionnaires, avaient été transposées pour l'occasion sur ces thèmes. Portant des bonnets phrygiens dansant et chantant des carnagiales, les manifestants ont « la revalorisation » rem-

placait « le son du canon », les instituteurs marchant sur la Bastille ont tiré parti de tous les symboles de 1789 pour crier leur misère matérielle : « Ah ça n'va pas, Jospin tu nous auras pas... ». L'effigie du ministre, proménée au sommet d'un mât, était flanquée d'une pancarte explicite : « Sire Jospin, ils veulent du pain — Qu'ils mangent de la brioche ! »

En annonçant l'instauration de primes et d'un système de carrière hiérarchisée dans les écoles, alors que la profession attendait des augmentations uniformes et substantielles, le ministre a heurté le corps des instituteurs toujours fier de son unité. Le fort sentiment égalitaire et le refus de tout « corporatisme », qui les avaient déjà conduits à batailler contre les maîtres directeurs de M. Monory, resurgissent de plus belle aujourd'hui, contre un projet qui pousse beaucoup plus loin une logique commensurable.

Mercredi, on a vu res fleurir les slogans étreints en février 1987 et éclo-

notion d'avancement au mérite. « Nous sommes tous méritants ! Soudain, un jour, il y a 500 ans, on a dit : « burlait un poète. Un peu plus loin une bande d'écervelés se moquait des « bons points de Jaspin » et une débauche supportait trois mannequins représentant les trois grades que souhaitait instaurer le poète. » *Lionel, je t'ai fait passer le mieux des trois grades, mais j'ai assuré le pire. Peut m'en faire »,* tandis que le maître de base sans promotion implorait : « Lionel, aime-moi ! »

Comme en 1987, une « coordination » a commencé d'offrir ses services aux députés du syndicat. Là aussi, cette fois, les députés ont refusé. Les députés pris l'initiative et semblent désireux de ne pas se laisser distancer. « Les propositions du gouvernement ne sont pas pour l'instant intéressantes. Il n'y a rien de bon, et ce jour-là, jusqu'à un commencement et non une fin de mobilisation pour la FEN tout entière », a déclaré M. Yannick Simonin, secrétaire général de la fédération. « Ce n'est pas pour l'instant un indigne de la part de la FEN, mais un indigne de la part de la FEN. On ne bâtit pas l'école de l'égalité sur l'inégalité de

ses maîtres », a ajouté M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC en précisant cependant : « Nous ne manifestons pas contre, nous manifestons pour (...). Notre action est d'autant plus compréhensible pour l'opinion que nous ne rejetons pas en bloc tout le plan gouvernemental. Nous demandons simplement justice et des moyens pour que les objectifs affichés deviennent réalité. »

Quelque deux mille manifestants parmi les plus à gauche ne l'ont pas entendu de cette oreille. Après la dispersion officielle à la Bastille, ils ont poursuivi leurs pas en direction du ministère, scandant des cris hostiles aux directions syndicales. Vite arrêtés par un cordon de gardes mobiles munis de boucliers et de matraques, il ne se sont dispersés qu'après un long face-à-face au cours duquel M. Jospin a été copieusement « remercié » d'avoir « envoyé les CRS ».

PHILIPPE BERNARD.

Le ministre : « Oubliez le « mérite »

Interrogé sur la notion de « salaire au mérite » dans une interview à l'hebdomadaire *la Vie* (1), M. Lionel Jospin répond :

« Je ne propose pas une révolution (à au mérite). Je propose de répartir des charges ou des avantages qui sont d'ores et déjà assumés par les enseignants mais qui le sont gracieusement ou, à base prii. Va-t-on reprocher de réparer des injustices ? C'est évident. Ça n'est pas vrai, ne pas être intégré dans le salaire. Mais ces charges assumées jouent un rôle dans l'avancement (2). Oubliez le mérite », vous voulez-bien ! Pour résoudre le problème d'évaluation, je propose que les ministères, avec les syndicats permettent d'établir des critères objectifs. »

Pourtant, je crois que les enseignants expriment un réel besoin d'instruments d'évaluation pédagogiques nouveaux, de réflexion globale dans ce domaine. C'est indispensable pour qu'ils adaptent leurs méthodes. J'ai engagé dans ce sens une redefinition des missions des corps d'inspection. J'encourage également les établissements à se doter de projets pédagogiques avec des axes définis en commun avec l'équipe enseignante. Sur ces bases, une évaluation des résultats peut être faite, mais alors il s'agit de l'évaluation des résultats d'une équipe responsable, effectuée selon une règle du jeu claire, et non pas de la réussite pédagogique de tel ou tel maître. »

**M. Monory réclame
4 milliards par an**
Egalement interrogé par la Vie,
M. René Monory, ancien ministre

de l'éducation nationale, estime que « 6 milliards aujourd'hui, sur deux ans, ce n'est rien du tout ».

« Il faut avoir le courage de prendre une décision politique au plus haut niveau, ajoute-t-il. Il faut au moins 4 à 5 milliards par an pour relever significativement tous les salaires des enseignants... Et pendant six ans. Ce n'est pas à ce prix qu'on peut commencer à changer les choses ». Pour cela, M. Monory suggère de vendre les entreprises nationales, ce qui permettrait de « récupérer 150 à 200 milliards de francs dans les cinq ans ». « Il vaut mieux avoir de beaux locaux, des profs bien payés, qu'une entreprise mal gérée ! Cela prouve bien qu'il faut laisser l'entreprise au privé et l'éducation nationale au public ».

(1) Numéro du 2 février. Cet entretien fait suite à une intéressante enquête sur les enseignants parue dans deux précédents numéros.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Huit pilotes français en Formule 1

Vingt et une écuries ont fait parvenir leurs demandes d'engagement pour quarante pilotes dans le prochain championnat du monde de Formule 1 automobile.

Pour faire face à cette augmentation des demandes d'engagements, la Fédération internationale du sport automobile a décidé de mettre en place des séances de préqualification le vendredi matin précédant les grands prix. Ces séances concerneront quatorze pilotes qui se disputeront les quatre places leur permettant de rejoindre leurs vingt-six compagnons qualifiés d'office pour la course.

Huit pilotes français devraient disputer ce championnat du monde. Alain Prost (McLaren-Honda), Philippe Alliot et Yannick Dalma (Lola-Lamborghini), René Arnoux et Olivier Grouillard (Ligier), Philippe Streiff (AGS) seront qualifiés d'office. Pierre-Henri Raphanel (Coloni) et Bertrand Gachot (Onyx) devront disputer les préqualifications.

EN BREF

● **BASKET-BALL** : Coupes d'Europe. — Limoges a battu Split (95-93), mercredi 1^{er} février, en Coupe d'Europe des clubs champions. En coupe Korac, Orthez s'est imposé devant Kiev (91-90). Malgré ces succès, les deux équipes françaises ne peuvent plus se qualifier pour les demi-finales de leur épreuve respective. C'est la première fois depuis 1981 qu'aucun club français ne participera pas à ces demi-finales.

● **RECTIFICATIF.** — La commission exécutive chargée de préparer le dossier de candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde 1998 sera présidée par Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football, et non par Gérard Enault. Ce dernier sera le coordinateur de cette commission.

Guy Fréquelin
directeur
des compétitions
chez Citroën

Guy Fréquelin remplacera Guy Verrier comme directeur du service compétition de Citroën à partir du 1^{er} mars 1989. Après sa quatrième place au récent raid-marathon Paris-Dakar au volant d'une 205 turbo 16, Guy Fréquelin met ainsi un terme, à quarante-trois ans, à sa carrière de pilote de rallye marquée par un titre de vice-champion du monde (avec Talbot en 1981) et deux de champion de France (avec Opel en 1983 et 1985).

Pour 1989, le programme sportif de Citroën reposera essentiellement sur le championnat de France de Supertourisme avec deux BX quatre roues motrices confiées à Jean-Pierre Jarier (épaulé par Jean-Pierre Beltoise pour les épreuves d'endurance) et à Jean-Pierre Jabouille (avec André Bourdon). Carole Vergnaud pilotera une AX Sport en championnat de France des rallyes.

Citroën continuera à organiser sa Coupe AX des circuits de France et ses trophées national et régionaux en association avec Total et Michelin. Après cette année de « transition », Guy Fréquelin devra préparer un nouveau programme sportif avec des « objectifs ambitieux ».

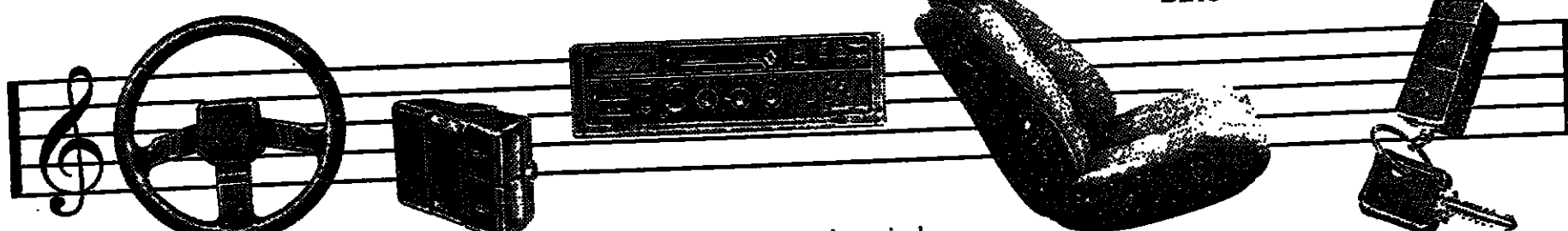
● **ÉCHECS** : le match Timman-Portisch. — La deuxième partie du dernier quart de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, opposant à Anvers (Belgique), le Néerlandais Jan Timman et le Hongrois Lajos Portisch, s'est achevée mercredi 1^{er} février par la nulle. Le score est de 0,5 partout mais dans la première partie aujourd'hui Timman a une position jugée très favorable.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-91-82, poste 4356

L'hymne à la liberté.

Dès les premiers mouvements, la Symphonie n° 21 vous emporte. L'intérieur est au diapason : velours, surtapis et lève-vitres électriques à l'avant. Les haut-parleurs de portes avant donnent le ton : Musique ! Que l'hymne à la liberté commence. Essence ou Diesel, Berline ou Nevada. Voici la Symphonie n° 21 par Renault.

Modèle présenté Renault 21 Symphonie (version GTS).
Millésime 89. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.
DIAC votre financement.



Le volant sport trois branches est en parfaite harmonie avec tous les instruments de bord.

Le satellite de commande de l'autoradio et lecteur de cassettes, placé sous le volant, interprète tous les mouvements avec brio.

L'autoradio à code antivol
et lecteur de cassettes
(4x6 Watts) offrent la
puissance d'un orchestre
symphonique.

Sellerie spécifique:
le confort est absolu.

Commande d'ouverture des portes à distance,
la liberté est toujours à la portée de la main.



Renault 21 Symphonie.



هكذا من الأصل

Commémoration

Le centenaire de la naissance du maréchal de Lattre

« Il n'est que juste que Paris grave sur ses murs le nom du maréchal de Lattre, c'est-à-dire celui d'un soldat, d'un chef, d'un homme qui fut grand quand c'était le plus difficile », disait de lui le général de Gaulle en inaugurant, en janvier 1961 à Paris, la porte Dauphine, la place De-Lattre-de-Tassigny. Aujourd'hui, le maréchal de Lattre aurait cent ans.

Né le 2 février 1889 à Moulle (Haute-Garonne), le village natal de Georges Clemenceau, Jean de Lattre de Tassigny, sorti de Saint-Cyr, se distinguera au combat pendant toute la Grande Guerre.

En 1921, devenu capitaine, de Lattre rejoint le Maroc, secouru par de nombreux troubles. Quatre ans plus tard, pendant la campagne du Rif, il est grièvement blessé au genou en donnant l'assaut à un piton à l'est des Baranes. De cet épisode, il conservera une légère difficulté à marcher et devra s'appuyer sur cette canne qui appartient à son père à sa légende.

De Lattre est nommé, en 1938, chef d'état-major de la 1^{re} Armée et devient un an plus tard le plus jeune général de l'armée française. Sous ses ordres, la 14^e division d'infanterie opposera une résistance farouche aux colonnes allemandes à Rethel, mais aussi sur l'Aisne et surtout sur

le pont de Nevers, alors que sonne l'heure de la retraite.

Arrêté et incarcéré à Riom, de Lattre est condamné à dix ans d'emprisonnement, mais il s'évade et rejoint l'Afrique du Nord, où il prend la tête du 2^e corps expéditionnaire français. Sous ses ordres, les troupes débarquent en août 1944 en Provence, et c'est alors la libération de Toulon, Marseille, puis Lyon et Dijon avec l'aide des Forces de l'intérieur. C'est ensuite la campagne d'Alsace, la traversée du Rhin, le franchissement de la ligne Siegfried, la prise de Karlsruhe et de Baden-Baden.

Après la guerre, de Lattre, qui est grand-croix de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération, devient inspecteur général des forces armées, puis commandant en chef des forces terrestres de l'Union occidentale, avant de rejoindre, en janvier 1950, l'Indochine où les combats font rage. Son fils sera tué au combat le 31 mai 1951.

De Lattre va chercher à Paris et à Washington des appuis pour l'Indochine, mais la maladie le ronge déjà qui le conduira dans une clinique de Neuilly où il décédera le 11 janvier 1952, victime d'une affection de la moelle osseuse. Le gouvernement lui décernera à titre posthume la dignité de maréchal de France.

CAMPUS

La finale de la « Bourse aux stages »

Deux cent quarante-sept étudiants venus de toute la France ont participé, mercredi 1^{er} février à Paris, à la finale du concours « La Bourse aux stages » organisé par le Monde Campus avec la participation d'Europe 1 et le soutien de la Commission des Communautés européennes. Ces étudiants, sélectionnés après avoir brillamment répondu aux questions du concours publié dans le Monde, avaient été invités par notre journal à cette ultime épreuve organisée dans les locaux de l'Ecole européenne des affaires de Paris.

Il s'agissait, au cours d'entretiens individuels, de convaincre les grandes entreprises qui proposaient des stages aux quatre coins de l'Europe pour l'été prochain. Le matin, chaque candidat était entendu par au moins deux entreprises qui donnaient leur verdict après-midi. Cent vingt-huit étudiants ont ainsi gagné des stages de quinze jours à trois mois proposés par trente-cinq entreprises françaises et étrangères ainsi que par la Commission des Communautés européennes qui offrait, à elle seule, dix-sept possibilités de stages à l'étranger. Certains étudiants, invités par plusieurs entreprises, ont eu l'embarras du choix. D'autres, moins chanceux, n'ont pas été retenus. Ces finalistes malheureux recevront un abonnement au Monde.

« Le Monde Campus » publiera dans son prochain numéro (daté 8 février) la liste des gagnants et les bonnes réponses, ainsi que le récit de la finale.

Concours de vente

L'Ecole supérieure de commerce du Havre lance un concours de vente ouvert à tous les étudiants de dernière année des grandes écoles de commerce.

(Sup de Co, 9, rue Emile-Zola, 76007 Le Havre. Tél. : 35-21-12-13.)

Politique contractuelle

L'AUEP (Association universitaire pour l'entente et la liberté) organise, vendredi 3 février, un colloque sur « les universités et la politique contractuelle » : quels

sont les enjeux, les conditions de réussite et les conséquences de la politique contractuelle Etat-université-région annoncée par le ministre de l'éducation ?

(Colloque organisé à l'Ecole normale supérieure, salle Dussane, 48, rue d'Ulm, Paris (5^e), le 3 février de 14 heures à 19 heures. Ouvert à tous les universitaires intéressés.)

Mobilité

La DESS « Droit des entreprises » de la faculté d'Angers organise, mardi 7 mars, au centre des congrès, un colloque sur « le nouveau droit à la mobilité ».

(Comité d'expansion du Maine-et-Loire, 2, rue Denis-Papin, BP 1849, 49018 Angers Cedex. Tél. : 42-87-03-85.)

Institut

Peter Ustinov reçu à l'Académie des beaux-arts

Les destinées des deux monstres sacrés ont été évoquées mercredi 1^{er} février sous la Coupole. Celle d'Orson Welles l'a été par Peter Ustinov, son successeur à l'Académie des beaux-arts dont M. Roger Taillibert a d'abord retracé l'étonnante carrière.

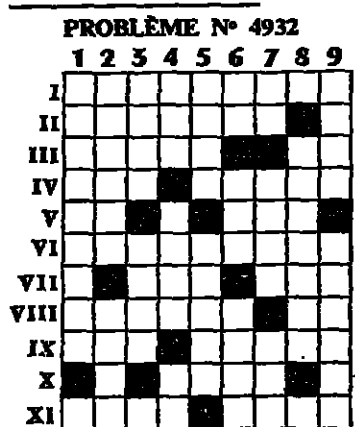
On devrait dire la saga : du côté maternel, c'est l'aventure romanesque d'un pâtissier d'Île-de-France, Jules-César Benoit, devenu « maître de bouche » du tsar Paul-I^{er}, dont une descendante épousa à Moscou en 1920 le baron von Ustinov.

Surdon, polyglotte, leur fils Peter est affirmé comme romancier dramaturge (*l'Amour des quatre colonnes*), *Le 10^e symphonie de Beethoven*, scénariste, cinéaste, acteur de théâtre et de cinéma.

De son côté, en prononçant l'éloge d'Orson Welles, Peter Ustinov a rejoint l'assemblée par de nombreuses anecdotes concernant l'enfance et les débuts de comédien et la vie d'Orson Welles.

M. D.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Ont du liquide qui provient de la recette. — 2. Des hommes de sac et de corde s'intéressent à lui. — 3. Se fait continuellement arroser. Parcourent par des pousse-pousse. — 4. Intéresse des gens du Nord. Tombe dans les bras de quelqu'un. — 5. S'imposent à nous. Se font remarquer. — 6. Echappe à la folie. — 7. Fait perdre la place. Poi qu'on n'a pas dans la main. — 8. On se garde bien de faire la lumière sur elle. Ne reste pas en plume sur elle. — 9. Lieu de production. Etail sur le pavé. Est souvent en cause quand les résultats se font attendre. — 5. Certains y font le nécessaire pour qu'on y voit plus clair. Rencontrés par des gens qui montent. — 6. Préposition. Un gars du bâtiment. Défendit mal ses droits. — 7. Mis en retard. Est bien connu de celui qui a plus d'un tour dans son sac. Homme d'honneur. — 8. Finit toujours dans l'eau. — 9. Mise en dépôt. Bêtes à cornes.

VERTICALEMENT
1. Son travail permet à d'autres de mettre la main à la pâte. — 2. Il n'y a pas qu'au moulin qu'elle apporte de l'eau. Porte un tube. — 3. Grande branche. Avec lui, il y a du gaz dans l'eau. — 4. Lieu de production. Etail sur le pavé. Est souvent en cause quand les résultats se font attendre. — 5. Certains y font le nécessaire pour qu'on y voit plus clair. Rencontrés par des gens qui montent. — 6. Préposition. Un gars du bâtiment. Défendit mal ses droits. — 7. Mis en retard. Est bien connu de celui qui a plus d'un tour dans son sac. Homme d'honneur. — 8. Finit toujours dans l'eau. — 9. Mise en dépôt. Bêtes à cornes.

Solution du problème n° 4931
Horizontalement
1. Spiritueux. — 2. Aurifères. — 3. Lits. Rive. — 4. Us. Néméon. — 5. Est. Pl. — 6. Eau. Ancre. — 7. Amure. — 8. Ici. Océ. — 9. Nœud. Tab. — 10. X. Avisera. — 11. Ernée. Su.
Verticalement
1. Saluée. Inde. — 2. Poissances. — 3. Ire. Ta. Ivan. — 4. Rien. Eve. — 5. If. Epanouie. — 6. Termains. — 7. Erit. Crête. — 8. Sève. Rieurs. — 9. Sousse. Ban.

GUY BROUJY.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Gabriel CLARARD et Nicole SIMON, ont la joie d'annoncer la naissance de Héloïse, le 27 janvier 1989, à 2 h 15.

— Anne et Philippe VALACHS et leurs familles sont heureux d'annoncer la naissance de Milena, le 25 janvier 1989, à Paris.

— Marc LONGUET et Françoise, née Berger, sont heureux d'annoncer la naissance de Raphaëlle, le 24 janvier 1989.

— M. et M^{me} Jean-Michel Croisille, M. et M^{me} Jean-Pierre Croisille, M. et M^{me} François Portal et leur fils Pierre, M. et M^{me} Gilles-Jacques Valat et leur fille Catherine, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Pierre CROISILLE, née Alice Bouquet, professeur honoraire, survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Châtigny le mardi 31 janvier, dans l'intimité familiale.

3, rue Nadand, 63000 Clermont-Ferrand.

Décès

— Simone, épouse, Dominique, sa fille, ses petits-enfants, sa famille, ses amis, ont eu la grande peine de perdre Roger FOIRIER, décédé le 19 janvier 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il a été inhumé dans l'intimité. C'est avis tient lieu de faire-part.

68, rue d'Isly, 92170 Vanves.

— Le secrétariat unifié de la IV^e internationale Et la Ligne communiste révolutionnaire, désirent rendre hommage à la mémoire de Roger FOIRIER, qui fut animateur des mouvements de jeunesse, dirigeant des organisations trotskistes, avant et après la guerre, et membre de la commission de contrôle internationale.

Né le 9 août 1910 à Saran, Roger Foier, dit Linc et Roland, professeur de dessin, fut membre du comité exécutif, fin 1931, des Amis de l'enfance ouvrière, les Faucons rouges, après avoir adhéré aux Jeunesses socialistes. Sa rencontre avec le trotskisme a été en 1933 et il participa à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste en 1935, dont il devint membre du comité central. Membre du bureau national des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes et secrétaire de la Fédération de Paris en 1939, il passa l'année de la guerre et se consacra à la mise en place d'un dispositif clandestin. Dès sa démolition, il s'exila, avec Henri Molinier, Jacques Grébillon et Rodolphe Ponger, la direction de l'organisation clandestine du PCJ, les comités communistes internationaux. Rédu, après la guerre, au comité central du PCJ, il fut membre de la commission de contrôle de la IV^e internationale de 1948 à 1963.

— Jean et Yvonne Gavoret, Arlette et Alain Vidart, Cécile, Muriel et Laurence Gavoret, Stéphane et Christine Vidart, Laure et François Duroy, Delphine et Victoire Vidart, ont la tristesse d'annoncer le décès de M^{me} Georges GAVORET, leur mère et grand-mère, survenue le 23 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 25 janvier, dans l'intimité familiale.

« Tu travailleras pendant six jours ; mais au septième jour tu te reposeras. » Exode, XXXIV-21.

— L'Ecole normale des Batignolles a le regret de faire part du décès de M^{me} Colette ROGER, professeur de sciences physiques.

Les obsèques auront lieu le lundi 6 février, à 10 h 30.

Rendez-vous en l'église des Missions, avenue Joffre, Epinay-sur-Seine.

Remerciements
— Jacky Coolen, profondément touché par les messages de réconfort qui lui sont parvenus depuis le décès de Catherine LAPORTE-COOLEN et dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercie très vivement tous ceux qui se sont associés à sa peine.

— M^{me} Yvette Scatena, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de M. René SCATENA, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver par le présent message l'expression de leurs plus sincères remerciements.

Soutenances de thèses
— Université René-Descartes-Paris-V, le mercredi 1^{er} février à 9 h 30, à la Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Pascal Delor a soutenu : « ville souterraine ou une approche du métro de la Ville de Paris ».

— Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le jeudi 2 février à 10 heures, salle 327, Institut d'arts plastiques, 162, rue Saint-Charles, M. Hervé Bacquet a soutenu : « Longueurs d'onde, luminosité, facteur de luminosité ».

— Université Paris-II, le jeudi 2 février, à 10 h 30, salle des Commissions, M. Ahmed Ghazi Khalaf a soutenu : « L'exploitation des engins de transport en droit maritime et aérien ».

— Université René-Descartes-Paris-V, le jeudi 3 février à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Poincaré, 28, rue Serpente, M. Serge Stolarski a soutenu : « Psychothérapies mère-nourisson dans les familles à problèmes multiples ».

— Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le vendredi 10 février à 17 heures, salle C 22 04, 90, rue de Tolbiac, Paris-13^e, M. Elyse Jonin a soutenu : « Ensemble de productions non couvertes, existence et unicité de l'équilibre ».

— Université René-Descartes-Paris-V, le vendredi 17 février à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Poincaré, 28, rue Serpente, M^{me} Brigitte Marinier-Soulas a soutenu : « La construction du sens musical ».



HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 48-00-20-20
Téléc : Drouot 642280
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sans indication particulière, à l'exception de la vente.

SAMEDI 4 FÉVRIER

S. 9. — Fourrures. — M^{me} ROGEON.

LUNDI 6 FÉVRIER

S. 1. — Meubles, objets d'art, tapis. — M^{me} CHARBONNEAUX.
S. 2. — Tapisseries. — M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 6. — 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillie, expert.
S. 7. — Tableaux anciens, objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. PARIS AUCTION (M^{me} de Cagny 42-46-00-07).

S. 10. — Fourrures. — M^{me} BOISGIRARD.
S. 16. — Tab, bib, mob. — M^{me} OGER, DUMONT. Tableaux, bibelots, mobilier.

MARDI 7 FÉVRIER

S. 2. — Extrême-Orient. — M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 9. — Tableaux, meubles et objets d'art. — M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MERCREDI 8 FÉVRIER

S. 1. — Dessins anciens et 19^e siècle. — M^{me} RENAUD.
S. 4. — Tab, bib, mob. — M^{me} BOISGIRARD.
S. 6. — 14 h 15. Livres anciens et modernes. Littérature. Voyages. Éditions originales et livres illustrés des 18^e et 19^e siècles. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillie, expert. Expositions chez les experts : librairie Girard-Badin, 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58 jusqu'au 6 février (9 h 13 h et 14 h 18 h).

S. 10. — Timbres-poste, tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 11. — Bon mobilier de style et 19^e. — M^{me} DELORME.

JEUDI 9 FÉVRIER

S. 2. — Tab, bib, mob. — M^{me} OGER, DUMONT. Tableaux, bibelots, mobilier.
S. 9. — Livres. — M^{me} BOISGIRARD.
S. 14. — Art africain. — M^{me} MILLON, JUTHEAU.

VENDREDI 10 FÉVRIER

S. 1. — Trophées de chasse, céramiques, meubles des 18^e et 19^e siècles. — M^{me} BINOCHE, GODEAU.
S. 4. — Tableaux anciens et modernes, bel ameublement ancien. — M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 5. — 14 h ART, THÉÂTRE ET MUSIC-HALL. 15 h. Beaux livres illustrés et modernes. — M^{me} BRIEST.
S. 6. — Tab, bib, mob. — M^{me} BOISGIRARD.

S. 7. — 14 h 15. Objets d'art et de grande décoration, tableaux modernes provenant d'un collectionneur (vente pour cause de départ). — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillie, expert. Expositions chez les experts : librairie Girard-Badin, 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : 45-48-30-58 jusqu'au 6 février (9 h 13 h et 14 h 18 h).

S. 11. — Tab, bib, mob. — M^{me} LANGLADE.

GRAND PALAIS JEUDI 9 FÉVRIER à 19 h
SALON DE LA JEUNE PEINTURE
M^{me} ROGEON, Commissaire-Preneur - Tél. : 48-78-81-06.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
CHARBONNEAUX, 134, rue St-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.
DELORME, 14, avenue de Metz (75008), 45-62-31-19.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS AUCTION : de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGER, DUMOUSSET, HOERAND-COUTURIER, RIBEYRE, 4, rue Drouot, 75009 PARIS. Tél. : 42-47-03-59.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Millon (75009), 48-78-81-06.

TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS STAR.



A l'aube du 3^e millénaire, ne nous trompons pas de valeurs. Jacques Séguéla remet les pendules du star système à l'heure ; glorifiant les uns, démolissant les autres. Attention, demain il sera trop star.

Flammarion

Le Monde DES LIVRES



Kenji Nakagami : né au bout du monde.

Nakagami, un homme « à part »

Enfin traduit en français, l'un des écrivains les plus fascinants du Japon actuel.

O N entre d'emblée dans les six récits qui composent ce roman, happé par la force animale qui les habite. *Mille ans de plaisir* : une sorte de temps éternel, sans date, sans fin ni début, brèves de la mémoire de la vieille Oryu qui se meurt, se souvient, rêve, délire, confondant les temps comme les événements réels et les mythes d'autrefois, mêlant la mémoire d'une extase millénaire où la volupté des abandons se confond avec la satisfaction sauvage des sens.

Nakagami est un écrivain à part dans la littérature japonaise contemporaine : il l'est d'abord par la puissance de son écriture, l'intensité du récit. Une force admirablement rendue dans la première traduction de ce roman hors du commun où le désordre de l'écriture, un flux de mots comme érudits cassent parfois la narration pour faire entrer dans un monde envoûtant où coulisent les portes de la plainte et du plaisir.

A part, Nakagami l'est aussi par son histoire personnelle. Il est né dans le rattachement d'une société. Son univers est une espèce de bout du monde, la région de Kumano, dans la presqu'île de Kii, au sud d'Osaka. Une région coincée entre la montagne et la mer, hantée par les vieilles croyances. Un de ces lieux magiques où vivait une communauté de parias de l'ancien Japon (*Les Eta*, « êtres souillés »), aujourd'hui encore discriminés, bien que légalement depuis un siècle leur statut d'exclus ait été abrogé.

La vieille Oryu, accouchée des Ruelles, le ghetto des anciens *Eta*, a donné naissance à ces hommes tous du même sang, celui des Nakamoto (l'endogamie était effectivement répandue dans la région de Kumano), habités par une faute qu'ils ignorent, liés dans le même destin funeste. Tous portent en eux cette odeur terrible des origines du monde. Tous sont des « flambeurs », qui n'ont pas la lâcheté de s'épargner. Ils attachent à la vie ce qu'elle peut donner, comme des cris de plaisir aux femmes, et affrontent la mort avec la même intrépidité, rêvant de fonder un monde nouveau. Du beau Hanzo, le séducteur des Ruelles, jusqu'à Tastsuo, cet enfant né une nuit où le tonnerre grondait, la nuit du cri de la chouette, avec qui un jour, alors qu'il était âgé de quinze ans, la mère Oryu, une fois, une fois seulement, chavira elle aussi, éblouie par ce corps chaud et vigoureux qu'elle avait mis au monde.

« Tout accepter tel quel »

Nakagami sait remonter avec la tradition des récits des conteurs populaires d'autrefois, des moines aveugles itinérants dont son enfance fut nourrie. Il sait rendre avec ses six héros enragés de plaisir cette irresponsabilité souveraine d'un petit peuple, de cette faune de l'ombre des damnés con-

pables d'une faute dont ils n'ont pas le souvenir, complices dans le même destin de tous les exploités (comme les mineurs coréens). Une irresponsabilité qui rejoint ce bouddhisme populaire que pratique la mère Oryu : « tout accepter tel quel, tout ce qui se présente ».

Les événements rapportés se situent vraisemblablement entre les années 1945-1960. Mais importe-t-il vraiment de le savoir ? La mère Oryu défille l'écheveau d'une mémoire indéterminée entre le temps sacré et le temps profane. Parle-t-elle des morts ? Quand il l'évoque, le ton de Nakagami change inopinément : nous sommes dans l'œil du typhon, le bruit de la fête sauvage de la vie s'estompé, la bestialité fait place à la tendresse, les relents de la terre à l'odeur du nectar des ketmies qui s'épanouissent à la nuit tombante et se fâment au lever du jour — comme si elles scandaient un autre temps, en archipel. Comme tous les « enfants » lorsqu'ils viennent la voir, Nakagami semble se pen-

cher vers la vieille édentée qui a tout compris avant qu'on le lui dise.

La vieille Oryu a bien existé, comme les Ruelles. Tout a disparu, le ghetto absorbé par la ville, l'accouchée happée par le grand silence de la mort, précisément l'année où paraissait *Mille ans de plaisir* (1982), écrit ailleurs Nakagami. La mère Oryu, est le véritable lieu du récit, comme le précisent les traducteurs dans la présentation du livre, celle qui exista, le modèle de la mère Oryu, a offert à Nakagami tout ce qu'elle possédait : le labyrinthe d'une mémoire renouant avec un inconscient collectif. Comme le rossignol qui donna à la vieille Oryu l'un de ses « enfants », ces récits semblent commencer par ces mots chuchotés : « Écoute, c'est pour toi ». Et s'ouvre une histoire transcendante toute naissance.

PHILIPPE PONS

* **MILLE ANS DE PLAISIR**, de Kenji Nakagami, traduit du japonais par Kas Miyabayashi et Véronique Perrin, Fayard, 282 p., 120 F.

Les antinomies de Tzvetan Todorov

Nous et les autres ou comment concilier l'unité de l'homme et la diversité des cultures

LES débats sur l'immigration, le droit à la différence ou les identités culturelles ont relancé depuis quelques années la vieille controverse sur l'unité et la diversité du genre humain, dont on s'aperçoit qu'elles sont au centre de la réflexion philosophique depuis le dix-huitième siècle, et même au-delà. Les « relativistes », en montrant que les usages de chaque peuple ne sauraient être jugés à l'aune d'une norme unique, ont développé les vertus de tolérance et de respect mutuel, mais ils ont été conduits par la force des choses soit à une fâcheuse confusion des valeurs soit à des formes de racisme inavoué dès lors que les « différences » étaient perçues comme des « infériorités ».

Les « universalistes », en se réclamant de principes applicables à tous, ont permis la naissance et la diffusion des « droits de l'homme », mais ils n'ont pas échappé aux tentations de l'ethnocentrisme, qui justifie l'oppression, et du scientisme, qui entre en contradiction avec la morale. Bref, quelle que soit la position adoptée, on constate qu'elle dérive aussitôt vers l'inacceptable.

Aussi bien la plupart de ceux qui se rattachent à l'une ou l'autre tendance ne lui sont-ils pas fidèles jusqu'au bout. C'est ce que montre avec une érudition extrême et beaucoup de subtilité Tzvetan Todorov dans *Nous et les autres*, parcours savant à travers les œuvres d'une trentaine d'écrivains français qui, de Montaigne à Lévi-Strauss, se sont intéressés à la question de la « nature humaine ».

La vraie difficulté ne serait donc pas de choisir entre l'unité et la diversité, puisque l'une et l'autre sont également insoutenables, mais de penser leur articulation, dans une tension féconde entre appartenance au groupe et appartenance à l'espèce, entre particularités culturelles et invariants transculturels. Or, selon Tzvetan Todorov, qui fait preuve dans sa lecture des textes d'une

attention exemplaire aux mille nuances de la pensée, aux hésitations, repentirs et contradictions qui la scandent, aux apories, impasses et incertitudes auxquelles elle mène souvent, la plupart des auteurs ont en définitive juxtaposé les deux thèses, même si au départ ils penchaient vers l'une ou vers l'autre, et se sont révélés incapables de construire une théorie cohérente. C'est cette tâche qu'il convient aujourd'hui de mener à bien en tirant les leçons des essais antérieurs.

Montaigne et la « barbarie »

Prenons Montaigne, par exemple. « Les lois de la conscience, que nous disons naitre de nature, naissent de la coutume », affirme-t-il. Il écrit aussi : « Il y a plus de distance de tel à tel homme qu'il n'y a de tel homme à telle bête. » Ailleurs il fait l'éloge des cannibales, qu'il oppose aux bourreaux de son temps offrant « aux chiens et aux pourceaux » les suppliciés : « Je pense qu'il y a plus de barbarie à manger un homme vivant qu'à le manger mort », dit-il. Autant de professions de foi relativistes. Mais dans le même temps se glissent des notions universelles, comme cette « barbarie » qu'il invoque ou la raison au nom de laquelle il juge : relativiste par conviction, le voici universaliste « sans le savoir ». Parce qu'il tient pour « mutuellement exclusifs » le droit naturel, d'une part, l'esprit des nations, de l'autre, au lieu d'analyser les « interactions », il est pris au piège.

Considérons maintenant Lévi-Strauss. Il affirme que l'ethnologie a pour « but dernier » d'atteindre « certaines formes universelles de pensée et de moralité », mais il indique que son « but premier » est de rendre compte des « différences ». Manière de procéder « un peu singulière », selon Todorov.

THOMAS FERENCZEL
(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Pour expliquer ce que j'étais, d'Aragon

Force et limites de l'incohérence

C E n'est rien, vingt-cinq pages recto verso écrites en 1942, et retouchées en 1945, Aragon ne fait jamais ce qu'il annonce, tous ses livres s'organisent autour de fuites éloquentes, d'« au fait, vous n'avez dit que... ? », son génie est là, dans ces vastes glissades, on oublie le propos affiché, on fait des vœux pour que le formidable causeur se déroute sans cesse...

Donc, ce n'est à peu près rien, ce cahier, le fils naturel d'Aragon ne révélera rien de sa famille, comme il s'y engage au début dans un de ces accès de confiance qu'ont connus tous les écrivains. Sur sa mère, qui vient de mourir et dont la disparition, à l'évidence, a inspiré le projet d'une longue confession privée, on apprendra seulement, ce qu'on savait, qu'elle d'une bourgeoisie à principes mais privée des moyens matériels de paraître elle courait après les signes extérieurs de dignité, allant jusqu'à écrire en secret, pour garder salons et piano, des petits romans populaires idiots dont le fils, fort de ses débuts fracassants, lui fait honte...

Ce sera tout sur l'intime. Aragon a méprisé les siens d'être à ce point dupes des prestiges qu'ils ambitionnaient, mais le cœur lui manque pour dire certaines choses qui appuieraient ce mépris et lui serviraient d'arguments, car il trouve de la grandeur à tant d'énergies gâchées. Il se refuse aux anecdotes faciles et au blasphème qui lui est, dans ces années 20, si naturel. Il s'en tiendra au respect triste. Aragon bon fils et réservé sur l'absurde fierté bourgeoise, lui qui n'ont reconnu ni père ni mère, et qui aime tant vomir le respectable !

L'INTÉRÊT captivant de ces pages est ailleurs : dans l'explication déjà donnée, mais jamais si bien, aux provocations antipatriotiques des années 20, plus généralement à l'esprit de révolte « dada », qui n'a pas trouvé sa « cohérence » — si tant est qu'il en cherche une.

Aragon a dix-sept ans en 1914. Il fait partie des adolescents qui, se sachant voués au massacre, exécutent les homélies d'un berrésisme dont ils sont imprégnés par ailleurs, en particulier touchant le style. Sans l'avouer, il attend sa mobilisation pour se sentir un homme comme les autres ; mais cette guerre lui paraît un conflit de vieux, dont les jeunes font les frais.

La boucherie, il y va ; ce n'est pas comme tant d'autres intellectuels qui donneront le ton entre les deux guerres et qui se sont, même les plus martiaux en paroles, « embusqués ». Aragon connaît le feu, les tranchées. Il en revient avec une

croix de guerre. Seulement voilà : contrairement à la grande majorité des revenants, sa médaille, il en a honte. Il le dit, le prouve. Un de ses premiers romans, il l'a écrit au Chemin des Dames, et cela donnera simplement deux lignes, en passant !

Pourquoi, comment, ce refus rageur d'un patriotisme auquel, en actes, il ne s'est pas dérobé ? Le milieu d'adoption y est pour beaucoup. Les jeunes gens réunis autour du dadaïsme partagent le goût de l'excès en toutes choses, des mystifications et des bagarres. Ils sont moins hostiles à la guerre qu'à la mentalité « ancien combattant » et à l'exploitation de l'héroïsme par la littérature. L'histoire de la gifle au Studio des Ursulines est un bon exemple de leur état d'esprit.

Le cinéma des Ursulines vient d'ouvrir. Nous sommes donc en 1928. La salle serait dite aujourd'hui d'« art et d'essai ». On y projette *la Coquille*, d'Artaud. La surcharge baroque du film n'est pas du goût d'un vétéran de 1914 qui hurle, du balcon : « On n'a pas fait la guerre pour en arriver là ! » Aragon lui donne rendez-vous à l'entracte, et le gifle, pour, dit-il, « avoir nommé la guerre », nommer étant à ses yeux d'écrivain un honneur suprême auquel l'absurde hécatombe n'a pas droit.

Le gifleur revient sur son geste, en 1942. Au fond, il s'était montré aussi bête que le « scrogneugneu » du balcon, prisonnier des mêmes arguments. En quoi il avait subi les limites d'une morale, en gros la morale surréaliste, qui ne reposait que sur des principes esthétiques, voire de simples répulsions. Il le répète sur tous les tons : « Il nous manquait une idéologie cohérente. » Nous reviendrons sur ce « manque » dont, depuis vingt ans, la jeunesse plus ou moins héritière d'Aragon a fait un... idéal, notamment au vu des contorsions auxquelles la « cohérence » avait astreint le poète...

ENTRE les deux guerres, c'est ainsi, le futur chantre du parti communiste appelle de ses vœux un système qui armature ses provocations et y instille de la logique. Il est conscient qu'on ne peut à la fois goûter *le Feu* en le lisant dans les tranchées et piquer ensuite des colères au seul nom de Barbusse ! Après tout, Apollinaire défend, dans *Calligrammes*, ce qu'Aragon condamne chez d'autres. L'amitié dispenserait-elle d'opinions conséquentes ? Faut-il passer à la jeunesse son péché mignon, qui est de se contredire sans vergogne ?

(Lire la suite page 15.)

Michel
MOHRT

Le télésiège

roman

GALLIMARD *nrf*

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ESSAI

Francis Bacon,
chancelier philosophe

Francis Bacon, lord Verulam, vicomte de Saint-Albans (1561-1626), ne fut ni Copernic ni Galilée. On ne lui doit aucune découverte importante. Sa carrière politique — il fut chancelier d'Angleterre sous Jacques I^{er} — fut trop brève pour lui permettre de réformer en profondeur les universités anglaises, comme il l'aurait souhaité. Ses œuvres, qui n'ont guère été traduites en français, ne suscitent plus aujourd'hui de grandes passions. Pourtant Bacon reste une figure singulièrement attachante. A lire la biographie que vient de lui consacrer Jean-Marie Pousseur, maître de conférence à l'université de Nantes, on comprend pourquoi : la vie de Bacon fut en effet tout entière liée à la plus grande aventure intellectuelle de son temps, la naissance de la science.

Car même s'il n'a pas inventé la méthode expérimentale, le chancelier fut le premier à en expliciter les règles théoriques. Il donna ainsi une impulsion décisive à l'essor de l'histoire naturelle. Il fut également l'auteur de la première classification moderne des sciences, celle à

laquelle se référeront encore les Encyclopédistes. Empiriste, l'épistémologie de Bacon ne pouvait manquer d'être victime de la poussée formaliste qui a affecté le développement de la science depuis le début de notre siècle. Il faut pourtant se rappeler, comme nous y invite Pousseur, que cet empirisme a joué un rôle essentiel dans la formation de l'humanisme européen.

La raison moderne ne peut pas plus se passer de Bacon que de Descartes. Redécouvrir le chancelier ne présente donc pas qu'un intérêt historique. C'est, d'une certaine manière, revenir aux sources mêmes du grand débat contemporain sur les pouvoirs de la rationalité et sur l'essence de la technique.

Ch. DELACAMPAGNE.
★ BACON, INVENTEUR DE LA SCIENCE, de Jean-Marie Pousseur, Belfort, 272 p., 110 F.

RÉCIT

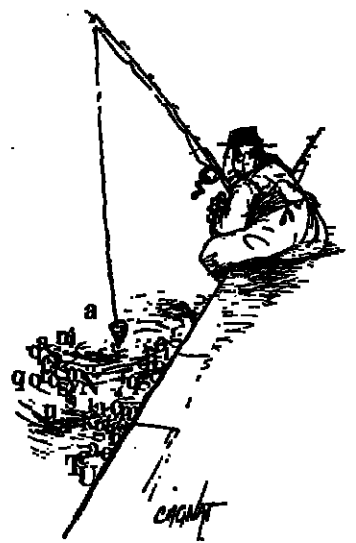
Le labyrinthe
d'Annie Cohen

Il est des livres que l'on forme, derrière une ligne lue, et on reste un peu bête, comme au reçu d'un cadeau inattendu. L'auteur nous a possédés. Ainsi Annie Cohen qui nous prend par la main et nous fait pénétrer dans le labyrinthe de la vie de la Léon-Paul Fargue. Lui se promenait, voyant et notant ; Hélène Roujanski, la piétonne, si elle voit et prend des notes, fragmentaires cris d'amour pour l'homme dans la mémoire de qui elle marche, c'est en déroulant des bobines de fil blanc, histoire de « relier les points stratégiques d'une vie somme toute banale de mémoires et d'itinéraires ».

Envelopper la ville et sa vie comme un paquet, pour retrouver hier, comprendre aujourd'hui, espérer demain, on pense d'abord que c'est idiot. Et que de ce récit, le tour

sera vite fait. Mais « il existe toujours au moins un sens à découvrir ».

Ce fil déroulé dans Paris n'est ni un jeu d'Hélène ni un truc littéraire d'Annie Cohen, il est la marque visible d'une quête, douloureuse interrogation pour savoir non seulement qui sont Je, Lui, tous les Autres, mais où est le lieu fait pour Je quand on est né « dans un port, de l'autre côté de la Méditerranée » et que « l'itinéraire de Paris à Jérusalem nécessite plus qu'un simple sens de l'orientation ».



CAGNAT

Difficile, maintenant, de parler de la forme de ce récit. A l'épistémologie, l'empirisme menaçait. Pourtant, il faut bien dire que nous avons là une perfection littéraire, un style efficace dominant ce qui est le plus difficile en cet art, l'expression de sentiments complexes, avec simplicité. Le fil d'Hélène déroule « la langue de l'amour, l'amour de la langue ». Annie Cohen aussi, et c'est très fort, très beau.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.
★ L'ÉDIFICE INVISIBLE, d'Annie Cohen, Des femmes, 140 p., 62 F.

Christian Bourgois, patron de Julliard

Christian Bourgois prend directement en main les rênes des éditions Julliard. A la suite d'une réorganisation du Groupe de la Cité à la fin de l'année dernière, le patron des éditions Christian Bourgois et de « 10/18 » avait déjà été chargé de superviser l'ensemble des « marques » de littérature générale du groupe — Plon, Perrin, Julliard et, bien sûr, Bourgois.

Le départ de Catherine Blanchard, qui dirigeait Julliard et qui ne sera pas remplacée, amène donc le fondateur de « 10/18 » à conduire cette maison où il fit ses débuts d'éditeur le 2 mai 1959 et dont il fut le directeur général de 1964 à 1971. « Il s'agit de refaire de Julliard, dit Christian Bourgois, la grande enseigne de littérature qu'elle fut dans le passé. Cela ne sera pas en six mois ou en un an. Pour l'instant, il s'agit de publier les livres qui ont été commandés par Bernard de

Fallois et par Catherine Blanchard ».

Mais cette relance littéraire de la maison fondée par René Julliard s'inscrit dans une stratégie éditoriale qui tend à redonner à chacune des marques du groupe une spécificité affirmée plutôt que de laisser chacune toucher à tous les domaines et se placer en position de concurrence avec les autres.

Julliard aura une dominante romanesque ; Bourgois une dominante littérature étrangère ; Plon se consacra pour l'essentiel aux grands documents et aux sciences humaines ; Perrin portera les couleurs de l'histoire. Sous quatre marques va donc se construire une seule grande maison de littérature générale dont par Christian Bourgois coordonnera les activités.

P. L.

★ AGNES TOURAINE, trente-trois ans, directrice de la stratégie et des études du groupe Livre Hachette, est nommée directrice de la branche grande diffusion du groupe Livre, en remplacement d'Antoine Di Zazzo, qui quitte la société. Agnès Touraine, qui prendra ses fonctions au 1^{er} septembre, était entrée chez Hachette en 1985. Hachette grande diffusion comprend un département, Hachette jeunesse, et sept filiales : Le Livre de poche (LGF), les éditions du Masque (LCE), Média 1000, la CIL, les éditions Harlequin, les éditions Gérard de Villiers et Adès SA.

★ Le romancier GILLES ZÉNOU est mort dimanche 22 janvier à Paris, à trente-deux ans, à la suite d'un accident de la circulation. Auteur de Mekroub (1987) et du Livre des cercles (1988) Gilles Zénou était né à Meknes (Maroc) en 1957. Le Désaffection, son troisième roman, paraîtra prochainement aux éditions Sillages, comme ses deux précédents ouvrages.

★ Des poèmes et des fragments du journal de FRANCIS GLAUCQUE, « dits et mis en scène par Marie Balvet sous le titre le Dédale du silence », seront présentés au Centre Pompidou (petite salle), le 6 février à 21 heures.

★ L'Institut français de Madrid rendra du 7 au 9 février, autour des ECRIS DU SUD, des responsables et des professionnels du livre espagnols et des éditeurs français des régions Languedoc-Roussillon, Aquitaine et Midi-Pyrénées. Une exposition de six cents livres du Sud se tiendra en outre jusqu'au 28 février dans la librairie madrilène Crisol. (Renseignements au Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon, à Montpellier : tél. 67-22-80-00 ; au bureau de livre de l'ambassade de France à Madrid : 419-56-00.)

DERNIÈRES LIVRAISONS

ANTHOLOGIE

★ HENRI DELUY et SAUL YURKEVICH : *Tango*. — Il y a une « science » du tango comme il y a une mythologie. Science des origines, des textes, de la musique et de la danse. C'est « l'idiotisme singulier » du tango qui est ici exposé grâce au choix de textes qui révèlent une étonnante poésie de l'émotion, lyrique et physique, où se mêlent grandiloquence et vulgarité. (POL, 218 p., 125 F.)

COMMUNICATION

★ OUVRAGE COLLECTIF : *Lunes industrielles : les médias dans le monde arabe*. — Une vingtaine d'experts occidentaux ou arabo-berbères se sont réunis pour dresser un bilan — souvent négatif — de la situation des médias écrits ou audiovisuels dans l'espace arabophone. (Édisud, Aix-en-Provence, 150 p., 80 F.)

★ EVAN EISENBERG : *Phonographies*. — Des ses « explorations dans le monde de l'enregistrement », l'auteur est revenu avec l'idée que les diverses modalités de la « phonographie » constituaient une nouvelle forme d'art, dont les adeptes sont aussi bien les musiciens que les professionnels du disque que ceux qui les écoutent. Traduit de l'anglais par Dominique Defert. (Aubier, 290 p., 128 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

★ JOSE AUGUSTO SEABRA : *Fernando Pessoa ou le poète-drame*. — « Texte infini » ou « indéfini », l'œuvre de Pessoa est, selon l'auteur de cet ouvrage, une « galaxie en expansion », une « voie lactée, aux constellations fragmentaires ». C'est « l'occultisme spirituel », où tous les mythes, toutes les religions, philosophies, esthétiques et poétiques convergent » que s'est attaché à analyser, dans les parages théoriques de Barthes et de Derrida, J. A. Seabra. (José Corti, 232 p., 135 F.)

ETHNOLOGIE

★ GABRIEL CAMPS : *les Berbères, mémoire et identité*. — Illustré de clichés éclairants, érudit et clair, voici l'ouvrage de base par excellence sur

les Berbères *Le Monde des livres* du 14 octobre 1988 par l'un des spécialistes mondiaux des autochtones du Maghreb. (Col. « Hespérides », Ed. Errance, 280 p., 172 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

★ DAMIEN VORREUX : *François d'Assise dans les lettres françaises*. — Cette « histoire littéraire du sentiment religieux franciscain » dresse un panorama complet de la fortune du Poverello dans les lettres françaises, des légendes et contes médiévaux aux essayistes, romanciers, poètes ou dramaturges contemporains. Le Père Damien Vorreux, franciscain, est un spécialiste du saint des Florentins. Préface de Julien Gracq (Desclée de Brouwer, 540 p., relié, 198 F.).

PSYCHANALYSE

★ SIGMUND FREUD : *Le Mot d'esprit et sa relation avec l'inconscient*. Dans la série des traductions nouvelles des œuvres de Freud, voici reprise la célèbre analyse du Witz datant de 1905, qui, comme l'indique Jean-Claude Lavié dans sa préface, désigne aussi bien le mot d'esprit que la capacité d'en faire. Traduit de l'allemand par Denis Messier (Gallimard, 442 p., 120 F.).

RELIGIONS

★ NORIA ALLAMI : *Voilées, dévoilées (femme dans le monde arabe)*. Psychanalyste-psychanalyste d'origine algérienne, N. Allami essaie de dépasser l'espace « médiatique » du voile pour en faire comprendre le « message » musulman. (L'Harmattan, 250 p., 130 F.).

★ JACQUES BROUSSE : *les Maîtres spirituels*. — A partir d'une notion un peu vague, qui recouvre selon les traditions, des réalités fort différentes, l'auteur a composé une série de monographies « exposant la vie, l'expérience et la personnalité, l'œuvre et l'enseignement » de quelques unes de ces personnalités d'exception. L'ouvrage comporte également une série d'articles de synthèse sur les écoles et les courants spirituels (Bordas, collection « Les Compacts », relié, 256 p., 79 F.).

Passage en revues

Idees, histoire, société

Il n'est certainement pas simple de reprendre les rênes d'une revue qui est aussi un monument historique. Présentant le numéro de janvier d'*Esprit*, Olivier Mongin et la jeune équipe qui vient de s'installer à la rédaction de la revue créée en 1932 par Emmanuel Mounier ne se cachent ni les risques ni les espérances de l'entreprise. Il ne s'agit pas seulement de redonner un souffle à ce qui fut l'un des lieux privilégiés de la réflexion d'une époque sur elle-même, mais d'inventer, modestement, patiemment, ce que peut être aujourd'hui une revue vivante et active qui parvienne à trouver son efficacité dans un univers ultra-médiatisé. Mongin et la rédaction en chef d'*Esprit* — Pierre Bouriez, Eric Conan, Joël Roman et Jean-Louis Schlegel — engagent donc un pari qui est indissolublement politique, philosophique et technique. Il s'agit de faire un mensuel qui invente ses rythmes propres et ses modes d'intervention originaux, de révéler des élites intellectuelles que le désastre des utopies

politiques a rejetées dans le ghetto stérile de l'utopie individualiste, bref, comme l'indique le titre de l'éditorial, de lutter contre le scepticisme et de se redonner des prises sur l'Histoire.

Même si le premier numéro de cette formule se contente encore, selon ses auteurs, de « prendre ses marques », celles-ci sont suffisamment nettes pour dessiner un « nouvel état d'esprit ». On essaie d'y repenser le politique sans céder à la vogue du cynisme et de l'impuissance, l'économie comme une manifestation du politique et non comme une machinerie dont les lois de fonctionnement seraient toutes-puissantes et fatales et la société comme une communauté dont il est nécessaire de percevoir les nouvelles figures plutôt que de s'abandonner à la nostalgie ou au masochisme triomphant de « l'ère du vide ». De telles ambitions, affichées avec autant de perplexité que de passion, méritent évidemment que l'on suive de très près cette nouvelle aventure d'*Esprit*. (*Esprit*, n° 1, 178 p., 68 F.)

27, rue des Célestines, 59800 Lille, 200 p., 80 F.)

Nous ne sommes toujours pas éloignés de la problématique de la modernité avec le débat qui continue dans la *Revue du Mauss* (mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) sur le rationalisme et le relativisme : les théories rationalistes sont-elles capables de rendre compte de la diversité des cultures, l'unité du genre humain, les universaux trouvent-ils leur source dans les lois de la raison ? Lucien Scubla met parfaitement en lumière les « embarras de la raison » dans le long et difficile article — commencé dans le numéro précédent — consacré à la diversité des cultures. Son essai est tout à fait passionnant lorsqu'il montre que les invariants transculturels — systèmes de parentés, significations symboliques, structures linguistiques — résultent moins de la structure de l'esprit que de la corporalité et de la nature objective du monde. Il est moins convaincant lorsqu'il cherche cette unité des cultures du côté d'une logique des rituels. Si le rationalisme ne suffit pas à rendre compte de la diversité des cultures, la raison de celle-ci continue à nous échapper. La revendication de la raison comme clé de voûte de la culture occidentale n'est sans doute qu'un choix parmi d'autres, arbitraire, et qui n'implique aucune supériorité, comme le souligne Etienne Bariller, mais à « défécher » ainsi la raison, on risque toujours de tomber dans le relativisme universel et, de là, dans le vide de sens. (*La Revue du Mauss*, n° 2, La découverte, 168 p., 59 F.).

On ne saurait mieux conclure ce rapide parcours sur la perplexité face au « moderne » qu'en signalant l'excellent numéro des *Cahiers de l'imaginaire* consacré à « L'imaginaire en politique ». (Privat, 150 p., 150 F.).

PIERRE LEPAPE.

★ Le Centre national des lettres et l'association « Entrevues » organisent une série de débats autour d'une ou de plusieurs revues. Ces rencontres, qui seront animées par Olivier Corpet, auront lieu une fois par mois, le mercredi à 18 h 30 au CNL (153, rue de Verneuil, 75007 Paris). Le 8 février : les mutations de la revue *Esprit* ; le 1^{er} mars : les projets européens de *Lettre internationale* ; le 5 avril : le renouveau des revues de philosophie ; le 17 mai : les revues de sociétés et amicales littéraires ; le 14 juin : les revues d'art.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

FÉVRIER 1989 - N° 262

UMBERTO ECO

De l'Œuvre ouverte au Pendule de Foucault. La sémiologie. Le pasticheur. Le professeur. L'historien. L'ethnologue. La romancière. Un entretien. Des inédits.

Entretien : **Jean Lacouture.**

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 90 F.
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- La littérature et l'exil
- Henri James
- Lévi-Strauss
- Les littératures du Nord
- Dix ans de philosophie en France
- Michel Tournier
- La France fin de siècle
- Raymond Queneau
- Georges Dumézil
- Londres des écrivains
- Beckett
- Les écrivains de l'Apocalypse
- Vladimir Nabokov
- Malraux
- Heidegger
- Tocqueville
- Italie aujourd'hui
- Voltaire
- Ideologies : le grand chambardement
- Sherlock Holmes : le dossier Conan Doyle
- Littérature chinoise
- Georges Bataille
- Littérature et mélancolie
- Stefan Zweig
- Proust, les recherches du temps perdu

Nom :
Adresse :
Règlement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 48-44-14-51

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS DE JANVIER 1989

Frank CONROY
Entre ciel et terre
Nouvelles. Traduit de l'anglais par Michel Akar

Sahar KHALIFA
La foi des tournesols
Roman. Traduit de l'arabe par Jean-Pierre Lévêque

José LUANDINO VIEIRA
Nous autres, de Makulusu
Roman. Traduit du portugais d'Angola et préface par M. Cheikha Lapan

Alexandre et Lev SHARGORODSKY
La flûte enchaînée
Roman. Traduit du russe par Michel Moukoko

GALLIMARD

LE MONDE DES LIVRES

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les amitiés fidèles de Colette

Marguerite Moreno, Renée Hamon, Hélène Picard : celles auxquelles l'auteur de Chéri rendit un hommage écrit.

LES lettres de Colette recèlent cette étrange modestie d'attirer l'attention sur la qualité de leurs destinataires plutôt que sur leur auteur même. Dans les trois tomes de correspondances que Flammarion vient de réimprimer en un seul volume, la « Vagabonde » apparaît en effet comme une aimable épistolière qui ne surprendra nullement les lecteurs de sa prose : mêmes métaphores charmantes, même sensualité envahissante et sens savoureux de la description, mêmes coups de griffe et tendresses ronronnantes de chatte... Rien de plus, rien de moins. En revanche, ses interlocutrices — Hélène Picard, Renée Hamon et Marguerite Moreno — provoquent une curiosité d'autant plus justifiée que, leurs lettres étant rares, elles semblent à la fois étouffées et magnifiées par le style enveloppant de leur célèbre correspondant.

Hélène Picard, née en Ariège en 1873, était poète; distinguée en 1904 par l'un des jurys de la revue *Fémina* pour un poème sur George Sand, elle arriva à Paris une dizaine d'années plus tard, fraîchement divorcée d'un sous-préfet. C'est dans les bureaux du *Matin* qu'elle rencontra Colette, dont elle devint la secrétaire. Le « goût gitan » affirmé d'Hélène Picard, que contredisait sa douce « carnation de tubéreuse », son tour de main pour les confitures et le cassoulet aux couennes, son imprévoyance littéraire et sa créativité poétique en firent d'emblée plus qu'une collaboratrice : « La séduction qui s'attache aux femmes enfantines ne quittait pas sa maturité », Hélène Picard en vint, tant son admiration pour l'écrivain était grande, à l'imiter jusque dans sa coiffure, ses habits, à recueillir dévotement le moindre de ses autographes. Elle publia des souvenirs d'enfance (*Nous n'avons plus au bois et Les lauriers sont coupés*, éd. Sansot 1911 et 1913) et plusieurs recueils de poèmes, dont *Pour un mauvais garçon* (éd. Delpeuch, 1927) dont l'érotisme troublait et intriguait fort une Colette qui n'avait jamais connu à son amie un seul tourment d'amour, mais la solitude et la chasteté. Atteinte par une maladie osseuse, réfugiée dans un délire schizophrénique sans issue, Hélène Picard mourut en 1945.

La fougue des amies de pensionnat

Renée Hamon était, elle, la fille aventureuse de tranquilles fonctionnaires bretons. Après un mariage brisé par la mort de son enfant, cette ancienne « reine de beauté » de Nantes fréquenta les peintres et les photographes parisiens, se maria assez librement avec un traducteur suédois, et s'embarqua en 1937 pour Tahiti à bord de la *Recherche*. Vingt mois d'enquête sur Gauguin devinrent un film et des livres qu'elle put publier, en partie grâce à Colette (*A Tahiti et aux îles Marquises. Gauguin, le solitaire du Pacifique*, éd. Vigot frères, 1939; *Aux îles de lumières, Tahiti-Tuamotu-Marquises*, éd. Flammarion, 1939; *les Amants de l'aventure*, éd. Flammarion, 1943).

La guerre et la maladie en firent une recluse, puis une convertie, touchée par la grâce en 1943, quelques mois avant sa mort à quarante-six ans. Colette et Renée Hamon s'étaient connues vingt années plus tôt; leurs relations n'eurent rien de bien particulier jusqu'en 1932, année à partir de laquelle Colette la poussa à exploiter littérairement sa vie de « petit corsaire ». Après la mort de Renée Hamon, on découvrit chez elle une sorte d'autel où étaient rangés, avec le plus grand soin, toutes les lettres et tous les présents dont l'écrivain l'avait gratifiée ainsi que son journal intime (dont on peut lire, dans ce volume, de curieux fragments qui concernent Colette).

Enfin, Marguerite Moreno fut sans nul doute la seule « meilleure amie » de Colette et certainement

son égale en intelligence et en tempérament : elles se rencontrèrent en 1894 ou 1895, chez Catulle Mendès dont Marguerite Moreno était alors la maîtresse;

Par la suite, Marguerite Moreno rejoignit la compagnie de Sarah Bernhardt, fonda un conservatoire de déclamation à Buenos-Aires et revint jouer des



BÉRÉNICE CLEVE

elle venait de perdre son enfant, âgé de trois ans. Colette, instinctivement, apprécia la longue silhouette et l'anticonformisme de la pensionnaire du Théâtre-Français. « Nous étions toutes deux assez jeunes — majeures depuis peu — pour que notre amitié s'emprenne de la fougue dont se grisent les amies de pensionnat. » Ensemble, elles découvrirent Polaire et ses jupons d'arc-en-ciel, s'enthousiasmèrent de Musidora et d'Annie de Pène avec lesquelles, pendant la première guerre, elles organisèrent une « manière de phalanstère » dans le seizième arrondissement, au domicile de Colette.

mélodrames à la porte Saint-Martin. Vint une période bien trop calme où elle se retira dans le Lot et écrivit ses *Mémoires* (*la Statue de sel et le Bonhomme de neige*, éd. Flammarion, 1927), mais, de nouveau, parce qu'elle avait enfin accepté à l'instigation de Colette des rôles comiques, le cinéma et le théâtre manifestèrent un regain d'intérêt pour son jeu. Marguerite Moreno mourut en 1948, alors qu'elle « triomphait » dans *la Folle de Chaillot*. Quels que fussent ses déboires patiemment subis ou ses triomphes modestement vécus, Marguerite Moreno garda toujours pour Colette cette « fantaisie mystificatrice », cet humour noir et ce

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Force et limites de l'incohérence

(Suite de la page 13.)

Le résistant communiste de 1942-1945 est sévère pour l'esthétisme pratiqué par lui vingt ans plus tôt. Il se traite d'« ignorant », de « baudruche criarde ». Il lui plaît de s'être réconcilié, dans les combats clandestins, avec des surréalistes comme Eluard. Qu'il s'agisse d'un poète n'est pas indifférent. Car le fonds commun de sa génération protestataire ne vient pas de Marx, ni de Proudhon ou de Jaurès, mais de Rimbaud et de sa révolte hors système.

L'acharnement du groupe contre Claudel, puis contre Rivière, vient de l'accaparement par ces derniers du poète du *Bateau ivre* au profit de la foi catholique. Ce qui grise Aragon, chez Rimbaud, c'est la coexistence du génie poétique et du renoncement à ce génie, les *Illuminations* et la fuite silencieuse au Harrar !

DANS les tranchées, c'est le rimbaldisme qui lui tient lieu de refuge et de revanche, au grand ébahissement de ses supérieurs. Pour Aragon, seul Nietzsche atteint à ce degré d'influence où l'envoûtement compte plus que la persuasion. Chacun trouve dans Rimbaud le « haschisch de sa propre songerie ». Aragon ne va-t-il pas jusqu'à rêver, vingt-cinq ans avant 1968, que « le peuple soit du côté de Rimbaud » ?

Si Aragon et ses amis ont cru voir en Rimbaud un aliment à leur antipatriotisme, c'est qu'ils avaient déplacé de la famille vers le drapeau l'énergie blasphématoire libérée par le poète. L'autre motif de leur violence antinationale leur est fourni par les « clans » qui ont confisqué l'idée de patrie et qui s'en drapent. Aragon recouvre toute sa verve pamphlétaire pour dénoncer Maurras, Daudet, l'Action française d'avant-guerre, et la comité des forges. Il lui paraissait impossible de se servir des mêmes mots que ces « tartuffes ». On reconnaît ici l'importance chamoise donnée aux vocables : partager ces derniers avec d'autres, jugés indignes de les employer, développe en lui autant de dégoûts qu'un contact physique. Il a peur de parler, sans le savoir, la langue de l'ennemi !

C'est un communiste qui, le premier, a attiré l'attention d'Aragon sur ce danger de mêler sa voix, donc ses armes, à celles de l'adversaire. C'était les débuts de la guerre du Rif. Aragon découvrait qu'à suivre Rimbaud aveuglément on courait le risque de penser comme Clément Vautel, l'ennemi juré des surréalistes ; que, peut-être, on devait distinguer entre la France et ses « exploitateurs ». L'« idéologie cohérente », après laquelle soupirait Aragon, pointait à l'horizon, avec son internationalisme arrangé selon les convenances de Moscou, et son dogme de la lutte des classes, qui ne serait plus, un jour, qu'un moment dépassé, qu'une vieille lune...

Décidément, le vertige sacrilège, si fécond pour la poésie et l'action, postule l'illogisme, et exige, pour aboutir, son contraire. On était parti pour apprendre comment un fils de bourgeois peinait à renier son milieu : on achève sa lecture dans une réflexion, datée mais toujours valable, sur la force inégale et les limites de l'incohérence !

Comme toujours avec Aragon, et comme on dit dans le vocabulaire des excursionnistes : vaut le détour !

★ POUR EXPLIQUER CE QUE J'ÉTAIS, d'Aragon, Gallimard, 74 p., 55 F.

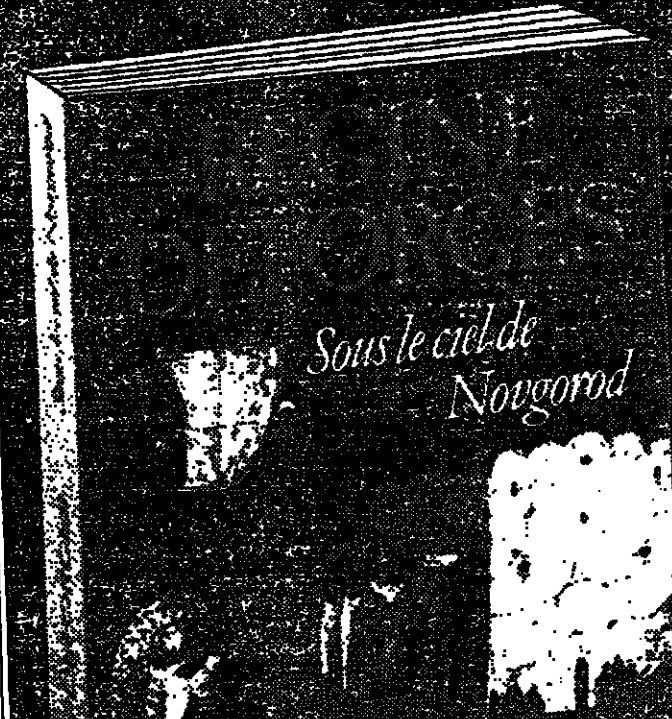
— La revue *Europe*, dans son numéro de janvier-février, propose un dossier sur « Aragon romancier ». Avec notamment des articles de Henri Mitterand (« Les trois lectures des *Cloches de Bâle* »), de Charles Dobzynski (« Aragon ou le malheur d'aimer »), d'Alberto Savinio (« Aspects du dadaïsme justifié ») et de Michel Apey (« De la semaine sainte à la Pentecôte »), incluant quelques pages d'Aragon (« Il y avait eu de grands signes dans le ciel »). (N° 717-718, 240 p., 75 F.)

— Le numéro 7 de la revue *Roman* 20-50, à paraître dans quelques semaines, est entièrement consacré à Aurélien. Avec une dizaine d'articles, dont : « Drien La Rochelle, « pilotes » d'Aurélien ? » (P. Renard, Lille) ; « Erude croisée du Cheral blanc » d'Elsa Triolet et d'Aurélien d'Aragon (Marie-Hélène Boblet, Lille) ; « Quelques avatars du désir et de l'amour dans Aurélien » (Josette Pacaly, ENS Paris) ; « Au jardin d'Aurélien, un espace de la modernité » (Gwopola Leroux, Paris). (Revue d'études du roman du vingtième siècle, Centre d'études du roman des années 20 aux années 50 de l'université de Lille, 56, rue Brûle-Maison, 59000 Lille.)

RÉGINE DEFORGES

Une turbulente saga russe où ne manque aucun des ornements du grand roman historique à la Walter Scott : chevauchées dans la neige, hordes de loups, monceaux de fourrures, princesses ardentes et trahies, dames d'atour, rois tiraillés entre les exigences de la politique et d'innombrables pulsions physiques, non moins impérieuses...

Irène Frain, *Paris-Match*



roman 418 p. 98 F.

La plus grande histoire d'amour de cette année qui débute à presque un millénaire... Sous un titre qui déjà fait rêver, *Sous le ciel de Novgorod*, Régine Deforges nous la raconte avec un luxe de détails et une sensibilité romanesque qui sont l'apanage exclusif d'une femme, écrivain populaire de surcroît.

Yves Salgues, *Jours de France*

Aventures, amours contrariées, rivalités sanglantes, sabbats de sorcières à l'ombre des cathédrales... c'est le grand chambardement des âmes et de la fatalité tel que les aime Régine Deforges.

Françoise Ducout-Elle

FAYARD

هكذا من الأصل

● NOUVELLES

Sylvain Roumette et les charmes du hasard

Douze nouvelles qui mettent en scène la rencontre, le souvenir et le désir amoureux

DANS toute existence qui se range raisonnablement à l'ombre du principe de réalité, il y a des moments où la raison elle-même subit les effets d'un imperceptible écart. C'est dans une coquille vide, alors, que résonne ce principe. Coquille que vient soudain éblouir l'injonction à vivre une autre vie, à épouser cet écart, dans la surprenante lumière du désir. Les douze nouvelles de Sylvain Roumette, rassemblées sous le titre *Une ou plusieurs* emprunté à Paul Eluard, racontent quelques-uns de ces moments, qui sont autant de fissures, d'échappées hors de l'agencement convenu de l'existence.

Les histoires brèves de Sylvain Roumette n'ont d'autre lien que celui du temps et des mois de l'année selon lesquels elles sont distribuées. La rencontre, le hasard, le souvenir ou la surprise en sont les thèmes; l'amour et le désir amoureux, les uniques moteurs.

Un mot, un jeu de mots peuvent faire remonter un souvenir enfoui, le motif oublié d'une nostalgie, à la surface du présent, raviver et compléter ici ce qui, là-bas, dans le passé, était resté à l'état d'ébauche. Une simple parole, aussi banale soit-elle, peut constituer ce passage, donner accès à cette autre vie dont la possibilité n'avait été, jusque-là, que rêvée, désirée... Il y a ainsi, dans

chacun des récits de Roumette, des phrases, des paroles qui sont comme les clés secrètes d'un univers à la fois très proche et différent. Univers où l'enchantement prend soudain corps et visage, où le désir, au détour d'une rue ou d'un souvenir, rencontre soudain son objet.

Mais cet univers n'est pas toujours tissé de la substance immatérielle du rêve, et cet enchantement, un mot peut également le briser...

Danse amoureuse

Dans la première nouvelle, la parole à double sens d'une femme adressée à l'homme retrouvé bien des années après un flirt adolescent et devenu, au hasard d'une rencontre, l'amant d'un soir, est comme un signe qui relie et sépare: il rompt le charme qu'il a d'abord porté à son plus haut degré d'intensité (*Janvier*). Les jeux de mots cultivés de trois jeunes gens qui palabrent et s'épient (*Mai*), ou les mots écrits sur un mur ou dans un texte révélant leur sens caché (*Décembre*). C'est toujours le poids secret, incalculable, de la parole et la force de ses possibles effets qui sont au centre des récits de Sylvain Roumette. Mais un regard, un silence, pour autant qu'ils sont

des paroles tuées, peuvent également occuper ce centre (*Avril, Octobre, Décembre*).

Stratège, c'est le hasard qui mène la danse; le hasard ou l'inconscient — on devine que l'auteur n'est pas vierge de toute culture psychanalytique. Dans cette danse amoureuse, les hommes ne sont que des figures vacantes, précaires, tournant autour du « glorieux secret » féminin, qui est « comme la forme cachée au cœur de l'ivoire » et ne peut « être mise au jour que par le ciseau du plaisir ».

« Une grâce, ça ne rend pas les choses plus faciles. » Le charme constant des nouvelles de Sylvain Roumette n'est pas un vernis étalé sur un vide. Il est bien plutôt la matière d'un équilibre très judicieusement pesé. Dans le *Sourire de Léonard*, court récit érotique publié l'an dernier aux Éditions Le Tout sur le Tout (voir « Le Monde des livres » du 22 juillet 1988), Roumette manifestait déjà, sur un mode très cérébral, sa maîtrise et ce sens des équilibres délicats entre le réel et l'imaginaire. Les douze histoires d'*Une ou plusieurs* confirment avec bonheur son talent et son intelligence d'écrivain.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ UNE OU PLUSIEURS, de Sylvain Roumette, Le Tout sur le Tout - Arléa, 198 p., 85 F.

● RÉCIT

La geste des bistrots

DES ses nuits et de ses jours, Bob Giraud fait un guet perpétuel. D'un bistrot l'autre, il se repaît de pittoresque et d'humanité sans que la satiété jamais ne l'atteigne. Cela nous vaut, quand l'insistance des amis vient à bout d'une certaine nonchalance (à moins que ce ne soit l'a-quo-bon), de petites livres délicats et lucides où l'auteur adoucit parfois les heures poisseuses.

Quelque part Giraud parle de Robert Doisneau, son préfacier et vieux complice. « Il est, dit-il, à la chasse de ces secondes d'éternité sachant dire la peine ou le bonheur des êtres; la vie en somme dans ses manifestations les plus ordinaires où l'imprévu montre parfois le bout du nez. » Ces lignes vont comme un gant à celui qui les a tracées. Car Bob Giraud, en la matière, est orfèvre. Des histoires il en connaît des milliers. Son hiver 1988-1989 est du meilleur tonneau.

Passent les ombres des amis disparus : Jacques Yonnet, Desnos, Prévert, Fréhel, Forme, Falet, Vidalie, Cendrars, Brassens... Passent ces personnages qui ont fait leur préface : « Souviens-toi de rire... » Ici, un rapin déclare : « Je suis le plus grand collectionneur de mes œuvres. Je possède 95 % de ma production. » Là, ce sont Roméo et Jacky, des négociants à Montmartre, qui évoquent « la vin de soif », celle-ci justifiant l'abondance. Ailleurs, un sacré buveur explique son tangage de la veille : « Comme d'habitude j'avais bu orz Per-nod. Seulement, hier, le neuvième m'a fait mal. »

On rit à ces histoires. On se régale du style précieux de Giraud, où les mots de la rue sont sertis dans une écriture classique. Mais on ne peut s'empêcher, le livre refermé, de ressentir tristesse et vague à l'âme. « L'orchestre, couvert par l'accordéon, raconte Giraud alors qu'il erre du côté des anciennes halles, entretient l'illusion de la joie de vivre au quotidien. » On ne saurait mieux dire ce que l'on éprouve.

LOUIS NUCERA.

★ LES LUMIÈRES DU ZINC, de Robert Giraud, Le Dilettante, 80 p., 69 F.

LES BELLES ÉTRANGÈRES FINLANDE

8 MAI 1989

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

Direction de la Culture et de la Communication

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

Prendre la Bastille et révolutionner la langue

TOUT finissant ici par des chansons, l'Opéra Bastille reste à prendre. Mais la vague du Bicentenaire n'apporte pas que tracas, ennui ou sujets de mécontentement. Au moins le livre de Jacques Cellard (1) ne néglige ni l'instruction ni le plaisir. Le titre seul est déjà encourageant. Ah ! ça ira, ça ira...

A priori, rien n'interditait de faire référence à la Carmagnole ou à la Marseillaise. Bonne fille, la grammaire a bien orienté le choix. En effet, « grammaticalement parlant, la Carmagnole est l'acte de décès d'un passé haï, la Marseillaise le constat de bonne santé d'un présent glorieux. La « ça ira » est entièrement tournée vers un futur de bonheur fraternel ». Depuis l'avènement de M. Chevènement, il n'est peut-être pas utile de citer la Marseillaise. Qu'on se souvienne : « Madame Veto avait promis de faire brûler tout Paris [au moins deux fois] ! Mais son coup a manqué / grâce à nos canonniers. » Voilà pour le passé épique.

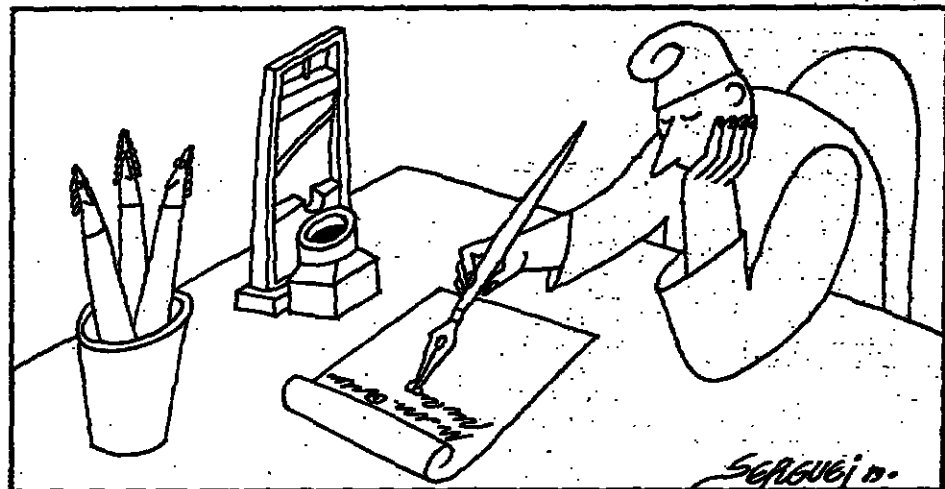
Quant au futur, « Réjouissons-nous, le bon temps viendra... / Tout trouble s'apaisera. » Ce n'est pas « l'immortelle poésie » ; ne méprisons pas pourtant la rudesse de *rou, trou* : l'harmonie promise finira peut-être par se faire entendre.

Bravo donc pour les chansons ! Mais quels sont « ces mots que nous devons à la Révolution » ? Le livre de Jacques Cellard n'est pas une histoire, ni même un dictionnaire, de la Révolution. Son ambition est plus modeste. C'est un lexique des mots que la tourmente révolutionnaire (1789-1799) a créés pour exprimer ce qu'elle vivait, ce qu'elle

rites d'une religion... n'occupant jamais qu'un certain nombre d'individus à la fois et pour un temps limité. La langue, au contraire, chacun y participe à tout instant : et c'est pourquoi elle subit sans cesse l'influence de tous. Ce fait capital suffit à montrer l'impossibilité d'une révolution. La langue est de toutes les institutions sociales celle qui offre le moins de prise aux initiatives », même à de subtiles révolutions comme Staline.

Gérard Antoine n'a donc pas tort de tempérer l'enthousiasme de Ferdinand Brunot, ce grand savant fasciné par « la Grande Révolution » (4). Les géants de 89 « ne firent souvent que donner un essor populaire à nombre de mots » introduits dans le vocabulaire français dès le milieu du dix-huitième siècle. Il faudrait se garder de négliger l'influence de la philosophie des Lumières, des encyclopédistes et de l'Anglais (dés). Jacques Cellard cite, entre autres, *jury, ordre du jour, motion, pétition*, etc. Nos ancêtres étaient moins timorés que nous : de motion et pétition, ils tiraient aussitôt *motionner, motionnaire*, et *pétitionner, pétitionnaire*.

Les traditionnels préfixes et suffixes français sont toujours mis à contribution. Gunder von Proschwitz, auteur de recherches passionnantes sur le vocabulaire de la Révolution (5), mentionne : *anti-, in-, non-, -isme, -iste, -isor, -isar*. En particulier, *-isar* jouit d'un grand prestige ; vous trouverez dans Ah ! Ça ira : *déprériser, athésiser (et déathésiser), déchristianiser, catéchiser, coloniser*. Si quelques-uns ont disparu, il y a encore de beaux restes.



croyait, ce qu'elle sentait, quand notre langue ne lui fournissait pas ce qui aurait convenu ». Même si l'on regrette l'absence, dans l'énumération, de penser ou concevoir, le propos est trop modeste. A la manière de certains dictionnaires qui nourrissent la Révolution (2), Jacques Cellard ajoute aux citations des brassées d'anecdotes. A propos des « grosses têtes » ; mais aussi des « seconds couteaux ».

La quotidienneté de la Révolution en devient même étrangement inquiétante. A Moulins, un bourgeois bien-pensant avait placé sur la guillotine l'inscription suivante : « Aristocrates, riches, égoïstes, affameurs du peuple, tremblez ! Je suis en permission. » On ne risquait pas de l'oublier. En effet, à partir de 1793, « la breloque à la mode est une guillotine miniature ». Tant qu'on avait toute sa tête, rien n'empêchait de parler ses oreilles. Comme on pourrait le croire, le plus inventif n'est pas l'illustre docteur Guillotin, que vous aurez le plaisir de croiser. Non, le prix revient à ce précurseur du concours Lépine, au conventionnel Lejeune, qui « bricole » une guillotine de table pour réjouir ses invités : pris de vin et ivre de joie, il se faisait « apporter à table un poulet vivant », qu'il guillotinait en riant. De quoi vous mettre l'eau à la bouche, ou vous coller la chair de poule.

RESTAIT donc à « révolutionner la langue ». Les grands maîtres de l'art social, comme dit La Harpe, avaient bien bouleversé le calendrier chrétien, envoyé les saints au diable, remplacé les messeurs par des citoyens, et substitué le tu démocratique au vous des aristocrates. Partis d'un si bon pas, nos révolutionnaires rêvaient de mettre à bas « la langue monarchique » et d'imposer « une langue républicaine » (3). Tout comme d'autres, un peu plus tard, ne manquèrent pas d'opposer science prolétarienne et science bourgeoise.

Il est vrai que la langue est aussi une institution : avec ses normes et ses contraintes. Nous le savons bien, nous qui vivons toujours sous la tyrannie du « bon usage ». Pour éviter le pire, un bon citoyen de l'époque n'hésitait pas à proposer une grammaire des sans-culottes.

Seulement, la langue prise en elle-même est par définition une institution démocratique. Comment donc démocratiser ce qui est déjà « l'affaire de tout le monde ». Domage que les révolutionnaires n'aient pas connu le G-d'avant-Ferdinand de Saussure. La leçon est un peu longue, mais elle mérite d'être entendue : « Les prescriptions d'un code, les

On apprendra que le verbe *électriser* a connu un vit succès dans ces temps orageux. Robespierre et Sade l'utilisent avec talent : l'un à l'Assemblée : la chute de la monarchie vient « d'électriser Paris » ; l'autre dans le boudoir : « les idées électrisent l'âme ». Jacques Cellard attribue le premier emploi de ce sens figuré à Robespierre, en 1792. On l'entend, dès 1789, dans la bouche de Mirabeau, qui redoute « d'électriser les soldats français au contact de la capitale » (débat sur le renvoi des troupes, 8-9-11 juillet 1789). Un certain Pussay (6) reconnaît, aussi en 1789, que l'Assemblée n'est pas toujours « sans passions » : « violents » et les âmes s'y électrisent ». Cher Jacques Cellard, l'électrisé était dans l'air bien avant l'élection de Robespierre.

PEUT-ON parler de rupture, ou de révolution dans la langue, lorsque surgissent quelques néologismes caractérisés ? Ou quand reviennent quelques bons vieux mots comme *bourgre* et *fourre* qui servaient de signes de ponctuation à Hébert dans le *Parade des Français* ? Dans l'histoire du vocabulaire français, Gunder von Proschwitz ne décèle ni rupture ni scission entre l'avant et l'après-89 ; mais plutôt unité et continuité. Et pourtant Jacques Cellard note à juste titre que « les contemporains ont été les premiers frappés d'entendre ou de lire sans cesse des mots qui leur étaient inconnus jusqu'alors ». Qu'est-ce qui a donc changé ?

Au moins pour les historiens de la langue et les linguistes, la Révolution n'est ni « consommée » (Mirabeau), ni « terminée » (Barnave), ni « glorieuse » (Saint-Just). A suivre donc, Jacques Cellard sous la main.

(1) Jacques Cellard : *Ah ! Ça ira... Ces mots que nous devons à la Révolution*, Baudouin, 352 p., 129 F.

(2) Linx : « Langue et Révolution », n° 15 (1986), Centre de recherches linguistiques, université Paris-X-Nanterre.

(3) Gérard Antoine : « Lexicographie et Révolution », dans *Corps écrit*, n° 28 (1988), Presses universitaires de France.

(4) Voir l'article de Jean-Claude Chevalier dans le *Monde* du 15 décembre 1988.

(5) Gunder von Proschwitz : « Le vocabulaire politique au XVIIIe siècle avant et après la Révolution. Scission ou continuité ? », *Le Français moderne*, n° 2 (avril 1966).

(6) Moer, numéro spécial « Langues, langue de la Révolution française », n° 16 (mars 1988), Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Maurice DELAFOSSE HAUT-SENEGAL NIGER

Quelques exemplaires retrouvés de ce grand classique de la recherche ethnographique et historique en Afrique occidentale épuisés depuis longtemps, proposés exceptionnellement au public pour 800 FF les 3 volumes.

(1.300 pp., 41 planches groupées 80 clichés, 22 cartes)

Maisonneuve & Larose

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par la réimpression de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

● BIOGRAPHIE

Franz Kafka, groom d'échafaud

Claude David, le biographe, et Pietro Citati, le portraitiste, nous proposent une visite dans le ghetto existentiel de l'écrivain pragois.

IRONIE du destin : Kafka, qui souffrait tant de l'impénétrabilité des choses, est devenu pour le monde moderne une énigme obsédante. En supplant son ami Max Brod de brûler ses manuscrits, pour la plupart inédits, Kafka ne croyait pas priver ses descendants de quelques chefs-d'œuvre. Que signifiait cet ultime vœu d'autoannihilation ? Le dernier avatar de la haine que Kafka se vouait à lui-même ? La révélation d'un orgueil démesuré ? Ou la preuve que Kafka avait obtenu des réponses aux questions essentielles, et que ses écrits lui paraissaient un abominable fatras ?

Cette énigme obsédante qu'est Kafka, Claude David et Pietro Citati ont voulu, chacun à sa manière, la résoudre. Citati, auquel on doit des biographies de Tolstoï et de Katherine Mansfield, manie l'art du portrait avec une séduction toute latine. Au risque de tomber parfois dans la paraphrase de l'œuvre, il nous entraîne dans un poème-fleuve sur Kafka, ce « trapéziste du néant » qui se livrait à des clowneries funèbres et se mouvant dans la vie avec une légèreté tragique, un pessimisme acrien. Citati est un artiste qui commente les acrobaties d'un autre artiste : son Kafka est un théologien qui a su acquiescer une morale et un homme désespérément amoureux, des femmes et de Dieu.

Un homme souterrain

Claude David, le maître d'œuvre des volumes de « la Pléiade » consacrés à Kafka (1), nous introduit, en biographe scrupuleux, dans les arcanes d'une enquête menée avec minutie. Citati s'adonne aux interprétations ; Claude David s'attache bien plutôt à cerner la genèse de l'œuvre. Son Kafka est un homme souterrain, dont la vie a été brisée par son père ; une sorte de héros dostoïevskien qui, malgré sa vulnérabilité apparente, travaille à son œuvre comme un maçon opiniâtre. Claude David est l'arpenteur de l'univers kafkaïen. Il en écarte ceux qu'il considère comme des imposteurs, des témoins mythomanes ou des experts en conversations apocryphes, tel Gustav Janouch, l'auteur du fameux *Kafka m'a dit*. Le boueux Kafka de Citati nous emporte ; l'inquiétant Franz Kafka de Claude David nous retient. Les lire l'un après l'autre ou en passant de l'un à l'autre, c'est le seul moyen d'espérer percer à jour l'énigme Kafka.

Il était né en juillet 1883 à Prague, une ville allemande devenue tchèque en l'espace d'un demi-siècle et que se partageaient trois communautés : les Allemands, les Tchèques et une minorité de juifs. Kafka appartenait à cette dernière, parlait allemand et ne lisait pas la littérature tchèque (pas même Jaroslav Hasek). Il se lança, sur l'ordre paternel, dans des études de droit, passa son doctorat et se fit engager à l'Institut pragois d'assurances, où il demeura jusqu'à la fin de ses jours sans faillir à sa réputation d'ange bureaucrate, méticuleux et triste, vêtu d'un éternel costume bien foncé.

La vie ne lui apporta rien, elle ne lui apporta aucune expérience — il avait ce mot en horreur : il se sentait encore trop enfant pour se colletter avec l'existence, et déjà



Kafka
ange
bureaucrate,
méticuleux
et triste.

trop vieux pour tenter quoi que ce fut.

Il se sentait coupable. Pendant que les innocents dormaient, lui ne trouvait pas le sommeil. L'insomnie était sa peine à perpétuité. Parfois, il se croyait pourtant désigné pour être l'un des veilleurs dont chaque siècle a besoin. Son ami Max Brod, rencontré en 1902 lors d'une conférence que celui-ci donnait sur Schopenhauer, le confortait dans cette opinion, avec l'espoir aussi de le sortir de sa léthargie mélancolique. « *Mieux vaut mourir à pleines dents dans la vie que de se morfondre la langue* », se disait alors Kafka, sous l'influence de l'enthousiasme, du blagueur, du jovial Max Brod. Mais les moments de rémission ne duraient pas : quand il rentrait dans sa chambre tapissée d'angoisse, la présence de son père, le choucas maudit (« Kafka » désigne en tchèque cet oiseau noir à la nuque grise), rendait l'atmosphère de la maison étouffante.

Hermann Kafka était l'exemple du commerçant parvenu, opportuniste et méprisant, qui tyrannisait ses employés, les appelant ses « ennemis payés ». Franz lui écrivait une déclaration de haine dans sa *Lettre au Père*, mais il n'en considéra pas moins le vieux despote avec un mélange de pitié et de tendresse.

Un rat de l'écriture

« *Je ne puis aimer que ce que je peux placer si haut au-dessus de moi qu'il me devienne inaccessible* », écrivait Kafka dans son *Journal*. Avec la raisonnable, la bourgeoise Felice Bauer, il avait bien cru trouver la femme idéale.

Il y eut, quelques années plus tard, la fameuse rencontre avec Milena Jesenska, l'intellectuelle, la journaliste. Il y eut, les derniers mois de 1923, un an avant la mort de Kafka, la passion lumineuse pour Dora Diamant, une juive polonoise de vingt ans, pleine d'allégresse et de joie de vivre. Il y eut, surtout, l'intermède tragique avec Julie Wohryzek, la modiste fragile, qui souffrait d'une maladie mentale. Kafka, se sentant lui-même si proche de la folie, n'en parlait qu'avec une grande pudeur et beaucoup de superstition.

Kafka cherchait auprès de ces femmes un refuge qui le protége-

rait des informateurs de l'angoisse, ces indices qui réussissaient toujours à le dénicher, même quand il se cachait dans son « terrier » pour écrire. Il n'était pas destiné à se marier, à avoir des enfants, à faire prospérer une entreprise conjugale : il avait choisi d'être un « habitant de la cave », un rat de l'écriture qui n'avait besoin que d'une plume et d'une lanterne pour survivre.

Il se cramponnait à sa table de travail. Des boules de cire dans les oreilles, il refusait d'écouter la mélodie des sirènes. A quoi bon feindre ? Il savait bien, lui, que les sirènes s'étaient tuées ; il ne croyait plus au chant des ancêtres ni au pouvoir d'invention du verbe. Le temps était à la prose, à une langue anémique, d'autant plus forte qu'elle paraît dévitalisée, d'autant plus mystérieuse qu'elle coule comme une eau limpide. Tout art qui entraîne, qui enivre et relève de la duperie.

C'est été un mensonge de poser à l'écrivain assimilé quand on porte en soi un ghetto jamais assaini. La langue de Kafka, disait Marthe Robert, s'est installée dans la précarité : elle est le témoignage de cette « diaspora intérieure » qui déchiquetait son âme. Kafka se sentait d'ailleurs le frère de tous les exilés. Les juifs de l'Est avaient sa sympathie, eux qui, dans leur humble spontanéité, se distinguaient des juifs d'Occident, ces créatures mutilées par leur désir d'intégration. Kafka était même capable de mettre en scène, dans l'Amérique, un immigré à la solennité comique, groom d'ascenseur dans un vaste complexe hôtelier, et qui semble échappé d'une séquence de Charlie Chaplin. Philip Roth, qui avait l'intuition du comique kafkaïen, rêvait d'un film tourné d'après *Le Château*, dans lequel Groucho Marx tiendrait le rôle de l'arpenteur K.

Un pèlerin du désert

Personne ne dort sur le chemin qui mène de la prison à l'échafaud. Alors pourquoï, se demandait John Donne, dormons-nous tous de l'intérieur à la tombe et nous laissons-nous conduire de cellule en cellule sans nous réveiller ? Kafka avait voulu sortir l'homme du grand sommeil dans lequel il a sombré, et qui l'oblige à agir comme ce condamné de la *Colonne pénitentiaire*, à l'air si caninément résigné qu'il suffisait de siffler pour le faire venir à l'heure de l'exécution. Kafka était devenu un pèlerin du désert, traversant tous les séismes de la conscience et toutes les frontières que les hommes ne franchissent qu'en immigrants légaux : les frontières

de la solitude, de la torture, de la démence et de la mort.

Au sanatorium du docteur Hoffmann à Kierling, le pèlerin touchait à l'horizon du monde. Il s'accrochait au projet d'un voyage en Palestine. Cette « *Chimère du désespoir* » était la seule nourriture qui lui restait : une tuberculose du larynx le condamnait presque à mourir de faim et de soif. Il rêvait de boire un verre de bière sur une plage ensoleillée en compagnie de son père, avant de prendre le bateau pour la Palestine et d'aller ouvrir là-bas un restaurant... Mais il n'était qu'à quelques pas de l'échafaud, aussi il se retourna et dit : « *Docteur, donnez-moi la mort, sinon vous êtes un assassin.* »

ROLAND JACCARD.

★ FRANZ KAFKA, de Claude David, Fayard, 340 p., 120 F.

★ KAFKA, de Pietro Citati, traduit de l'italien par Brigitte Pérol, l'Arpenteur, 321 p., 95 F.

— Trois nouvelles traductions de la *Métamorphose* ont été récemment publiées : elles viennent notamment amender celle d'Alexandre Vialatte, datant de 1936 : par Bernard Lortholary, en GF-Flammarion (n° 510) ; par Brigitte Vergne-Cain et Gérard Rudent, dans la collection « Les langues modernes » au Livre de poche ; par Jean-Jacques Bria, aux Éditions du Franc-Dire (2, chemin du Charnet et du Carrosse, 78470 Saint-Lambert-des-Bois). Ces deux dernières traductions sont accompagnées du texte allemand.

(1) Le quatrième volume doit paraître début mars.

La nouvelle biographie

de
PIERRE
ASSOULINE



Pierre Assouline

Albert
Londres

Vie et mort
d'un grand
reporter
1884-1932



après Dassault, Gallimard,
Jardin, Kahnweiler

BALLAND

UNE EXPOSITION
UN PEINTRE

GAUGUIN

UN AUTEUR

FRANÇOISE CACHIN

UNE COLLECTION

DECOUVERTES GALLIMARD

GALLIMARD ET LA REUNION DES
MUSEES NATIONAUX ONT CHOISI
DE S'ASSOCIER POUR PUBLIER DANS
LA COLLECTION DECOUVERTES
GALLIMARD DES LIVRES AU
FORMAT DE POCHE QUI SONT AUSSI
DE MERVEILLEUX LIVRES D'ART



Découvertes Gallimard

On n'a jamais vu autant de choses entre la première
et la dernière page d'un livre.

Qui a écrit le Dictionnaire critique de la
Révolution Française ?

Comment préparer un week-end à New-York ?

هكذا من الأصل

● ESSAIS

La nouvelle trahison des clercs

par DANIELLE SALLENAVE

UNE des questions les plus énigmatiques et les plus préoccupantes de notre siècle est celle de l'attachement des intellectuels à la culture : autrement dit, celle de la trahison des clercs.

A la fin du siècle dernier, cent ans après les Lumières, qui avaient associé dans le même mouvement culture et émancipation, un premier renversement s'opère : l'idée se fait jour, principalement dans les mouvements anarchistes, que la culture est le produit des intérêts particuliers des classes privilégiées, le masque de leur domination et le lieu où se reproduit et se perpétue la structure d'une société fondée sur l'exploitation.

Toute une part de la « pensée 68 » a été la révélation de ces pseudo-certitudes sur fond de culpabilité : la culture est un privilège dont la destruction contribuera à éradiquer une classe condamnée par l'histoire. Il n'est que trop vrai que la participation à la culture — aux œuvres de l'art et de la pensée — est demeurée trop longtemps et trop exclusivement l'apanage des classes dominantes ; mais l'erreur fatale, le piège où sont tombés bon nombre d'intellectuels est de croire que la suppression de ce privilège passe par la suppression de la culture et non par la suppression des obstacles qui en tiennent écartés la grande masse des déshérités. Ainsi est né ce que Leszek Kolakowski a décrit comme « l'aberration à laquelle sont enclins les intellectuels une fois qu'ils ont réussi à se persuader que la solidarité envers les classes opprimées exige qu'ils admettent et non qu'ils corrigent ce qui a été la plus grande infortune de ces classes : leur incapacité à participer au développement de la culture spirituelle » (*L'Esprit révolutionnaire*).

Depuis lors, la sociologie de la culture n'a cessé de reprendre et d'amplifier ce thème, lui donnant la caution scientifique qui lui manquait, effaçant, du moins en apparence, les fondements politiques qui le sous-tendaient, brodant au fond toujours sur le même motif : la fréquentation des œuvres dépend pour chacun de son niveau scolaire et de la place qu'il occupe dans l'appareil de production. Mais de cette constatation trop souvent vérifiable (malgré des exceptions), deux conséquences peuvent être tirées et qui sont de sens rigoureusement opposés.

La première consiste à déplorer que l'inégalité sociale se double presque toujours d'une injustice culturelle, qu'une juste répartition des richesses culturelles offre aux uns la Recherche du temps perdu, tandis que la grande masse est condamnée à *Nous Deux*, à *Confidences* et aux « Sécrètes soirées » télévisuelles, et que la participation aux œuvres supérieures de la

culture et de l'esprit soit réservée à un petit nombre d'héritiers.

La deuxième est, à l'inverse, celle du nihilisme culturel : les prétendus valeurs de culture ne sont que les valeurs au moyen desquelles on traite (ou revendique) son appartenance de classe. Il est donc vain de tenter d'opérer une distinction entre les grands livres et les autres, entre les bons films et les autres, entre un Crémone et les Poulbots de la Butte : plus vain encore de revendiquer pour ceux qui en sont exclus l'accès à la « culture cultivée ». Si l'on ajoute, de surcroît, que les livres ne sont rien d'autre que la lecture qu'on en fait (1), que c'est elle qui m'ennuie et non le livre que je lis, et qu'une heureuse diversité démocratique accorde à la dactylo de trouver dans *Vieilles* le soir de ses noces la nourriture spirituelle que d'autres reçoivent d'Anna Karénine, l'éloge des différences et de la créativité se mue en consentement aux inégalités.

Le triple idéal du dix-huitième siècle

Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer que l'intellectuel né des Lumières, successeur de ceux qu'elles nomment le « philosophe », ait pu rompre à ce point avec le triple idéal du dix-huitième siècle européen : arracher l'homme à toutes les formes de sujétion, l'émanciper du poids de la nature, des idées et des dieux, et ne pas plus s'accommoder de l'inégalité culturelle que de l'injustice sociale ?

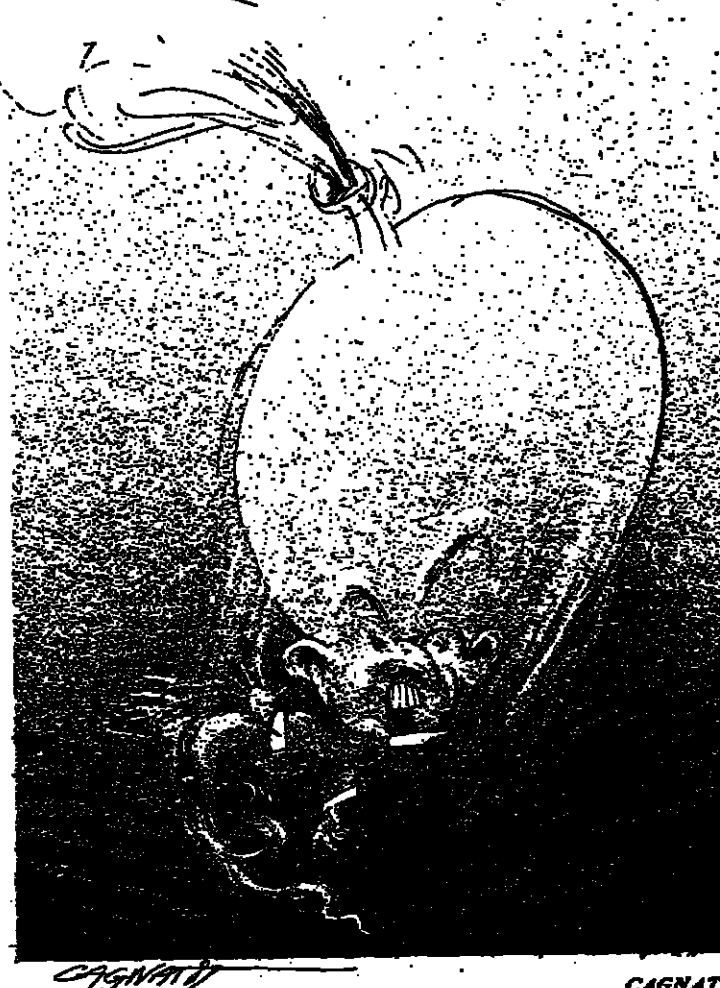
Sans doute a-t-on cessé de proclamer que la culture est une faute dont il faut se laver, et non une chance qu'il faut offrir à un grand nombre ; mais c'est parce qu'elle n'est plus dénoncée ni l'une ni l'autre. La culture a cessé d'être politiquement réprouvée pour mieux disparaître, confondue au nombre des habitudes, des manières, des styles de vie : les « cultures sportives » peuvent alors légitimement tenir tête à la « culture cultivée » (2). Chaque fois qu'il réfléchit sur la culture, le « parti intellectuel », comme aurait dit Péguy (la sociologie universitaire et les médias), semble d'abord exclure, peut-être pour ne l'avoir jamais expérimenté, qu'elle puisse être une force d'arrachement à soi, à ses déterminations, à la vie ordinaire, à la même répétition des jours et des tâches.

Significatif à cet égard le livre de Christian Baudet et Roger Establet, *Le Niveau monte* (2), ainsi que l'accueil immédiatement élogieux qui lui a été fait. Sans doute peut-on accorder que le « niveau » n'a peut-être pas baissé, s'il s'agit de la quantité d'informations dont dis-

pose, aujourd'hui, le citoyen des démocraties modernes, l'habitant des villes saturées de messages audiovisuels. Mais information n'est pas formation, le « niveau culturel » d'un homme, d'une nation, leur niveau d'éducation, n'est pas celui de l'étagère d'un livre mesuré par une colonne graduée sous un pont. Le « niveau » d'éducation est ce qui fait qu'un homme peut être dit, ou non, formé, c'est-à-dire capable d'exercer en toutes circonstances une pensée libre, ce qui ne se mesure pas.

qui la fait » (Hans-Georg Gadamer, *Vérité et Méthode*).

Nous n'avons pas fait un pas depuis 68 : une fois de plus, le parti intellectuel a pu faire état de l'oubli ou est tombée la culture. Que se taisent les profs, pleureuses nostalgiques et vieux cons, menu froin des collégiés : le gratin des journaux et des hautes études a parlé. Et c'est la même dégradation de la culture. Hier, politique : c'était le thème de l'auto-accusation des intellectuels tiers-mondistes.



La tyrannie du quantitatif, du statistiquement mesurable, pèse sur tout le livre : purement quantitatives, les preuves que monte le « niveau culturel » des bacheliers. La fréquentation croissante des musées et des expositions, pour ne prendre que cet exemple, prouve surtout l'augmentation statistique du nombre des habitants des grandes villes, l'allongement de la durée des études et la mutation des loisirs, elle n'assure pas que s'ouvre cette brèche par où l'expérience de l'œuvre d'art transforme celui

Aujourd'hui, technique : et c'est la célébration des « cultures sportives » : « *Wanderer contre Virgile* ». Tout dernièrement, moraliste : puisque Buffon et Voltaire ont décrit les Noirs comme des singes, puisque Sénèque et Platon étaient partisans de l'esclavage, cessons de lire Platon, Sénèque et Buffon (3). Sur fond d'idéologie moderniste, d'anticolonisme et d'éloge démagogique des différences, ces nouveaux gardes rouges appellent aujourd'hui, non plus au meurtre des profs ou aux bûchers de livres

mais, sur les ruines de la culture libératrice, à se libérer du poids de la tradition, de la culture, de la pensée des auteurs du passé et de la tyrannie d'une « orthographe élitiste et déshérente ». (*Le Niveau monte*, p. 151.)

A l'idée de culture comme procès émancipateur s'est substituée celle d'une collection d'œuvres non hiérarchisée (il n'y a pas de « bonne littérature »), ou d'un héritage à trier (« à droite les racistes, à gauche les antiracistes »), voire d'un legs qu'on peut globalement refuser : ce qui s'y perd irrémédiablement, c'est l'idée d'œuvre, comme création et liberté.

Un mouvement d'arrachement

Qu'est-ce qu'une œuvre ? L'œuvre est un commencement absolu : il y a dans le monde grâce à elle quelque chose qui n'y était pas. Tout objet culturel humain n'est pas une œuvre : seules les œuvres résultent d'un mouvement d'arrachement au soi, aux traditions, à l'enseignement. L'œuvre est un exercice de la volonté non technique : du désir de durer ; de la décision de « s'y mettre » à laquelle nul autre que vous ne peut répondre. L'œuvre s'enracine dans la conscience du temps perdu, de la vie qu'on perd en travaillant à la gagner. Ainsi l'œuvre est la réponse à ce que Nietzsche appelait le « *Lebensnot* » : le « *besoin de vivre* », qui n'est pas la misère tout court — celle-là demande d'autres réponses et d'autres solutions que celles de l'œuvre, mais la misère terrible d'une existence circulaire, piégée par la nécessité, et dont toutes les forces sont consacrées à l'entretien de la vie.

En se mettant à l'école de l'œuvre, le sujet s'offre à devenir autre. Si la culture est donc d'abord Bildung, formation, elle doit être une expérience de l'œuvre. Car l'expérience de l'œuvre n'est pas la référence, la soumission aux « grandes œuvres » conçues comme des modèles figés, elle n'est pas la révérence d'une autorité. Rencontrer l'œuvre, faire l'expérience de l'œuvre, c'est accepter d'en être transformé, transformé par ce qu'elle est : une œuvre.

Je ne fais pas ici l'éloge de la « vie créative » en l'opposant à la « vie ordinaire » : l'expérience de l'œuvre n'est pas réservée au créateur. L'expérience de l'œuvre, ou des œuvres, est une connaissance du monde et de soi, elle nous associe au mouvement d'arrachement dont elle est née. Elle enseigne une idée du monde où le monde ne serait pas conçu comme une proie à saisir, une matière à transformer, le lieu d'exercice de la ruse et du cal-

cul. Mais comme un lieu où quelque chose advient et, dans sa splendeur muette et fugitive, est indiscutablement là : le lieu que le vent remue doucement sur le coin de vieux mur ; ces papiers qu'il agite à l'arrêt de l'autobus ; l'oiseau qui s'écrase au bord d'une fissure ; elle nous apprend, dit Rilke, à nous tenir « en face » du monde.

C'est ainsi que l'œuvre éduque : c'est ainsi qu'elle enseigne à se déprendre de soi, à cesser d'être un sujet « éternellement désirant ». Le monde n'est pas à notre disposition, il n'a pas été créé pour notre bon vouloir : par la fréquentation de l'œuvre (des œuvres) l'homme apprend à retrouver ce regard par où, selon Rilke toujours, la création « regarde dans l'Ouvert ».

La culture n'est alors que l'autre nom de la « vie révisée », de la « vie réfléchie » : elle est ce par quoi l'homme peut rompre avec l'existence présente, livrée à elle-même sans le secours des livres. Mais quand la culture n'est plus désolée mais pour le « parti intellectuel » ce qui abat les idoles et les dieux, mais la dernière idole à abattre, quand le parti intellectuel révèle cyniquement qu'il a renoncé à voir dans la culture autre chose que l'instrument de sa puissance et le lieu de sa domination, on peut craindre qu'effectivement le beau mot d'intellectuel ne soit plus désormais autre chose qu'une énorme imposture.

La nouvelle « trahison des clercs » a bien commencé, et on aurait tort de fêter trop vite la disparition d'une des figures modernes de l'intellectuel, née à la fin du siècle précédent : l'intellectuel masochiste, qui pour ne plus être un « chien de garde » et se fonder « organiquement » dans le prolétariat, était prêt à renoncer, non sans déchirement, à sa définition, à ses valeurs, à son essence. Car il y a fort à parier que celui qui lui succède est probablement pire : complaisant ou agent d'un barbare décevant, idole du « fait accompli », collaborateur consentant d'une modernité qui confond la civilisation avec le progrès technologique.

(1) « Il n'y a pas de mauvais lectures » (Jacques Leclercq, *L'Esprit* 13.01.89).

(2) Christian Baudet, Roger Establet, *Le Niveau monte*, Seuil, 198 p., 85 F. (*Le Monde* du 7 janvier).

(3) On lira sur ce point avec intérêt le livre de Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine* (voir en page 13 et ci-dessous la critique de Thomas Ferençzi).

● Danielle Salenave lira un de ses textes inédits, accompagnés à la contrebasse par Francis Marmande, à la Terrasse de Gutenberg (9, rue Emile-Castelar, 75012 Paris), le 5 février à 20 heures.

Les antinomies de Tzvetan Todorov

(Suite de la page 13.)

Ailleurs, Lévi-Strauss dénie à l'ethnologie tout droit au jugement, estimant que les choix opérés par les sociétés humaines dans la gamme des possibilités qui leur sont ouvertes « se valent ». « Voici que le programme universaliste général s'avère porteur d'un relativisme éthique radical », commente Todorov. Pourtant Lévi-Strauss n'hésite pas à opposer des sociétés « authentiques » à des sociétés « inauthentiques » : « Est-ce encore ne pas juger ? », interroge l'auteur.

Dans *Race et culture*, Lévi-Strauss, on le sait, se prononce contre le croisement des cultures par crainte d'une homogénéisation mortelle. Ne faut-il pas distinguer deux types d'universalisme, demande Todorov, l'un, négatif, qui méconnaît les différences, l'autre, positif, qui permet le dialogue avec les « autres » ? On voit comment, sur la base d'une critique minutieuse des textes, l'auteur s'efforce de faire avancer sa propre réflexion.

On pourrait, en suivant Todorov, multiplier les exemples.

Décrire la manière dont l'idéologie raciste, que l'auteur préfère appeler le « *racisme* » pour la distinguer du racisme proprement dit, qui désigne un comportement, s'est développée chez Buffon à partir d'une conception unitaire de l'homme, qui a fait place à une hiérarchisation débouchant en fin de compte sur des inégalités de nature. Rappelons que, pour Gobineau, la « *race d'élite* » a tendance à s'assimiler les autres, tandis que ce mélange a pour effet de provoquer sa perte. Montrer que le nationalisme de Tocqueville le conduit à accepter, à propos des Arabes d'Algérie, ce qu'il dénonce à propos des Indiens d'Amérique. Souligner chez Péguy l'antinomie de l'humanisme et du patriotisme. Noter la coexistence chez Chateaubriand d'une vision universaliste et d'un projet égocentrique. Relire aussi Renan, Michelet, Barrès, Loti ou Segalen. On découvrirait chez tous ces écrivains des glissements, des retournements, des changements de cap, qui attestent leur impuissance à aller jusqu'au terme de leur logique.

Todorov n'en épargne que deux, qui esquissent, selon lui, une solution : Rousseau qui s'interroge, sur la relation entre l'homme et le citoyen, et surtout Montesquieu qui cherche à mesurer dans l'*Esprit des lois* « le degré de l'universel et celui du relatif ». C'est ce qu'essaye de faire à son tour l'auteur en plaçant pour un « *humanisme bien tempéré* » ou encore un « *humanisme critique* » qui donne « un sens nouveau à l'exigence universaliste » en se fondant sur deux principes. L'un est que, si les hommes sont influencés par leur environnement, ils ont en commun « la capacité de refuser ces déterminations » par l'exercice de leur liberté. L'autre est que l'unité du genre humain s'accompagne de l'hétérogénéité du corps social, de sorte qu'on peut, sans proclamer la supériorité d'une culture sur une autre, les comparer et « trouver plus à louer ici, à blâmer là ».

Cette reconnaissance du pluralisme ou de ce que Montesquieu appelle la « *modération* » paraît peut-être décevante au terme d'une si longue enquête mais, si on la prend au sérieux, elle ouvre un chemin qui n'est pas celui de la facilité.

THOMAS FERENCZI

★ NOUS ET LES AUTRES, de Tzvetan Todorov, le Seuil, 458 p., 140 F.

Michel Foucault, l'énigmatique

La publication des cours du philosophe atteste sa présence multiple et déconcertante

Il comptait plus que le succès. *L'Histoire de la folie*, *Les Mots et les Choses*, *Surveiller et punir*, les volumes enfin de *L'Histoire de la sexualité*, entre autres, ont fait de Michel Foucault... comment dit-on ? une sorte de star. Pas seulement un auteur célèbre, guetté par les libraires, traduit en de multiples langues et fêté par la presse. Pas vraiment un maître à penser, pas non plus un chef d'école. Quelque chose d'autre, plus malaisé à définir. Une présence multiple, déconcertante, furtive et rusée, toujours délibérément instable, souverainement à l'aise dans de singuliers porte-à-faux : entre le travail d'historien et celui de philosophe, entre la recherche la plus savante et les luttes les plus subversives, entre l'austérité des archives et les séductions de l'écriture.

Depuis sa disparition prématurée en 1984, à soixante ans, la présence de son œuvre n'a pas faibli. Mais l'énigme qu'elle constitue demeure. Car on est encore loin de pouvoir se faire une idée exacte des parcours de Foucault dans leur totalité. Une quantité de positions testamentaires du philosophe, sans parler d'une masse considérable de textes au statut mal défini : entretiens, notes de cours, transcriptions d'enregistrements, faites par des auditeurs,

etc. Faute d'une édition critique et fiable de ces documents — qu'on risque d'attendre longtemps — la publication des résumés de cours figurant dans l'annuaire du Collège de France est du plus haut intérêt (1).

Les jalons d'un itinéraire

On peut en effet y repérer les principaux jalons de l'itinéraire qui, de 1970 à 1984, conduisit Foucault du problème général de la « *volonté de savoir* » (que désigne au juste ce mécanisme moteur de l'Occident ? comment s'est-il agencé, modifié, plié à différents régimes ?) à la question de la constitution du sujet individuel, par le biais du « *gouvernement de soi* » et des exercices spirituels pratiqués par les philosophes grecs et latins. Le fil rouge de ce parcours, c'est finalement l'idée que la vérité n'est toujours que le produit d'un jeu de forces, le résultat d'un agencement — complexe, singulier, mobile — de pouvoirs en lutte, et non quelque réalité incorruptible ou éternelle.

Année par année, la sécheresse de ces épreuves donne à voir un programme qui, sous le foisonnement des analyses ou le chatoiement du style, n'apparaît pas toujours sous une lumière si crue dans les

ouvrages ou les articles publiés. Ce qui ne signifie pas que ces résumés de cours soient une lecture aride. Foucault s'y permet, çà et là, des familiarités, des impertinences, ou quelques effets de style, inhabituels dans ce genre convenu.

Cela n'empêche pas que ce petit volume, dont chaque chapitre peut s'étudier séparément, si on le lit d'un trait, donne le vertige. Est-ce parce que chaque cours projette, avec une démesure allègre, assez de travail pour plusieurs vies ? Non. Il y a là, au contraire, une incitation à la recherche extrêmement stimulante. Ce qui déroute, ce sont plutôt les ruptures, les changements de cap, de domaine, de période, de méthode même... dont la clé, en fait, demeure ici absente. Théoricien des singularités, Foucault serait-il un philosophe discontinu ?

ROGER-POL DROIT

★ RÉSUMÉ DES COURS 1970-1982, de Michel Foucault, Julliard, coll. « Conférences, essais et leçons du Collège de France », 174 p., 75 F.

(1) En même temps que les cours de Michel Foucault, qui inaugurent cette nouvelle collection, paraît le texte d'une conférence de Jacques Lacan sur *Edgar Poe et les poètes français*, prononcée en 1955. Préfacé par Yves Bonnefoy, ce texte est suivi d'une conférence inédite de Paul Valéry, datant de 1922, sur *Les Mots d'Edgar Poe* (132 p., 70 F.).

Quels sont les livres disponibles sur Gauguin ?

ELECTRE répond à toutes ces questions, et à bien d'autres encore !



Carlo Ginzburg

Les vertus de la méthode Ginzburg

En réunissant sept articles superbes, l'historien italien fait à sa manière œuvre d'« ego-histoire ». Mais, au-delà, il interroge avec originalité le statut de la connaissance historique.

Assembler en un seul volume des textes écrits à vingt-cinq ans de distance, l'historien court toujours un double risque : soit montrer que depuis longtemps il ne fait que se répéter, soit exhiber ses erreurs et ses erreurs. Les trajectoires qui résistent à l'épreuve ne sont pas nombreuses. Celle de Carlo Ginzburg est de celles-ci. Non que les sept essais qu'il propose, publiés entre 1961 et 1986, dessinent un parcours sans repentirs ni impasses. A preuve le bel article de 1976 intitulé « Le haut et le bas », première et unique pierre d'un projet abandonné qui voulait caractériser en son universalité le maniement de ces notions accolées. Mais ce qui frappe dans la démarche est l'étonnante constance avec laquelle Carlo Ginzburg fait retour, en les déplaçant, sur les questions qui le passionnent depuis son premier travail (ici repris) consacré aux procès de sorcellerie jugés par l'inquisition de Modène aux commencements du seizième siècle.

La névrose de l'homme aux loups

De cet article à son livre en préparation sur le sabbat, en passant par les deux ouvrages qui l'ont fait connaître, les *Batailles nocturnes* et le *Fromage et les Vers*, Ginzburg a toujours été fasciné par l'étonnant dialogue qui se noue, dans les archives inquisitionnelles, entre des juges férus de démonologie, experts en pacte diabolique et rituel sabbatique, et des accusés qui ne se reconnaissent pas dans ces constructions savantes (1). Les confessions des sorciers et sorcières, arrachées au terme d'une procédure longue et brutale, sont donc toujours des « compromis », conformes aux attentes des inquisiteurs, qui ont la force pour eux, mais aussi troués, çà et là, par l'aveu de croyances irréductibles au savoir des clercs.

Il en va ainsi du « très vaste fonds de croyances d'origine chamanique » que Ginzburg avait rencontré en Frioul à la fin du seizième siècle et qu'il retrouve comme le socle mythique de la névrose de l'homme aux loups analysé par Freud. Celui-ci, comme les *bandanti* frioulais (c'est-à-dire « ceux qui partent pour le bien »), comme les loup-garous du monde slave, est « pé coiffé », la tête recouverte par la membrane fatale, et, qui plus est, le premier jour du cycle, folkloriquement intense, qui va de Noël à l'Épiphanie (2). En d'autres temps et d'autres lieux, le patient de Freud (un jeune Russe d'une famille de grande bourgeoisie) aurait peut-être, en esprit, accompagné les morts dans leurs processions nocturnes et livré bataille aux sorciers pour que la terre soit fertile et l'année abondante. Mais « au lieu de devenir un loup-garou, il devient un névrosé, au bord de la psychose ».

Il y a, chez Carlo Ginzburg, une très forte attirance pour les continuités folkloriques millénaires, les substrats de croyances communes aux mythologies les plus éloignées, les invariants anthropologiques repérables en deçà des accidents historiques. La

tentation n'est pas sans paradoxe pour un historien dont le nom est attaché à la pratique d'une forme d'histoire, la *microstoria*, qui privilégie le singulier, l'écart, la différence. Récusant le mode de généralisation habituel aux historiens, satisfaits lorsqu'ils ont établi la représentativité statistique de la population ou du corpus qu'ils étudient, Ginzburg propose des mises en relation tout autres et plus audacieuses. Retrouver la culture commune, dans sa plus profonde épaisseur, ne s'obtient pas en construisant des moyennes, mais en reconnaissant, dans l'expérience la plus particulière, des pensées partagées, autrement inaccessibles. C'est justement par sa distance à l'ordinaire qu'un cas singulier, historiquement localisé, peut révéler les croyances enracinées et les catégories primordiales.

Une telle démarche est-elle légitime pour l'historien ? La question n'a point quitté Carlo Ginzburg depuis ses premiers essais. Elle est au cœur de l'essai, fort contesté, qu'il a consacré au livre publié par Georges Dumézil, en 1939, sous le titre *Mythes et dieux des Germains* (3). Cette attaque polémique, dénonçant les complaisances supposées de Dumézil à l'égard des thèses mythologiques de la « science » ou de la propagande national-socialiste, il faut la lire, je crois, comme une interrogation que Ginzburg s'adresse à lui-même : comment postuler l'existence de noyaux mythiques stables, de fonds de croyance perdurables, de fondements de civilisation, sans pour autant considérer ces continuités de très longue durée comme portées par une hérédité phylogénétique (à la manière de Jung) ou par une identité raciale, perpétuée en sa pureté ?

Les preuves et la vérité

L'analyse consacrée dès 1966 à Aby Warburg et aux historiens de l'art qui furent ses proches et ses disciples — Saxl, Panofsky, Gombrich — permettait de définir les conditions et les instruments d'une interprétation qui, tout en identifiant la permanence de certaines formes et formules, présentes dans des situations fort éloignées par le temps ou l'espace, se donnait pour objet principal l'inscription des œuvres dans leur contexte de production (4). De là, face aux lectures purement stylistiques des œuvres, le primat donné à l'analyse iconographique, à l'étude des commandes et des commanditaires, à la restitution des conventions de déchiffrement. L'essai, republié dans le recueil sous le titre « Titien, Ovide et les codes de la représentation érotique au seizième siècle », donne à petite échelle une démonstration des vertus de la méthode qui fonde le livre, publié en 1981, sur trois œuvres majeures de Piero della Francesca.

A confronter ainsi plusieurs séries de données, appartenant à des ensembles disjoints, une question nécessairement surgit : qu'est-ce que prouver en histoire ? Pour assurer sa scientificité, la discipline a apporté deux réponses successives. La première, de type

philologique, arrime la vérité du discours de l'historien à sa capacité de critiquer les documents qu'il utilise et, ainsi, d'établir l'authenticité des faits qu'il rapporte. Mais écrire de l'histoire est toujours construire un récit et produire une interprétation à partir de données vérifiées. Comment donc postuler que ce récit entretient un rapport de vérité avec la réalité enfuie dont il entend rendre raison ? D'où, dans les années 60, l'ordinateur aidant, la tentation de soumettre l'histoire à un paradigme « galiléen », mathématique, statistique, établissant avec une absolue certitude relations et généralisations.

Naïve illusion

Dans un article fameux, qui constitue le centre du recueil, Carlo Ginzburg a fissuré cette naïve illusion. D'abord en rappelant que l'histoire est toujours une connaissance indirecte, un savoir conjectural, une démarche avant tout fondée sur la collecte et l'interprétation d'indices. Son modèle n'est pas le physicien en son laboratoire, mais Freud à l'écoute de ses patients ou Sherlock Holmes sur la piste du coupable. L'histoire fait fausse route en croyant fonder son statut de vérité sur les rigueurs du chiffre et des lois puisqu'elle appartient à un autre paradigme de la connaissance qui infère les causes des effets et tient pour pertinentes les différences individuelles.

Cela ne veut pas dire qu'elle est une fable, tout au contraire, mais la question qu'elle doit poser est celle-ci : à quelles conditions les récits composés à partir des indices collectés et critiqués peuvent-ils être tenus comme des figures possibles de la réalité dont ces indices sont la trace ? A condition d'être plausibles, cohérents et explicatifs, répond Ginzburg. Chaque terme, bien sûr, fait problème, mais ils jalonnent la seule voie possible pour penser l'histoire comme une connaissance d'un ordre particulier, à distance des strictes régularités des savoirs exacts comme des livres inventions de l'œuvre de fiction.

ROGER CHARTIER.

* MYTHES, EMBLÈMES, TRACES, *Morphologie et histoire*, de Carlo Ginzburg, traduit par Monique Aymard, Christian Paoletti, Elsa Bonan et Martine Saacini-Vignat, Flammarion, 307 p., 125 F. Le même recueil avait été publié en italien par Einaudi en 1986.

(1) Sur ces deux livres, voir notre note « L'histoire au singulier », *Critique*, 404, janvier 1981, pp. 72-84.

(2) Signalons à ce propos la récente publication, aux éditions A. et J. Picard, du volume du *Manuel de folklore français contemporain*, d'Arnold Van Gennep, consacré au cycle des douze jours.

(3) La vive réplique de Georges Dumézil à l'article de Carlo Ginzburg a été publiée sous le titre « Science et politique. Réponse à Carlo Ginzburg » dans *Annales ESC*, 1983, pp. 985-989.

(4) On regrettera que, dans cet essai, toutes les références aux ouvrages et articles cités soient faites à leurs traductions italiennes — ce qui ne facilite guère la tâche du lecteur français qui voudrait se reporter soit au texte dans sa langue originale, soit aux traductions françaises existantes.

Batailles d'Italie

DE livre en livre, Carlo Ginzburg a édifié une œuvre qui a fort ébranlé l'historiographie italienne. Elève de Delio Cantimori, le grand spécialiste des hérétiques italiens de la Renaissance, venu d'une histoire intellectuelle fondée sur les sévères disciplines de la philologie, il a proposé à la corporation des historiens une révision drastique de ses manières de faire. Celle-ci n'a pas toujours bien réagi à la proposition.

Si le premier livre de Ginzburg, publié à l'âge de vingt-sept ans en 1966, traduit en français en 1980 par un éditeur perspicace et provincial, Verdier, sous le titre *Les Batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires en Frioul XVI-XVII siècles* (disponible maintenant dans la collection « Champs » de Flammarion) n'a guère suscité de polémiques, il n'en a pas été de même des ouvrages suivants : le *Fromage et les Vers*, *L'univers d'un meunier du XVI siècle* (publié en 1976 et traduit par Flammarion en 1980) ou *L'enquête sur Piero della Francesca* (publié en 1981 et traduit, toujours par Flammarion, deux ans plus tard).

Une critique acerbe

La manière nouvelle, d'écrire l'histoire qui était définie là — attachée aux destins singuliers, attentive aux paroles des humbles, soucieuse de donner des formes nouvelles à la narration historique — a séduit hors d'Italie. Par exemple en France, où pourtant elle heurtait de plein fouet les habitudes d'une histoire des mentalités vouée aux régularités du collectif et du quantitatif, et aux États-Unis où Carlo Ginzburg enseigne désormais, ayant quitté l'université

de Bologne pour celle de Los Angeles.

Mais en Italie, les choses n'allaient pas de même. Au succès public des livres publiés par Einaudi a répondu, en effet, une critique universitaire acerbe, et peut-être jalouse, opposant les traditions de l'histoire de l'art à la lecture iconographique, socialement enracinée, proposée par le livre sur Piero della Francesca, ou récusant, au nom de l'exigence érudite, le paradigme de l'indice avancé par Carlo Ginzburg et mis en œuvre par des historiens proches (ainsi Pietro Redondi dans son livre *Galilée hérétique* paru en 1983 et traduit chez Gallimard en 1985).

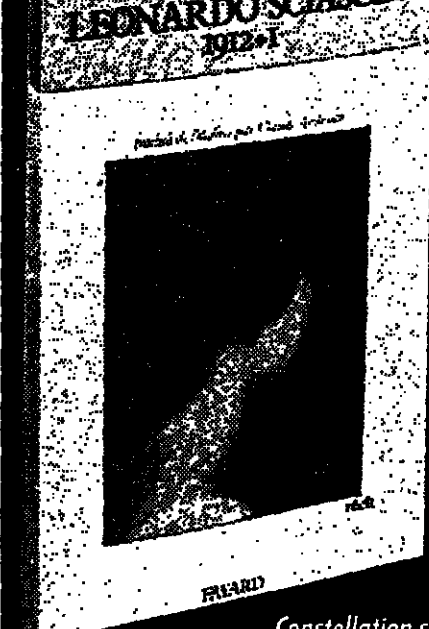
La polémique visait, au-delà du seul Ginzburg, tout le groupe d'historiens italiens réunis autour d'une revue excellente, peut-être l'une des deux ou trois meilleures revues historiques dans le monde, les *Quaderni Storici*, et autour d'une collection, celle des « Microstorie » dirigée chez Einaudi par Carlo Ginzburg et Giovanni Levi et inaugurée par le livre sur Piero.

Parler d'école serait sans doute trop dire, mais il est sûr qu'une même conception de la pratique historique unit le groupe rassemblé autour des entreprises turinoises, et qui est une manière de penser le social à partir de la trame tissée par les trajectoires individuelles.

Dans la préface de *Mythes, emblèmes, traces*, Carlo Ginzburg, fils de Natalia la romancière, avoue ses dettes les plus fondamentales : Auerbach, Leo Spitzer, Adorno, Freud et Marc Bloch des *Rois thaumaturges*, lui au moment décisif de la formation intellectuelle. Tous ont un point commun : faire surgir le sens en s'attachant au détail inaperçu, insignifiant, incompréhensible.

R. C.

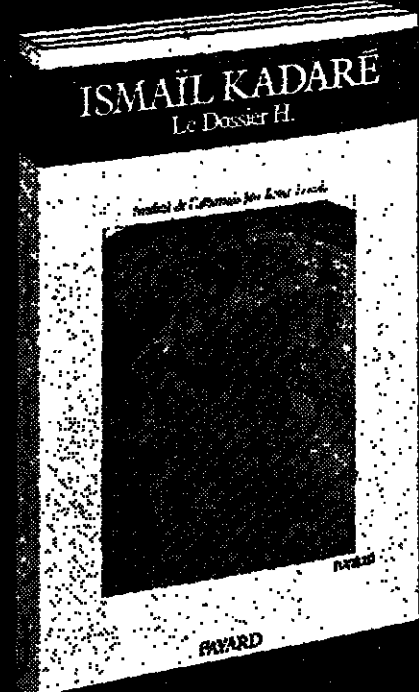
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE FAYARD



Traduit de l'italien par Claude Ambroise
récit
128 p. - 69 F.
Du même auteur chez Fayard :
Mots croisés,
Petites Chroniques,
Oeil de chèvre,
Monsieur le député,
suivi de
Les Maffieux,
La Sortière et le Capitaine.

... Constellation scintillante de références, d'allusions, d'analogies qui ne prennent que le temps de briller pour laisser la place aux suivantes... La bêtise, voilà ce qui fascine Sciascia, comme elle a fasciné Flaubert. La bêtise, l'élément insondable de la nature humaine. Le mal, l'ennemi de la vérité.

Traduit de l'albanais par Jusuf Viti
roman

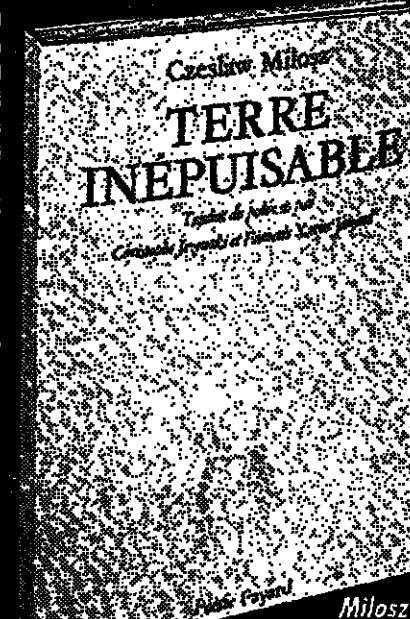


216 p. - 85 F.
Du même auteur chez Fayard :
Les Tambours de la pluie,
Chronique de la ville de pierre,
Le Grand Hiver,
Le Crépuscule des dieux de la steppe,
Avril brisé,
Le Pont aux trois arches,
La Niche de la honte,
Invitation à un concert officiel et autres récits,
Qui a ramené Doroutine ?,
L'Année noire, suivi de
Le cortège de la noce
s'est figé dans la glace.
Eschyle ou l'éternel perdant.

Un polar drôle, mordant, usant de la dérision comme d'un poignard pour dire, aussi, des choses qui lui tiennent à cœur... L'un de ses romans les plus réussis.

A coup sûr, un des meilleurs romans de Kadare, dans la veine épique d'Avril brisé. André Clavel, *L'Événement du Jeudi*.

POÉSIE FAYARD

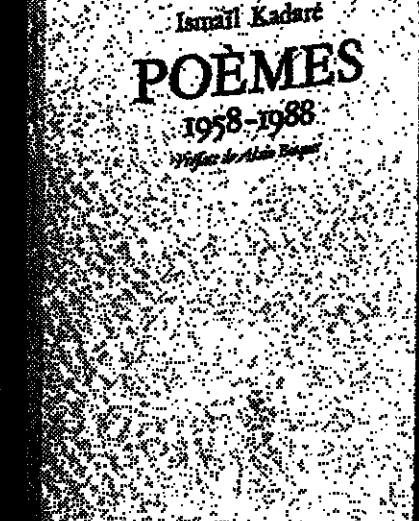


Traduit du polonais par Christophe Jazewski et François Xavier Jaujard
176 p. - 150 F.
Du même auteur chez Fayard :
Visions de la baie de San Francisco,
Milosz par Milosz,
Empereur de la terre,
L'Immortalité de l'art.

Milosz offre au lecteur un de ces trop rares livres de raison et de méditation qui permettent d'aimer dans le bruit du monde les notes silencieuses jetées par l'au-delà.

J.-M. de Montremy, *La Croix*.

Préface de Alain Bosquet.
Version française par Claude Durand avec la collaboration de Mira Mexi et Edmond Tupia
128 p. - 120 F.



ELECTRE est l'unique service de recherche bibliographique accessible par Minitel 0000

هكذا من الأصل

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

La vérité sur Alison Lurie

★ LA VÉRITÉ SUR LORIN JONES, d'Alison Lurie, traduit de l'anglais par Sophie Mayeux, Rivages, 370 p., 105 F.

ELLE n'a pas dû se faire que des amis, que des amies, Alison Lurie, avec son dernier roman, *La Vérité sur Lorin Jones*. Un titre aussi menteur qu'ironique pour une satire qui foudroie par la dérision les enquêteurs et les enquêtés, les biographes et leurs biographiés, les « mâles chauvinistes » et les féministes de toutes chapelles. Alison Lurie, prix Pulitzer 1985 pour *Liaisons étrangères* (*Foreign Affairs*, voir le Monde du 16 janvier 1987), professeur de littérature anglaise à Cornell, anthropologue, à sa manière, des mœurs de notre temps, ravage tout sur son passage. Sorte de barbare parmi les intellectuels et les universitaires — ses pairs, — elle prend un malin plaisir à se moquer des modes et des conventions d'un milieu qu'elle connaît bien. Mais sans se prendre pour Attie, car elle ne vise aucune conquête et elle sait que là où passe sa prose, la même herbe repousse, au hasard semble-t-il, de livre en livre, les mêmes personnages dans des situations complètement différentes... ?

La Vérité sur Lorin Jones, qui paraît presque simultanément en anglais et en français, se présente comme une enquête : spécialiste d'art dans un musée, Polly Alter s'est vu octroyer une bourse et une avance d'un éditeur pour écrire un livre sur un peintre américain. Lorin Jones, née en 1926, est morte presque inconnue en 1969. La première fois où Polly avait vu un de ses tableaux, pendant sa lune de miel à Cape Cod, elle avait été immédiatement séduite par la vision de l'artiste : « Il voit le monde de la même façon que moi, voilà comment je voudrais peindre », avait-elle pensé. « Bêtement, alors qu'elle se considérait déjà comme une féministe, Polly avait pris Lorin pour un nom d'homme : elle croyait encore que tous les grands peintres étaient des hommes. C'est de temps perdu à cause de cette erreur... »

Convaincue au départ que la faille artistique et la mort de l'artiste étaient dues au chauvinisme et au mépris des hommes de son entourage, Polly va chercher d'abord à retrouver tout ce qui,

Alison Lurie dans sa maison de Key-West. C'est là que se termine l'enquête de son héroïne...



par pure coïncidence (?), les réunit dans la similitude de leurs vies. Divorcée depuis dix-huit mois, avec un fils de treize ans qui partage son temps entre sa mère, dans le New-Jersey, et son père, remarié, dans le Colorado, elle se projette sa propre histoire dans sa recherche, faisant une sorte d'auto-analyse, qui, certes, pourrait ramener les antidépresseurs et les psychothérapeutes, mais qui n'a rien de scientifique et qui risque de conduire à des conclusions aberrantes.

« L'IDÉE m'est venue d'écrire ce livre parce que je connaissais beaucoup de gens qui avaient écrit ou qui étaient en train d'écrire des biographies sur des personnages contemporains, explique Alison Lurie. J'ai été frappée par le fait que la recherche et la rédaction d'un tel livre étaient, très souvent, une sorte d'histoire d'amour. Le biographe commençait généralement son travail par admiration pour son sujet, puis passait par diverses

phases d'identification, de passion, de désillusion pouvant aller jusqu'à la haine. » L'auteur se transforme donc en une sorte de détective pour enquêter sur Lorin Jones, accumulant les fiches, les rencontres et les entretiens au magnétophone. Au fil de ses rencontres — directeurs de galerie, anciens professeurs, demi-frère, belle-mère, ex-mari, amants, autres artistes, riches collectionneurs qui furent ses premiers acheteurs, etc. — Polly voit apparaître, comme l'image dans le tapis à de Henry James, la figure de plus en plus nette — comme lorsque l'on gratte pour découvrir un chiffre caché — d'une femme qui perd peu à peu de son mystère et de son prestige, et dont elle découvre qu'elle fut même compagne de classe lorsque Polly n'était encore ni Laurie, ni Lorin, mais Laura Zimmer.

Pour la guider dans son enquête, Polly, la femme sans homme (le Polly Alter aime bien les hommes, mais elle avait cessé de leur accorder la moindre confiance et n'avait plus guère affaire à eux...), nous dit Alison Lurie dès la pre-

mière phrase du livre, va se faire conseiller, soutenir, aimer, par Jeanne, une militante féministe, lesbienne de charme qui n'a rien des stéréotypes, « une femme douce, tout en rondeurs et en blondeur, qui semblait sortir d'un tableau d'Ingres ; poudrée et fardée avec délicatesse, avec un tee-shirt rose à décolleté arrondi et une jupe Laura Ashley à fleurs », une « séparatiste » convaincue, ennemie de la bisexualité, qui s'efforce d'éviter tout rapport avec le sexe opposé et qui, lorsque cela est impossible, propose de ruser avec les hommes plutôt que de les affronter.

EN bonne féministe des années 70, curieuse de tout connaître, Polly ne résistera pas à son amie : expérience de tendresse qui se terminera par une rupture sanglante, décrite avec une ironie sarcastique et rageuse par cette Polly irrecupérable, qui préfère les mecs, et qui choisira de succomber au charme grossier de Mac (un ouvrier de Key-West, et non pas un cowboy

comme dans *Liaisons étrangères*), comme pour se libérer d'avoir été immergée pendant tant de mois dans la vie de Lorin.

Key-West, dernière étape de l'enquête de Polly sur la « vérité » de Lorin Jones, alors que la biographe sent que son sujet lui échappe, se fractionnant en une multiplicité d'identités autonomes.

« Il y avait Lolly Zimmer, la gemme farouche, Laurie, la fragile jeune fille désarçonnant au collège ; l'étudiante des beaux-arts qui cultivait le genre bohème ; la jeune femme ambitieuse et calculatrice, et l'artiste confirmée, à la fois névrosée et presque évanescence qu'avait connue le directeur de la galerie. Il y avait aussi Laura, l'enfant perdue et poétique, que Garrett, un célèbre critique d'art, avait épousée, et l'artiste de génie en proie à ses obsessions qui était morte à Key-West. Sa nièce en faisait une Lorin généreuse et sensible, mais sa belle-mère s'en souvenait comme d'un être égoïste et rancunier. La pire, c'est que, apparemment, aucune des personnes qu'elle avait interviewées ne lui avait menti... » Tant pis, la vérité n'existe pas.

A Key-West, Polly rompt définitivement avec Lorin Jones. Comme elle a rompu avec son amie Jeanne, qu'elle finit par soupçonner de tous les défauts que les femmes attribuent aux hommes : la séduction par une forme de charme et de féminité qui est une parodie des conquêtes masculines. Une sorte de machisme aux ongles vernis...

Partageant sa vie entre thèses, Londres et Key-West, Alison Lurie est devenue un poète entre l'Europe et les États-Unis, entre la côte ouest et l'Angleterre (où elle est peut-être encore plus populaire que dans son pays), elle aime aussi la France où elle vient souvent, comme cette semaine où elle a participé à une Rencontre de femmes écrivains. Dans ce dernier livre, on retrouve toute la force comique et la verve d'une romancière qui sait parler de soi-même et des tristesses de la vie des femmes par le biais de fictions dont sa propre existence est une trame apparente et cachée. L'écrivain Mary Gordon avait qualifié Alison Lurie de « comédienne de l'échec sexuel ». Voilà une des vérités de ce livre qui ne donne aucune promesse de bonheur et où, subtilement, c'est la « vérité » sur Alison Lurie qui nous est donnée à lire.

Le malheur des vaincus

Les Malavoglia, de Giovanni Verga : à l'ombre de l'Etna, une famille sicilienne sombre sous les assauts du destin.

LES MALAVOGLIA — publiés en 1879 — constituent le premier pan d'une vaste fresque romanesque intitulée *les Vaincus* et que Giovanni Verga laissa inachevée. S'inspirant du naturalisme français, Verga voulait montrer comment les humbles, après avoir tenté de combattre l'injustice du monde, étaient finalement rompus par la dureté du système social. Emu par la pauvreté de l'Italie méridionale, il met en scène une famille patriarcale, les Malavoglia, qui « avaient toujours eu des barques sur l'eau et des tuelles au soleil » à Aci-Trezza, un village de pêcheurs sur la côte est de la Sicile, entre 1863 et 1878.

Verga suit les étapes de l'effritement du clan, sous les assauts successifs du destin. C'est, d'abord, avec le naufrage de la barque, la Providence, la disparition de Bastianazzo et du chargement de lupins que la famille comptait revendre pour assurer sa subsistance. Bientôt, le jeune Luca, engagé dans la marine, périt dans une bataille navale au large de Trieste. Sa mère, « la Grande », est emportée par le choléra. Pour Verga, il y a une sorte de méthode cruelle du malheur qui semble épargner les coups pour mieux les ajuster. « Une épine chasse l'autre, et le Seigneur ne veut pas que les plantes toutes à la fois parce qu'on mourrait de crève-cœur », disait « la Grande ».

Pourtant, Verga ne fait pas jouer les organes du pathétique, ne sombre jamais dans le sentimentalisme débridé. Il se contente, quand surviennent les instants de disgrâce, de capter quelques paroles, des gestes, des silences : lorsque arrive l'avis de l'huissier, tous, rassemblés autour de la table vide, les lèvres décolorées par la faim, se regardent dans le

blanc des yeux pour éviter d'apercevoir le papier posé sur la comode. Mena, qui ne peut épouser le charretier Alfio, à cause du déclin de la famille, s'éloigne pour pleurer en secret à l'ombre du néflier.

Chez les Malavoglia, on ferme les portes et les volets pour que nul, au village, ne soit témoin de la honte qu'ils ressentent à se voir ainsi déçus. Car en eux demeure, indéracinable, le vieil instinct de dignité qui les retient au bord de l'abîme et leur évite de disparaître avec les restes de la maison qui « prend eau de toutes parts ».

La loi de résignation

Maintenus droits par leur bonneur, ils refusent, malgré l'extrême dénuement, d'aliéner leur liberté. « Ne vendez pas la barque, vous serez contraints de vous engager à la journée », leur conseille le patriarcal, « padron » Ntoni, qui, pendant des journées entières, reste près du corset

de planches de la coque refaite pour en respirer l'odeur de bois salé.

Mais ce sentiment de l'honneur n'est peut-être qu'une obsession magnifiée à la loi de résignation qui remonte à l'origine de l'île. Cette constance dans l'abnégation leur est insidieusement dictée par les proverbes qui habitent leur esprit et sont incorporés à leur moindre réflexe de survie. Ce simple diction : « A qui il veut du bien, Dieu envoie des chagrins », dénote les poings avec lesquels ils s'apprêtent à crever le ciel.

Seul le jeune Ntoni, fasciné par le spectacle de Napoléon qui traverse le village avec des carrés de soie pleins les poches, tente de se délier de la pesanteur des maximes ancestrales qui paralysent d'avance le désir du bonheur et atrophiaient la volonté de départ : il ne supporte plus de « trimer » au nom de formules comme « Plus riche est sur la terre celui qui a le moins d'envies ». Face à son frère Alessi, qui veut sauvegarder le foyer et les traditions, il représente, aux

yeux de Verga, l'un des ces « hommes neufs » épris de justice et désireux de transformer le cours du monde. Mais Ntoni, quoi qu'il fasse, appartient, de naissance, à la race des vaincus, et, ensorcelé par la torpeur séculaire du village, rejoindra les âmes du purgatoire rassemblées sur la sciera — cette croûte noire et dure formée par les torrents de lave de l'Etna...

JEAN-NOËL PANCRAZI

★ LES MALAVOGLIA, de Giovanni Verga, traduit de l'italien par Maurice Darmon, L'Arpentier, 318 p., 125 F.

Les dix ans d'Anna

Le Serpent de Dieu, d'Irini Spanidou : un roman d'apprentissage

ANNA a demandé à sa mère : qu'est-ce que ça veut dire « cynique » ? Et son père lui a répondu : c'est quelqu'un qui croit que l'homme est un chien, et qu'il mérite une vie de chien. C'est quelqu'un qui vit sans rêves, sans espoirs et sans mensonges, a dit sa mère. Non : quelqu'un qui attribue sa propre bassesse aux autres, a rétorqué le père d'Anna, un général grec. Alors Anna s'est demandé comment il était possible qu'elle, la fille de son père, soit amoureuse, à dix ans, du général Dimitriadis, qui est un cynique, il l'a déclaré lui-même.

Le Serpent de Dieu est la somme des interrogations théoriques et pratiques d'Anna. Une éducation qui passe par des histoires grecques très violentes et concrètes, toujours à la limite du mythe, têtes coupées, portes claquées sur un chevreuil mourant, bouquets de jacinthe, invectives à chaque pas. Anna vérifie qu'elle n'est pas le portrait de son père, elle refuse l'obéissance. Dix ans, est un âge libre-penseur chez les petites filles, surtout quand il faut se résigner à admettre que Dieu est visiblement méchant, et les pères parfois injustes, décevants, brutaux.

D'origine grecque, Irini Spanidou écrit en anglais et vit aux États-Unis depuis 1964. Elle a quarante ans. Elle a mêlé dans ce roman les points de vue, les genres, les tons. Elle adopte le « je », d'une fille de dix ans, et soudain prend du champ, parle comme une femme très sage des douleurs de son père dans sa rigueur trop rigoureuse, dans sa majesté trop lourde pour lui.

Cette mosaïque de petits récits aux allures modestes est apparemment un roman sur l'amour et la mort, entr'aperçus par Anna à travers les mots qu'elle comprend, les mots qu'elle invente, les échappées de son imagination. A dix ans, sans magie, rien n'a de sens, il n'y a aucune différence entre les grandes et les petites choses, entre se noyer parce que soudain on perd confiance et se disputer avec sa petite sœur. En vérité, c'est un roman d'apprentissage plus ambivalent encore : ce qu'Anna découvre, c'est son rapport à la beauté. Une esthétique qui décide de tout le reste.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ LE SERPENT DE DIEU, d'Irini Spanidou, traduit de l'anglais par Mario-Lise Martine, coll. « Du monde entier », Gallimard, 264 p., 110 F.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-51-09

A l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit dans la collection « Philosophie » de **GUILAUME POCKHAN** LE SINGULIER de **PIERRE ALPHÉ** LA TERRE EN SA MORT PAS d'Émile ROBERT et du numéro 21 de la revue **PHILOSOPHIE** consacré à Husserl la librairie Compagnie vous invite à rencontrer Pierre Alfé, Didier Franck et la rédaction de Philosophie le jeudi 9 février à 19 heures Librairie Compagnie, 58, r. des Écoles, 75005 Paris. Tél. : 43-26-45-36

ANNIE COHEN

L'édifice invisible

C'est le fil du temps, le fil des mots, le fil de la mémoire.

M. Zand, M. Zand

"Tout est possible dans ce récit allégorique d'une richesse d'interprétation infinie." — *Le Monde*

"Son style dépouillé sort superbement une narration où l'angoisse le dispute à la féerie noire." — *Le Monde*

"Lisez l'édifice invisible." — *Le Monde*

"Qu'est-ce qui se tisse et se tisse patiemment sous nos yeux depuis bientôt dix ans ? L'édifice invisible d'une œuvre, à l'écart du bruit de la mode et de la rentabilité immédiate, le parcours exigeant d'une œuvre qui suit sans relâche la piste qu'elle s'est pour elle-même tracée."

des femmes

Apocalypse

Culture

CINÉMA

Le Monde • Vendredi 3 février 1989 21

« L'Adieu au roi », de John Milius

Apocalypse Bornéo

Au temps de l'occupation japonaise, un déserteur américain règne sur une tribu de la jungle. Le vent de l'histoire l'emportera.

Un botaniste anglais raconte ses souvenirs de guerre. En février 1945, Nigel Fairbourne, capitaine de l'armée britannique (Nigel Havers), est parachuté avec son régiment, le 6^e bataillon des Buffs, dans la jungle de Bornéo. Il a pour mission de rallier les tribus indigènes pour lutter contre les occupants japonais. Or des hommes armés de lances et de sarbacanes les font prisonniers et les amènent à leur roi. Surprise, c'est un Blanc, Leary, déserteur américain (Nick Nolte), qui règne sur une tribu dont il a adopté les mœurs et les coutumes et qu'il veut préserver des atteintes de la civilisation. « Vous ne pouvez pas ignorer l'histoire », lui réplique inlassablement Fairbourne qui, pourtant, se prend d'amitié pour l'étrange roi jusqu'à obtenir de lui une alliance.

Scénariste de ses propres films, John Milius fut aussi celui d'*Apocalypse Now*, et le personnage de Leary rappelle celui du colonel Kurtz (Marlon Brando) comme si le cinéaste, après les « épopées » de *Conan le Barbare* et de *L'Aube rouge*, avait enfin trouvé l'occasion de tourner sa propre « Apocalypse ».

Certes, *L'Adieu au roi* est l'adaptation d'un roman de Pierre Schoendoer-

ffer, dont on sait qu'il est attaché aux soldats perdus, aux solitaires, dont le courage et les valeurs morales sont emportés par le vent de l'histoire. Certes, on reconnaît l'univers de Schoendoerffer à travers l'expérience que vit le capitaine Fairbourne, l'exaltation de l'individu et de la justice, à travers cette jungle où surgit soudain l'ennemi japonais. Mais John Milius y a puisé une nouvelle parabole personnelle sur la violence et le pouvoir.

Son sens maintenant bien connu du spectacle hollywoodien, de l'aventure, de la composition plastique (les images sont superbées) lui a fait privilégier l'action pure. La conduite de la guerre par les Alliés (jusqu'à la bombe d'Hiroshima) se résume à quelques idées générales. Les caractères sont sommaires, ce qui n'empêche d'ailleurs pas Nigel Havers de tirer son épingle du jeu. Blanc métamorphosé en indigène, Nick Nolte, vraie force de la nature, s'est totalement impliqué

dans son rôle de rebelle messianique, qui cherche à défendre, jusqu'à la rage et le désespoir, les dignes qu'il a élevés autour de son peuple et de son territoire. Les scènes de batailles et de dévastation où les Japonais et leur capitaine (fantôme sur son cheval blanc) déchaînent, effectivement, l'apocalypse, sont très impressionnantes, visions d'un monde intemporel de barbarie et de mort.

JACQUES SIGLIER.



Rencontre avec Nick Nolte

Le nouveau masque du guerrier

Bâti comme un bulldozer, la voix trépidante au bourdon, telle est l'image de Nick Nolte, des *Grands Fonds* à *Quarante-huit Heures*. Si l'on ajoute quelques éléments de vie privée (cuites et bagarres) qui font les manchettes des feuilles spécialisées, on est sûr de tenir l'héritier naturel de Lee Marvin.

C'est presque vrai, mais remarqué, nettoyé, Nolte a quitté la Californie pour vivre à mi-chemin entre la Virginie et la Caroline du Nord. Il se considère en marge du monde hollywoodien trop fasciné par les chiffres. Après un passage à vide, le *Cloard de Beverly Hills* de Mazarsky

le remet en selle, ainsi d'ailleurs que les deux autres interprètes, Bette Midler et Richard Dreyfuss. Pour la seconde fois, on découvre Nick Nolte, on découvre le rôle de Depardieu dans le remake des *Val-séuses*, et l'a fait dans la version américaine des *Fugitifs* par Francis Veber.

Pour tourner *L'Adieu au roi*, Nick Nolte a maigri, s'est laissé pousser les cheveux. « Quand je commence à saisir mon personnage, dit-il, je lui cherche une traduction physique. Et il a vécu pieds nus dans la jungle pendant deux mois, avec les Ibans et les Dayaks. Alors l'histoire a commencé à prendre vie. Le tournage a

ressemblé à l'histoire que nous racontions. A cause de l'humidité, on tombait comme des mouches. A cause de l'isolement, au bout d'un mois, on avait tendance à gueuler et à penser qu'on ne s'en sortirait jamais. Puis l'ajustement physique et mental s'est fait. Nous appartenions désormais au tiers-monde. Time Magazine et Newsweek devenaient pour nous comme pour les gens des tribus, véhicules de propagande. Lorsque nous sommes partis, ils sont retournés à leur mode de vie antérieur. Ils n'attendaient que ça... Et c'est en grande partie le sujet du film. »

HENRI BENAR.

« Le Maître de musique », de Gérard Corbiau

La magie de l'opéra

José van Dam, basse-baryton, qui fut Leporello dans *Don Giovanni* filmé par Losey, joue le rôle d'un chanteur qui transmet son art à deux jeunes gens. Un beau conte semi-fantastique.

Un soir, dans un concert, à Londres, au début du siècle, un célèbre chanteur d'opéra, Joachim Dallayrac, annonce qu'il se retire pour toujours. Les raisons de cette décision resteront mystérieuses, mais elles font partie du charme étrange que tisse autour de lui le personnage joué par le grand interprète lyrique, José van Dam. Il a été, au cinéma, Leporello, valet du *Don Giovanni*, que filmait Joseph Losey. Ici, il semble sorti d'un conte d'Hoffmann pour réaliser, tel un sorcier, une passion de pouvoir.

Joachim a consenti à donner des leçons à Sophie Maurier (Anne Roussel) en laquelle il pressent la star de demain. Mais, sur un marché, il rencontre un voyou fredonnant un air des *Contes d'Hoffmann* (d'Offenbach, mais pourquoi justement cette œuvre ?) Jean Nilson (Philippe Volter), et il l'entraîne dans son château, avec Sophie, pour lui transmettre son art de chanter, pour marier ces deux voix qui remplacent la sienne.

Gérard Corbiau, réalisateur de la télévision belge au service musiquier, a voulu, dans son premier long métrage de fiction, transmettre au grand public, la magie de l'opéra à travers une belle histoire, de

belles images, le parfum subtil de quelque enchantement dont participe Anne Roussel, mi-femme, mi-fée qui s'ignore et que fait éclore Dallayrac.

L'auteur-réalisateur s'égare un peu dans les scènes psychologiques où intervient la jalousie d'Esclé Filscher (Sylvie Fennes) et où se forme le couple Sophie-Jean. Mais outre que Gérard Corbiau a su établir un rapport qui n'est pas de simple illustration entre les images et la musique, outre qu'il nous fait entendre la voix de José van Dam (en particulier dans le bouleversant cinquième *Rückert* de Mahler), comme l'incarnation d'une force spirituelle, il a fait de la deuxième partie de son film, un conte de vie et de mort, de lumière et d'ombre, un hymne à l'art lyrique qui nous touche davantage qu'un film-opéra.

Le prince Scotti (Patrick Bauchau, entouré d'une cour hoffmannesque) ancien rival de Dallayrac, mecène des jeunes talents, fait venir les élèves de son ennemi, à son « concours » pour les confondre. Et malgré les intrigues et la méchanceté d'Arcas (Marc Shreber), le préféré du prince, qui a la même voix que Jean, le magicien de la beauté, le véritable enchanteur triomphera. Parmi les invités de Scotti, prince de la décadence, on reconnaît, en costume dix-huitième siècle, Janet Baker, qui s'amuse à être « la diva ». Et ce n'est pas un mince hommage (!).

J. S.

(1) Le mezzo-soprano anglaise Janet Baker donne un récital à l'Athènes le lundi 13 février. Pour le film, Daniel Bryant prête sa voix à Anne Roussel, Jérôme Pruet à Philippe Volter et Marc Shreber.

« La Gueule du loup », de Francisco J. Lombardi

Déshonneur militaire

Par le plus célèbre des cinéastes péruviens, inconnu chez nous, une parabole sur le pouvoir et le devoir, digne de John Ford.

Depuis des années, au Pérou, dans la province d'Ayacucho, la population rurale - indienne - se trouve prise entre une organisation terroriste, le Sentier lumineux, et les militaires chargés du maintien de l'ordre. Violence contre violence, ce sont toujours eux qui trinquent. Et il suffit que les habitants d'un village soient soupçonnés d'aider les révolutionnaires pour que l'armée exerce contre eux de sanglantes représailles. A partir d'un fait réel, le massacre de Socos en 1983, Francisco J. Lombardi, le plus célèbre des cinéastes péruviens (pas chez nous, mais c'est justement l'occasion de le découvrir), a réalisé *La Gueule du loup*, qui est une fameuse surprise.

Un jeune homme, Vito Luna, qui veut faire carrière dans l'armée, accepte de faire partie d'un groupe de soldats envoyés au village de Chapi, dans ce qu'on appelle la « zone d'urgence ». C'est un idéaliste qui, avec ses compagnons, est durement confronté aux terroristes invisibles. Un nouvel officier, le lieutenant Roca, à cheval sur la disci-

pline et brutal, leur apparaît à tous comme l'homme fort capable de mater la guérilla. Mais, avec lui, la lutte contre le terrorisme va basculer dans l'horreur.

Comme l'avait fait, jadis, John Ford avec *Le Massacre de Fort Apache*, Francisco J. Lombardi s'est servi d'événements historiques pour bâtir une fiction cinématographique extrêmement forte par la manière dont elle expose tout un système de rapports de forces, et par les émotions qu'elle provoque. La stratégie des révolutionnaires est implacable et ne s'embarrasse pas du prix des vies humaines. Mais l'armée légale réclame une obéissance aveugle.

Le film est mis en scène, d'une façon très rigoureuse, à partir de personnages-témoins qui, entre les jours où le ciel est d'un bleu presque insupportable et les nuits où le froid glace jusqu'aux os, accomplissent ce qu'il croit être son devoir. Vito se trouve finalement écrasé sous le poids d'une culpabilité dont il tente de se défaire par un duel à la roulette russe avec Roca. Le réalisateur prend toujours la mesure humaine des épreuves que dans leurs ambiguïtés. Un film passionnant, bouleversant. En particulier dans sa deuxième partie, où l'on vit la tragédie des victimes d'une logique infernale.

J. S.

« Les Tribulations de Balthasar Kober » de Wojciech Jerzy Has

Initié, mais pas trop

A la fin du seizième siècle, en Allemagne, un adolescent dont la mère est morte part pour Dresde apprendre la théologie. C'est un voyage initiatique qui commence pour le jeune Balthasar, jol garçon (Rafal Wiczynski) qui, par naïveté ou maladresse, se trouve en butte à l'autorité rutilante du recteur (Daniel Emilfork, chauve comme un genou, roulant les yeux, tout droit sorti d'un tableau de Clovis Trouille) et de ses congénères qui le bizutent d'abondance. Il agace, Balthasar, avec son bégaiement, son air trop doux, sa façon de converser avec les morts.

Inspiré d'un roman de Frédéric Tristan, auteur fort connu pour le secret dont il s'entoure, le film plonge son héros et le spectateur dans d'autres secrets, des mystères

emboîtés, des énigmes cabalistiques et des allusions lourdes de sens à Dieu sait quoi, qu'importe, on devrait en être tout ébahis. Hélas, Wojciech J. Has, cinéaste polonais de très grand talent, qui réalisa au moins un film génial, *Le Manuscrit trouvé à Saragossa*, n'a pas su éviter des clichés (sur Venise, les femmes, les anges) et des longueurs désespérantes. Michaël Lonsdale, le maître qui prend Balthasar pour disciple, a de l'autorité et de beaux mouvements de houppe. Rafal Wiczynski, à l'adresse et de l'avenir. Mais il y a un charme qui ne se produit pas, comme si le réalisateur se promenait dans son œuvre avec un petit vaporisateur d'ambiance en murmurant « poésie, poésie... » et que l'on ne sente rien.

MICHEL BRAUDEAU.

La jeune musique française

du 6 au 24 février
6 concerts
2 tables rondes

Les compositeurs
Bouin - Bonner - Dallavie
Devillers - Dufour - Durand
Durville - Fenech - Gausson
Grisey - Hurel - Lancelotti - Lenot
Levinas - Malherbe - Menouary
Mertin - Singier

Les formations
Ensemble
InterContemporain
Direction Peter Edox
Percussions de Strasbourg
Direction Olivier Dejournes

Centre Georges Pompidou
Réservation 42 60 94 27

ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

MUSIQUE

Hans Zender et l'Ensemble InterContemporain

Le désert et l'inondation

A une avant-garde assez austère, le dernier concert de l'Ensemble InterContemporain, alliait les délices d'un romantisme vieillissant.

Compositeur et chef d'orchestre, Hans Zender est une personnalité vigoureuse de l'Allemagne musicale. A cinquante-deux ans, il a occupé nombre de postes importants à l'opéra comme au concert : Bonn, Kiel, Sarrebruck (il était alors un des piliers des Rencontres de Metz), Hambourg, et il est aujourd'hui professeur de composition au Conservatoire de Francfort. Il a gardé l'air jeune du premier de la classe, dirigeant avec autant d'application méticuleuse que d'enthousiasme l'Ensemble InterContemporain, très en forme, dans un programme à sa ressemblance.

Chaque fois qu'on entend - trop rarement - une œuvre de Dieter Schnebel (1930), on a la même impression de contempler un diamant, sans pouvoir s'empêcher de dire : « Technique sérieuse », écrit-il à propos de *Compositio pour orchestre* (1965) : « tendance à donner aux structures temporelles

une forme fluctuante » : on entend « des sons isolés dont les timbres varient », puis une continuité s'installe : peu à peu le tissu s'organise, avec des notes mystérieuses, des événements violents, des couleurs rares, des dessins elliptiques. Cette musique dense, sans rhétorique, est fortement plantée dans sa terre.

Manuel Hidalgo (1956) appartenait à la génération suivante. Ce compositeur et médecin andalou a travaillé en Allemagne. Pour lui, « il n'y a pas d'âme » et « la musique n'exprime rien ». Son *Alegria* (pour piano, deux contraltos et dix-huit musiciens) séduit par un matériel sonore assez neuf, très minéral parfois, brut et raffiné tour à tour, mais l'écriture très discontinue donne une impression de fragments juxtaposés qui rend difficile l'entrée dans le monde du compositeur, malgré des instants d'une réelle intensité.

Une mystique du treizième siècle, Mechtild de Magdebourg, a inspiré une œuvre étrange et rigoureuse à Zender, *Die Wüste hat zwölf Dinge*. « Tu aimeras le néant, tu feras le mal, tu resteras seul... Tu vivras dans le vrai désert. » Sur ce poème flamboyant et sec, comme le buisson de Moïse qui brûle sans se consumer, le compositeur a établi une

grille rigoureusement sérieuse, avec « un système parfait de vingt-quatre quarts de ton ».

L'admirable voix sombre d'Ellenbach Laurence, comme émergente de l'inconscient, se pose sur des constellations sonores, souvent très belles, qui tournent lentement. Les mots parfois libèrent des énergies scintillantes dans l'orchestre, qui reprend ensuite sa lente marche, un peu monotone à la longue.

A ces trois œuvres « du désert », sévères et fortes, s'opposait, pour terminer galement la soirée, une « première audition » de Schoenberg : son arrangement subtil, aux sonorités merveilleuses, pour onze musiciens, d'une *Suite romantique* de Max Reger (1873), écrite originellement pour un orchestre « gigantesque » à la Strauss. Trois pièces inspirées de poèmes d'Eichendorff : la première (*Fête nocturne*) est d'un délicat symbolisme, d'une atmosphère « nuptiale et solennelle », assez proche parfois de la *Nuit transfigurée* ; mais la deuxième (*l'Élé*) relève de la musique de genre la plus frolée et, dans la troisième, c'est un débordement sentimental, une inondation d'une impudeur surprenante chez ce compositeur qu'on croyait si rigide !

JACQUES LONCHAMPT.

6 et 7
FEVRIER 89
(20h15)

POLETTI

LOCATION : OLYMPIA/TOUTES AGENCES/3 FNAC/
COLLECTIVITÉS : 47-42-82-45



OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

NUGGETS/PAR TÉLÉPHONE : 47-42-25-49
MINITEL : 3615 + COM 21

NOUVEL ALBUM
re di petra
roi de pierre

Distribution EPM ADES

مكتبة من الأصل

Communication

theatre

Le marché du vidéoclip a besoin d'une chaîne musicale

TRAVELLING

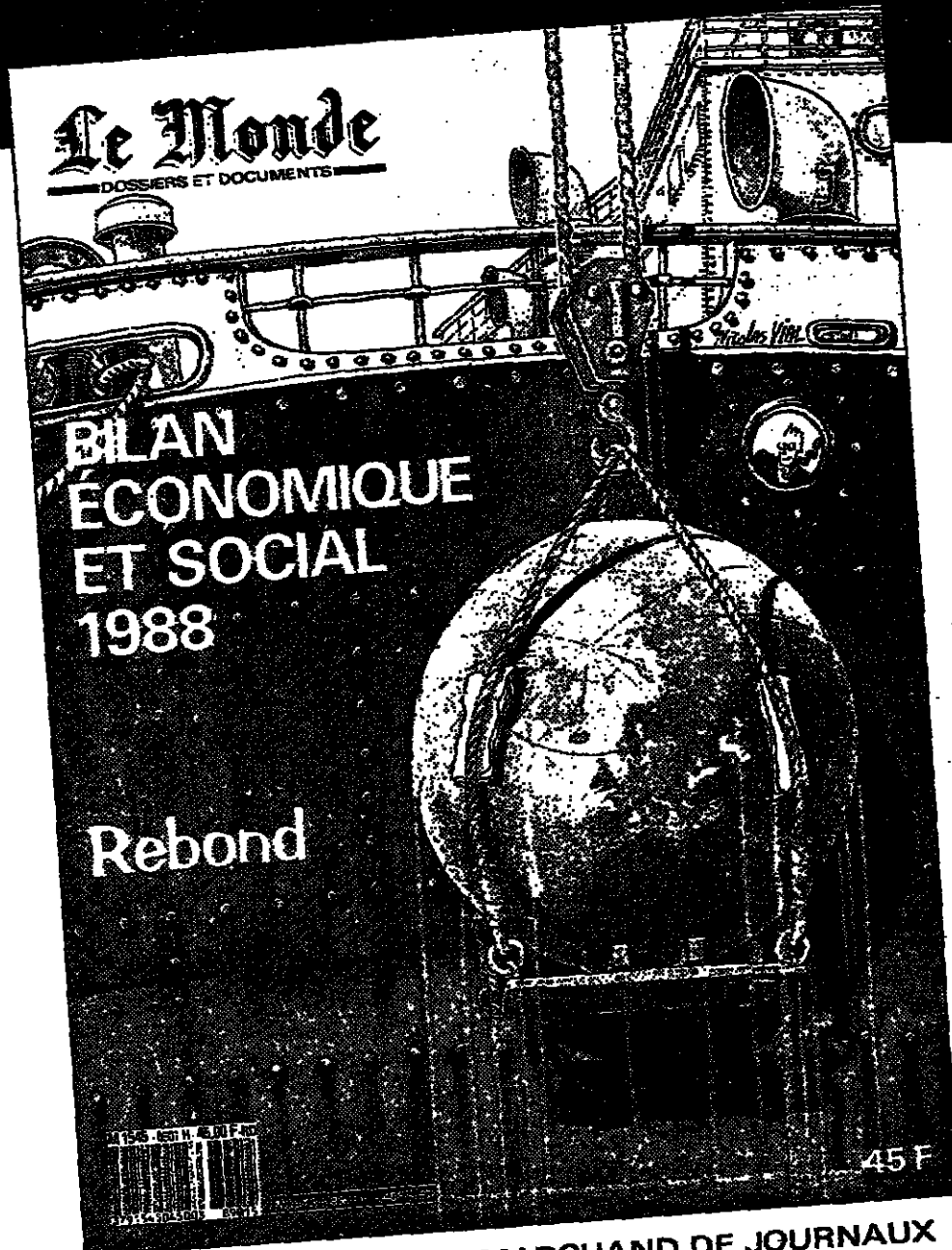
24 Le Monde • Vendredi 3 février 1989 223

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés.

Le *Bilan économique et social* – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE. 200 p., 45 F

AU SOMMAIRE

● La situation en France

L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.

● L'environnement international

Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.

● La dette du tiers-monde

L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.

● Cent cinquante pays à la loupe

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du *Monde*.

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

Nbre d'exemplaires _____ X 50 (port inclus) : _____

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

Commande et règlement à retourner à :

Le Monde

Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

3

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

IMMOBILIER

IMMOBILIER

D'ENTREPRISE

Le Monde

CADRES

appartements ventes

1^{er} arrdt
CHATELET. Bel imm.
XVIII^e petit 2 pces, gd
chambre, placement idéal.
46-44-98-07. A VOIR.

6^e arrdt
SAINT-SULPICE
Idéal pied à terre, 2 pces,
refait neuf, 1 400 000 F.
MIB-INT 43-29-39-01.

7^e arrdt
R. OUDINOT.
Bel imm. 2 pces, 4 pces
+ services.
3 100 000 F.
Francis Feure 46-47-96-17.

R. DE MONTESSUY
CHAMP-DE-MARS
Imm. ravale 3-4 pces.
1^{er} et 2^e ét. 2 450 000 F.
45-11-11-00.

CHAMPS-DE-MARS PRÉS
Dans bel imm. ravale, 3 pces,
cuis. m., 2 chbres, cab. à 98
bns, cab. toil. 2 w.c.
URGENT 46-34-13-16.

15^e arrdt
METRO VALGIRARD
Gd studio s/jardin, carac-
tère. Poutres sur bois,
de toile, standing. URGENT.
749 000 F. 43-27-81-10.

XIV^e RECENT TRÈS BEAU
2 p. confort, 9^e et 10^e ét.
belle, parq., 1 190 000 F.
45-77-96-85.

TIPHAINE
Ass. soleil, à rénover.
100 m², 2 chbres, étage et
37 m² 1^{er} étage.
42-60-04-28.

VOULLE, récent iv. dble.
3 chbres, 2 bns, gde cuis.,
112 m², balcon, parq.,
dernier étage. Vue sur
Paris, soleil. 3 950 000 F.
43-35-18-36.

SAVIA 45-33-06-41
R. Montfaucon, 4 p., 1 850 000 F.
Convention, 3 p., 1 850 000 F.
R. Linder, 3 p., 1 150 000 F.
Dantzig, studio, 780 000 F.
P. de Versailles, 2 p., 550 000 F.

19^e arrdt
FACE BUTTES
CHAMONT, 8 pces,
2 400 000 F. r. Marq., sup-
pl. 150 m² env., 5/2 ét.
cuis., a. de bns + cab. toil.,
bel imm., ch. centr. collect.,
garden, possib. prof. labr.
45-04-36-36.

« LE BELVEDERE »
2 p., 985 000 F.
55 m² + balc., 10 m² parq.
4^e ét. dans résidence stand.
URGENT 46-33-06-41.

19^e M. JOURDAIN, EXCEPT.
37 m² ref. n. 2 p., entr.,
cuis. américaine, a. de bns,
w.c., cave, 489 000 F.
crédit. 46-04-06-60.

78-Yvelines
BORD DE SEINE
Beau 5 pièces dans superbe
résidence piscine, tennis.
800 000 F. Calmes Ver-
melle : 39-19-21-27.

CONFLANS RER
1071 4 pces, standing, par-
king couvert, 840 000 F. Cal-
mes Ver-melle : 39-19-21-27.

CHAMBOURCY (78)
Beau 4 pièces, 860 000 F.
Calmes Ver-melle : 39-19-21-27.

ANDRÉSY VUE SUR SEINE
3 pces, dans parc. Parking
couvert, 600 000 F.
Cal. Vermelle 39-19-21-27.

92
Hauts-de-Seine
ST-CLOUD, 5^e GARE
56 45 m², plain sud, s/parc,
2 chbres + 1 m. chbre, cuis.
équipée, 2 s. de bain, parq.
ent. bon état, 2 volumes, cave,
terrasse 2 600 000 F.
HENRI COUSSEAU
(1) 46-02-57-27.

94
Val-de-Marne
JOINVILLE
FACE MARNE
3 P. 665 000
EXCEPT. 3^e et 4^e ét. dans
bon imm. entrep. 2 chbres,
cuis. bns, w.c., terrasse,
chauf. centr. ndv. VUE SUPERBE
MARNE ET LEDE-FRANCE 5 REL
10 Paris centre. 45-04-35-35.

VINCENNES BERAULT
à rénover, 6^e sans asc.,
50 m² + combles, vue dég.,
45-44-98-07.

VILLEJUIF
bel imm. récent, parq. M.
2 p., 47 m² et ch. balcon,
parq., 375 000 F.
4 p., 11 ch. 87 m², balcon,
parq., 930 000 F.
Immo Marcadet
42-62-01-62.

Province
TROIS VALLÉES
ST-MARTIN
DE BELLEVILLE
DANS LE VILLAGE
Face défilée au pied des
plantes sur le plus grand
domaine habitable du monde.
QUELQUES APPTS dans
CHALET NEUFS. Beau
éjour + 1 ou 2 chbres.
Prestations de qualité.
PRIX 15 000 le m²
Livraison 1988.

EMBASSY SERVICE
8 av. de la Madeleine, 75008 Paris
Tél : (1) 45-62-82-14.
et aux adresses : 45-62-82-14.
Tél : 79-00-65-31.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces
PARIS, parq. 9^e 7, 14, 15,
4^e 12, av. ou sans av. PACE
CHARTIER chez nous, 45-73-
48-07 même soir.

locations non meublées offres
Paris
Import. Sté lous ans commission
QUARTIER MARAIS
près place des Vosges, dans
pet. résid., récent, de
stand., 3 pces, 72 m²,
1^{er} et 2^e ét., sur jardin, loyer
mod., 8 210 F., parq., 722 F.
10 h, 7^e et 8^e rue, notez
Gilles, M^{re} Chemin-Varr ou
tél. pour RV et rns.
43-21-63-21, NS.

locations meublées offres
Paris
RUE DE SEINE
Vue dégagée, superb.
5 pces, étal. impecc.
25 000 F. + 1 000 F. ch.
MIB-INT 43-29-39-01.

maisons individuelles
BOIS-COLOMBES, Maison
d'architecte, 5/6 pces,
2 chbres, bns, w.c. Fc. toil.
réduits, 2 590 000 F.
47-80-29-58.

pavillons
94 CRETEIL CENTRE
S/année princp. bus à la
porte, près M^{re} Pavillon.
5/6 pces, chauff. centr., gd
gar. extd., terrain 750 m²,
construct. COS 0,40, gde
facade, sur rue,
1 300 000 F. Tél. 3 13 h ou
le soir.
42-68-00-08, s/p place,
samedi-mat.

maisons de campagne
A 1 h Paris, direct aut. Sud
est, 27 m² sur 1 089 m²
terrain. Prix 450 000 F.
Tél. : 42-78-77-32.

CAUSE MUTATION
SUR SON PARC
15 000 m² BOISÉS
Belle m. de w.-est, sé. sél.,
cham., terr. couverte, cuis.,
2 chbres, bns, w.c. Fc. toil.
449 000 F. crédi 100 %. Rmb.
16-38-96-22-92, 24/24 h.

terrains
IRLANDE
TRÈS BONNE OPPORTU-
NITE COMMERCIALE.
TERRAINS TOURISTIQUES
VIERGES À VENDRE.
ENVIRON 121 HECTARES.
Pour informations et cartes
contacter : Tower Market-
ing, 22 O'Connell Street,
Waterford, Irlande.
T. : 19 353 5170459 - Tél.
copie : 19 353 5170448.

propriétés

Particulier vend Normandie
superbe PROPRIÉTÉ
15 HA, maison colombière
300 m² plus pressoir amé-
nagé en habitation conforta-
ble plus beaux éléments ameu-
blés. Lésion à 27 km mar.
Prix 2 500 000 F.
Tél. : (16) 31-31-39-62.
M. et M^{re} Denais.

Très belle propriété, vue
exceptionnelle, panoramic
13 038 m², surface totale :
310 m², 7 pièces, cuisine
41 m², salle à manger 32 m²,
cuisine équipée, 2 salles de
bains, 2 w.c., garage-cave
133 m², grand patio. Non-
meublé possibilité, 5 km
autour Paris-Nice, 15 m
golf 18 trous. Prix
1 700 000 F. Facilité de
paiement. Tél. : 84-78-70-98
(le soir de préférence).

70 KM PARIS N. 12
et AUTOROUTE OUEST
moulin, 330 m² habitables
vannées neuves, 2 Toies,
corps de ferme atten-
tée, 7^e et 8^e rue, notez
Gilles, M^{re} Chemin-Varr ou
tél. pour RV et rns.
43-21-63-21, NS.

MGN 43-87-71-55
ou (16-37) 51-44-34.

IMMO 106
32, RUE DE LA MADELEINE
EPERON (75230)
(16) 37-65-73-73
rech. pour sa clientèle
PARIS ET BANLIEUE
PPTES, TERRAINS, ETANGS,
FORÊTS, ETC.
PAIEMENT COMPTANT
chez votre notaire

BOLOGNE, 5 km St-
Aignan-sur-Cher, parq. vd
maison, 4 ch. bns, parq.
com. cuis. P.T.T., grand
séjour ov. chem., pierre,
poutres, cuis. salle d'eau,
w.c., grande chambr. off.
mezzanine-chambre, sal.
bureau, téléphone, coin
pelouse, 750 m² de sol
en très bon état.
Prix 400 000 F.
Tél. : 64-71-36-44.

(63) 4 h Paris pour volants
(bail) demeure caract., gd
cort. s. dépend. parc arboré
clos 2 500 m². Urgent
650 000 F. 73-90-41-62
ou 73-34-38-87.

LE D'YEU
Maison 110 m² au sol +
mezz. 27 m² sur 1 089 m²
terrain. Prix 450 000 F.
Tél. : 42-78-77-32.

STRASBOURG ou
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

LA BOÉTIE : 275 m² précieuse
M^{re} PL. TERNES : imm. moderne
373 m² + reprise
OPERA : 330 m² et 140 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

1 à 10 BUREAUX
TOUS QUARTIERS
AG, MAILLOT - 45-22-18-10
SPECIALISTE BUR. dep. 1981.

BUREAUX PROFESSIONNELS :
8^e : 175 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

8^e - COLISEE
DOMICILIATIONS STES
BUREAUX ET TOUS SERVICES
AFC - 43-59-20-20.

ACHAT BIJOUX
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitutions de sociétés et
tous services 43-55-17-50.
M. et M^{re} Denais.

DOMICILIATION 8^e
Bureaux, salons, télécopie
AGECO 42-84-95-28.

Domiciliation depuis 50 F/m.
PARIS 1^{er}, 8^e, 9^e, 16^e et 17^e.
constatation S.A.R.L. 1 000 F HT
BUREAU 125 42-60-21-46
CREADOM 17^e, 42-67-06-98.

SIÈGE SOCIAL
Bureaux équipés et services
démarches R.C.M.
SPORT SERVICES
CHPS-ELYSEES, 47-25-65-47.
NATIONAL 42-61-81-81.

8^e : 240 m²
15^e : 120 m²
BOULOGNE : 1 800 m²
M^{re} Marcel-Sembat
BOULOGNE : 150 m²
Imm. neuf. Partage précieuse
LA BOÉTIE : 275 m² précieuse
M^{re} PL. TERNES : imm. moderne
373 m² + reprise
OPERA : 330 m² et 140 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

1 à 10 BUREAUX
TOUS QUARTIERS
AG, MAILLOT - 45-22-18-10
SPECIALISTE BUR. dep. 1981.

BUREAUX PROFESSIONNELS :
8^e : 175 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

8^e - COLISEE
DOMICILIATIONS STES
BUREAUX ET TOUS SERVICES
AFC - 43-59-20-20.

ACHAT BIJOUX
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

LA BOÉTIE : 275 m² précieuse
M^{re} PL. TERNES : imm. moderne
373 m² + reprise
OPERA : 330 m² et 140 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

1 à 10 BUREAUX
TOUS QUARTIERS
AG, MAILLOT - 45-22-18-10
SPECIALISTE BUR. dep. 1981.

BUREAUX PROFESSIONNELS :
8^e : 175 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

8^e - COLISEE
DOMICILIATIONS STES
BUREAUX ET TOUS SERVICES
AFC - 43-59-20-20.

ACHAT BIJOUX
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

locaux commerciaux

Ventes
11^e - A SAISIR
95 m² rénové, 1 450 000 F.
39-62-02-32 après 20 h.

Locations
PONTCAARRÉ 77
Dépôt à louer au 1-02-89,
local industriel, superf.
600 m². Tél. pour RV
39-29-19-29, M. Loez.

ELANCOURT
Immobilier neuf, local 70 m²
à usage bureau ou local.
Loyer 8 000 F.
MONAL 30-50-25-15.

MONTMARNASSE 14^e
Cabinet médical, accueil.
Salle d'attente 34 m², dent
neuf, conviendrait à tout
prof. libérales. Bail prof.
Tél. : 47-81-33-70.

COLOMBES : 5 500 m² d'act.
activités/bureaux. Accès sans
PLAISIR : 5 000 m² d'act.
Bure. Labo. Activités
SARTRUVILLE : 750 m²
s/2 000 m²
PANTIN : 373 m²
sur 2 niveaux
RUE SAINT-DOMINIQUE :
750 m² d'act.
vente possible

78-SAINT-QUENTIN/YVELINES
« LA CLIF DE SAINT-PIERRE »
Entrepôts à partir de 1 500 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

boutiques
PERIERE (17^e), FACE RER
BOUT. 30 m², fac. 6 m.
cuisson 550 000 F.
42-33-61-16.

PRÈS AVENUE FOCH (19^e)
BOUTIQUE 20 m² + so-so,
cuisine/collectage chères ou
bures. 250 000 F.
Tél. : 42-33-61-15.

BON 18^e
murs libres acquisition
BOUCHERIE 77m², cuisine
750 000 F. 42-33-61-15.

Locations
TROCADERO : 150 m²
J. DE MONCAN S.A.
45-63-17-63.

ACHAT BIJOUX
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

LA BOÉTIE : 275 m² précieuse
M^{re} PL. TERNES : imm. moderne
373 m² + reprise
OPERA : 330 m² et 140 m²
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

8^e - COLISEE
DOMICILIATIONS STES
BUREAUX ET TOUS SERVICES
AFC - 43-59-20-20.

ACHAT BIJOUX
en ALLEMAGNE
VOTRE DOMICILIATION
tous démanches, secrétaire
bilingue - documentation
exhaustive législation et
jurisprudence de la RFA.
OSLO-BUREAUX
(16-11) 88-60-70-13.

Le Cabinet EMAP a proposé aux lecteurs de MONDE les postes suivants :

- Des marques mondiales
du Audit de haut vol
Une carrière internationale Paris réf. 4 A 1294-9 MR
- RESPONSABLE DES RELATIONS
HUMANES ET SOCIALES Reims réf. 4 B 1217-9 MR
- JEUNE MANAGER
études et développement réf. 4 A 1280-9 MR
- JEUNE CHIEF DU PERSONNEL
USINE Indre-et-Vienne réf. 4 A 1284-9 MR
- Valeo
- CHIEF DE PROJET GPOA Andover réf. 4 A 1280-9 MR
- JURISTE D'ENTREPRISE
accords et participations Paris réf. 4 B 1287-9 MR
- DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT
INDUSTRIEL ville de France réf. 4 A 1297-9 MR
- CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT
EN RESSOURCES HUMAINES Paris réf. 4 A 1296-9 MR
- Valeo
- DES ÉLECTRONICIENS
PASSIONNÉS D'AUTOMOBILE Paris réf. 4 B 1299-9 MR
- La Société TCC "Transports au
Commun de la Communauté"
- INFORMATIQUE ET SÉCURITÉ réf. 4 B 1243-9 MR
- INGÉNIEUR
RESPONSABLE SÉCURITÉ réf. 4 B 1244-9 MR
- MÉTHODES, PLAN,
LOGISTIQUE réf. 4 B 1245-9 MR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature
au Cabinet EMAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75015 Paris

L'AGENDA

Antiquités
POUR JAPON et USA
ACHETONS A VOTRE PRIX
STATUES BRONZE
LAMPES et VASES
GALLÉ-DAUM - LAJOUE
ET TOUT OBJET D'ART
43-87-92-80
62, bd Malesherbes, 9^e.
Paiement comptant.
Tour déplacement gratuit.

Bijoux
ACHAT BIJOUX
Brillants, pierres précieuses,
argenterie, vitrail, orfè-
vres, bijoux, et des Italiens.
ETOLE, 27, rue Victor-Hugo
Ventes au neuf et occasion.

Collections
Vente collections Orize
et Renard, n. 100
dép. 100 000 F.
Tél. : 42-47-95-28
après-midi ou 39-18-09-22
le soir. Demandez
M. LAMARQUE Sphère.

Décoration
L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 3 et 4 FÉVRIER
vente exceptionnelle de
canapés et fauteuils. Nom-
breux modèles en cuir et
tissu. Par exemple : canapé
3 places entièrement
détachable : 2 480 F.
canapé 3 places cuir pleine
fleur anglaise : 9 500 F au lieu
de 17 400 F.

Venez vite pour avoir le
choix, tous les modèles sont
disponibles.
Entrepôt Paris de Pantin,
28, rue des Sept-Armons,
La Pré-Saint-Gervais.
Tél. : 48-44-83-81.
Ouvert de 10 h à 19 h.

Instruments
de musique
A vendre violoncelle entier,
neuf 1984, allemand, bat
main, belle lutherie,
19 000 F.
Tél. : 43-45-15-38.

Vacances
Tourisme
GITES DE FRANCE
à 5 km de la mer
12 km de Royan
Chambre d'hôte,
Camping à la ferme
Calme, repos garanti,
demi-pension
M. et Mme Pierre Réau,
Fontenay,
Sermes, 17120 Cozes.
Tél. : 46-05-67-89.

DISCOL HOUSE HOTEL
200 chambres simples,
2 100 par semaine dépen-
sation. Réceptionniste :
172 New Kent Road,
LONDON SE1 4YT. G.B.
Tél. : 19 44 1 703 41 78.

TIGNES (VAL-CLARET)
Paris, loue à Inter Ré-
sidences, studio 4 pers.,
grand confort. Du 2 au 9 avril
et du 9 au 16 avril.
Tél. : 34-61-45-41.

BRETAGNE
ILE DE BREHAT
Maison vue sur mer,
5 chbres, gd liv. comm. jardin.
Vacances Pleines 2 500 F/sem.
Hors saison, 1 500 F/sem.
Jules/Audrey : 10 000 F/mois.
T. : 42-33-04-00, 46-62-75-32.

Hôtel, bns am. 3 étages,
3825 Grächen Zermatt Suisse,
pisc., sauna, parq., à part
du 18 févr., 1/2 pces.
225 FF, confort, 257 FF.
Restauration : 2 480 F.
piscine, enneigée artificielle.
1941 28-08-26-88.

ÉTÉ-HIVER
1100 MÈTRES
12 KM MEGÈVE<

Après la transmission du dossier Pechiney à la justice

La COB, disposant d'« éléments nouveaux », lance une enquête sur l'affaire de la Société générale

Souhaitée depuis plusieurs semaines par l'opposition RPR et par les milieux financiers, une enquête va finalement être engagée par la Commission des opérations de Bourse sur l'affaire de la Société générale, celle que le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux considère « d'une extrême gravité » que l'affaire Pechiney. Les enquêteurs de la COB vont donc démanteler l'ensemble des transactions réalisées en France sur les actions de la Société générale depuis le 1^{er} juin 1988. C'est en effet à ce moment là que, selon toute vraisemblance, M. Georges Pébereau, président de Marcuse Investissement, Robert Lion, directeur général de la Caisse des Dépôts et Alain Bouillat, alors directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy ont commencé à organiser le raid sur le capital de la banque privée.

En fait, depuis que M. Pébereau, l'ancien PDG de la Compagnie générale d'électricité, a annoncé, le 24 octobre dernier, qu'il détenait, avec ses alliés, notamment les industriels, MM. Gustave Leven (Sources Perrier), Jean-Louis Descours (Chaussures André) et François Dalle (L'Oréal) près de 10 % du capital de la Société générale, des rumeurs persistantes ont circulé sur les conditions dans lesquelles l'opération avait été menée. En particulier, beaucoup, dans les milieux financiers, s'interrogeaient sur les ramassages massifs de titres effectués certains jours — notamment les 19 et 20 octobre. La technique utilisée amenait de nombreux professionnels des marchés à soupçonner une action concertée — légale en France, à condition que les déclarations de franchissement de seuils soient faites en bonne et due forme —, voire même l'existence de délits d'initiés.

Ces soupçons avaient toujours provoqué de vives réactions de la part de M. Pébereau et de ses

alliés, mais, malgré les pressions politiques, M. Pierre Bérégovoy avait toujours refusé de saisir la COB pour que soit engagée une enquête approfondie. Depuis quelques jours, la Rue de Rivoli et l'Elysée ont, semble-t-il, jugé nécessaire de crever l'abcès. Ayant retrouvé, après la publication de son rapport sur l'affaire Pechiney, quelque tonus, la COB a, elle aussi, souhaité, dans l'intérêt de la place financière de Paris, faire toute la transparence sur cette affaire.

La Commission des opérations de Bourse avait déjà enquêté sur certains aspects du dossier de la Société générale. Elle avait en particulier été saisie par M. Marc Vénot, le président de la banque privatisée. Celui-ci avait notamment interrogé la COB sur le lieu où se trouvaient les actions de la Générale, détenues par M. Pébereau. Une enquête avait permis d'indiquer que celles-ci étaient en fait et pour l'essentiel à l'étranger, dans des filiales détenues à 100 % par la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), l'arme de M. Pébereau dans son offensive sur le capital de la banque. M. Pébereau avait alors expliqué que c'était par souci de discrétion qu'il avait dû opérer en grande partie depuis l'étranger. Mais les enquêteurs de la COB n'avaient jusqu'alors révélé « aucune irrégularité » de forme, comme devait le déclarer à plusieurs reprises M. Jean Farge, le président de la Commission.

Si elle a décidé de lancer maintenant une enquête, c'est qu'elle dispose d'éléments nouveaux. Quels sont-ils ? Après les révélations publiées par l'Express, selon lesquelles M. Samir Traboulsi (pour 500 000 actions de la Générale) et M. Max Théret (pour toute petite quantité) auraient acheté, puis revendu des actions de la banque entre l'été et l'automne de l'an passé, les spé-

cialistes de la COB ont mené une rapide enquête qui n'aurait abouti à aucune conclusion. A l'occasion de l'enquête sur Pechiney, certaines des personnalités interrogées ont-elles donné des informations nouvelles sur la Société générale ? Les vérifications d'usage menées en permanence par la COB sur les transactions concernant la Générale lui ont-elles permis de repérer quelques anomalies ? Jeudi matin, la COB confirmait que des éléments nouveaux avaient motivé sa décision d'enquête, mais refusait d'en dire davantage.

Jedi matin, certaines informations circulaient sur les opérations réalisées par M. Christian Pellerin, promoteur-immobilier, président de la Sari-Seeri. En fait, celui-ci s'appropriait à publier dans l'après-midi une mise au point. Sollicité à la fin de l'été dernier par M. Georges Pébereau, il avait accepté de participer à l'opération. Sa participation a pris deux formes d'intervention : un investissement de 110 millions de francs dans la SIGP et l'achat direct pour 90 millions de francs d'actions de la banque. Il a revendu ces dernières, le 7 novembre, lorsque, à l'issue d'un entretien avec M. Vénot, il a compris que l'opération de M. Pébereau était considérée comme « inamovible » par la banque. Il a souhaité alors retrouver une totale neutralité.

Pour la COB, l'enquête s'annonce à nouveau très difficile. Sauf à demander rapidement l'aide des autorités suisses et britanniques, elle ne pourra travailler sérieusement que sur les transactions réalisées en France. Or la SIGP a effectué l'essentiel de ses achats en dehors des frontières. Mais même en France, les enquêteurs vont avoir fort à faire. En effet, plus de la moitié du capital de la banque a changé de main au cours de la période étudiée.

ERIK IZRAELEWICZ

L'information judiciaire ouverte contre X... portera sur la période juillet-novembre 1988

M. Pierre Bézard, procureur de la République de Paris, a requis, mercredi 1^{er} février, l'ouverture d'une information judiciaire concernant les délits d'initiés dénoncés dans le rapport de la Commission des opérations de Bourse transmis au parquet le 21 novembre 1988. Cette dernière date est celle où les opérations de rachat de la société

Triangle par le groupe Pechiney ont été rendues publiques. A ce propos, M. Bézard a fait observer : « Cette saisine est beaucoup plus large que celle de la COB, qui ne concerne que les faits commis entre le 14 et le 18 novembre 1988. » Le magistrat a expliqué qu'en conséquence l'information judiciaire pourrait concerner d'autres personnes que celles citées dans le rapport de la Commission et qui seraient les « premiers initiateurs », en précisant : « C'est d'abord ceux-là qu'il faudra rechercher. »

Sur le fait que l'information ait été ouverte contre X... au lieu de viser nommément les personnes mises en cause par la COB, M. Bézard a déclaré : « Il est traditionnel d'ouvrir contre X... lorsque la COB nous saisit. » Du même coup, les éventuelles incriminations ne devraient pas intervenir dans l'immédiat.

Le dossier d'instruction a été confié à Mme Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris depuis 1985, et spécialement chargée des affaires économiques et financières. A ce titre, ce magistrat a repris en avril 1988 une partie des informations judiciaires en cours au cabinet de M. Jean-Pierre Michaux, lorsque celui-ci fut nommé à la direction de la COB. Mme Boizette a notamment instruit des affaires similaires dont certaines seront soumises au tribunal au cours des prochains mois.

M. P.

[Née le 20 octobre 1950, Mme Edith Boizette a été juge d'instruction à Lille, à Evry et en Avignon avant de siéger à Pointe-à-Pitre du 14 décembre 1984 au 18 décembre 1985.]

« J'attends que justice me soit rendue » déclare M. Roger-Patrice Pelat

Mis en cause dans l'affaire Pechiney, M. Roger-Patrice Pelat se défend, dans un entretien à Paris-Match, d'avoir acheté plus de dix mille actions Triangle : « Je vous le dis de la manière la plus formelle : à l'exception des dix mille actions de la firme américaine Triangle achetées le 15 novembre dernier au vu et au su de tout le monde, j'ai même ni mon entourage, ni moi-même, passé d'ordres pour l'intermédiaire de je ne sais quelle société écran, au Liechtenstein ou en Suisse, pour acquérir quarante mille titres supplémentaires. L'accusation relève de l'approximation et de l'amalgame. J'attends tranquillement que justice me soit rendue... et elle le sera. »

« Ni de près ni de loin dans les marchés d'armes »

Jusqu'à cet entretien, M. Pelat, dont les actions recensées par la COB se sont élevées à dix mille actions achetées le 16 novembre à Paris, n'avait jamais publiquement démenti les accusations portées à son encontre.

« Si j'avais pu penser un seul instant que l'achat de ces dix mille titres américains puisse déclencher un tel tohu-bohu... que, à travers moi, c'est le chef de l'Etat et moi-même qui serions visés, je ne me serais pas laissé aller à passer le moindre ordre », poursuit l'homme d'affaires, qui conteste avoir acheté d'actions étrangères.

« Sous prétexte que j'ai été en affaires au sein d'une affaire avec

des hommes d'affaires que l'on retrouverait dans l'affaire Pechiney comme acheteurs, les 16 et 17 novembre derniers de vingt mille actions Triangle, on m'accuse de contrôler en sous-main toute l'affaire », poursuit M. Pelat qui affirme encore : « En quarante ans, moi qui n'ai jamais vendu un pétard à bouchon, me voilà représentant de commerce en Exocet. Les contrats de défense me sont étrangers. Ni de près ni de loin, ni mes fils ni moi-même n'avons entrepris de jouer les intermédiaires dans les marchés d'armes. »

De son côté, l'Événement du jeudi fait état dans son dernier numéro de rapports remis à M. Mitterrand par la DGSE pour l'avenir des activités de son ami, qui aurait mis en avant ses liens avec le président de la République pour faciliter ses démarches d'affaires. Selon une note remise à l'Elysée en 1982, M. Pelat aurait été actif dans les ventes d'armes et aurait réussi à conclure des marchés en se couvrant de ses liens amicaux. L'Elysée n'aurait pas répondu à cette première mise en garde qui fut, selon l'Événement, suivie d'autres. Sans plus de succès. « Vous confondez sans doute le père avec l'un des fils (qui s'appelle également Patrice) », se verra répondre à l'Elysée le patron des services spéciaux des renseignements de la défense et des immenses protections dont bénéficiait l'homme d'affaires, conclut l'Événement du jeudi.

La Banque de placements et de participations de Lugano est interdite d'activité

Par un bref communiqué rendu public le mardi 31 janvier à Bern, la commission fédérale des banques suisses a décidé d'interdire toute activité bancaire à la Banque de placements et de participations (BPP) installée à Lugano. La commission ne donne pas d'autres raisons à cette interdiction que le constat « que les conditions légales n'étaient plus remplies ». La commission constate en outre que la BPP est « une banque en mains étrangères » et que la décision d'interdiction intervient « avec effet immédiat ». C'est la société chargée par la commission des banques suisses de la liquidation de la BPP.

Les ennus actuels de la BPP-Lugano sont à rapprocher de la situation difficile dans laquelle se trouve la banque Al Mashrek, de Beyrouth. Jusqu'en décembre dernier cet établissement était encore dirigé par M. Roger Tamraz, financier libanais ami et associé de M. Amin Gemayel, ancien président de la République du Liban. D'importantes difficultés financières doublées de violents affrontements politiques à l'occasion desquels l'honnêteté de la gestion de M. Tamraz a été mise en cause l'ont forcé à en démissionner. Or, M. Tamraz est également le PDG de la BPP-Lugano comme il était celui de la BPP-Paris avant qu'il n'abandonne ce poste, le 9 janvier, et ne rentre précipitamment au Liban.

La renommée de la BPP n'aurait sans doute jamais dépassé celui de son modeste rôle si M. Tamraz n'avait été mis en cause dans la récente affaire Pechiney, soupçonné, malgré ses dénégations, d'avoir acheté des actions Triangle. De fait, le nom de la BPP, héritière d'une banque fondée en 1972, à Lausanne, par M. Max Théret, est apparu à plusieurs détours de l'affaire Pechiney, que ce soit à propos de liens avec la société luxembourgeoise Petrusse — qui a acheté pour le compte d'un tiers encore inconnu quinze mille actions Triangle, — ou de ses relations avec la Banque libanaise pour le commerce, absorbée en 1987 mais dont certains des anciens administrateurs se retrouvent également dans Socofinance, autre société qui a joué un important rôle d'intermédiaire dans les achats d'actions Triangle.

La commission des banques suisses a désigné pour liquider les biens de la BPP Lugano une société elle aussi mise en cause dans l'affaire Pechiney, Experts Revision SA est en effet une filiale à 100 % d'Experts Treuhänder de Zurich, société fiduciaire qui a acheté pour le compte d'un client non identifié vingt mille actions Triangle. S'agissait-il de M. Roger-Patrice Pelat ? Ce dernier le nie, mais les liens entre Experts Treuhänder et plusieurs sociétés proches de l'homme d'affaires sont suffisamment connus pour que la COB ait manifesté sa curiosité dans cette direction. (Le Monde du 2 février.)

G. M.

La SOFRES et le regard des Français sur les « affaires »

Globalement indulgent

Le regard des Français sur les affaires, tel qu'il est mesuré par la SOFRES dans le Figaro du 2 février, révèle un mélange de cynisme, d'indulgence, de naïveté et de mépris qui résume parfaitement l'attitude de l'opinion à l'égard des hommes politiques.

C'est avec un certain cynisme que l'opinion accueille en effet les révélations sur les affaires Pechiney et Société générale, puisqu'une nette majorité (54 %) estime soit qu'on fait « beaucoup de bruit pour rien », soit qu'on fait « beaucoup de bruit pour pas grand-chose », soit se déclare « indifférent ». Seules 36 % des personnes interrogées se disent en revanche « indignées ». En outre, une majorité presque aussi forte (52 %) assure que ces affaires seront « rapidement oubliées ».

L'indulgence s'exerce au bénéfice du chef de l'Etat, à qui 62 % des Français refusent d'imputer un « délit d'initié », 28 % étant au contraire d'avis que si M. Pelat par exemple s'était « enrichi illégalement », cela mettrait en cause M. Mitterrand lui-même.

Une certaine naïveté accompagne également ce mouvement car tout le monde est réputé sincèrement attaché à la recherche de la vérité, la palme revenant à la presse (65 %) qui devance dans l'opinion M. François Mitterrand (52 %) et à égalité la COB et M. Michel Bérégovoy (49 %). M. Pierre Bérégovoy n'est pas en reste, puisque 46 % des personnes interrogées le créditent de la même volonté, contre 22 % qui pensent qu'il n'est pas « sincèrement attaché à la recherche de la vérité ».

Ce jugement globalement indulgent ne vaut pas pour autant réhabilitation de la classe politique. Celle-ci d'une façon générale et si l'on en croit les enquêtes précédentes ne jouit pas d'une grande estime. Cette fois encore, sa mauvaise réputation laisse des traces et conduit pour une forte minorité au mépris : 59 % des personnes jugent « plutôt malhonnêtes » les hommes politiques français, 38 % les jugeant « plutôt honnêtes », tandis que 23 % préfèrent ne pas se prononcer.

J.-M. C.

Peter Glotz

Manifeste pour une nouvelle gauche européenne

Préface de Michel Rocard

« Peter Glotz, maître à penser du SPD, veut arracher la gauche européenne à son sommeil. » (Die Zeit)

éditions de l'aube

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 23 FÉVRIER 1989, à 14 h 30
DEUX PIÈCES EN DUPLEX à PARIS 16^e
17 - 19, rue LAURISTON
M. à P. : 250 000 F S'adresser : M^{rs} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEX, avocats, à PARIS (8^e)
55, boulevard Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - VISITES sur place le 21 février 1989, de 12 à 13 heures.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL le JEUDI 16 FÉVRIER 1989, à 9 h 30 - EN UN LOT
UNE MAISON à VILLIERS-SUR-MARNE (94)
22, rue Jean-Jaures
compr. BOUTIQUE et 6 PIÈCES - Un bâtiment d'une pièce - sur terrain de 470 m²
M. à P. : 350 000 F S'adresser : M^{rs} Serge TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jaures CHARENTON LE PONT (94)
Tél. : 47-04-24-22 - M^{rs} Xavier NORMAND-RODARD, avocat associé, 37, rue Galvès 75116 Paris - Tél. : 47-20-30-01
Sur les lieux pour visiter, le 14 FÉVRIER 1989, à 15 heures.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 16 FÉVRIER 1989, à 9 h 30
MAISON D'HABITATION
sur terrain de 430 m²
comprant : cuisine, w.c., salle de bains, salle de séjour, une chambre - garage - dépendances
à VILLIERS-SUR-MARNE (94)
3, rue Forster
OCCUPÉE - MISE À PRIX : 100 000 F
S'adresser à Maître J. BOUDONAT, avocat dépositaire d'une copie de l'enchère, 64, rue d'Amsterdam, Paris 9^e, Tél. : 46-74-17-24 - Maître SOURVILLE, avocat à CRETEIL (Val-de-Marne), 3, rue du Général de Lamoignon.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h
UN APPARTEMENT à PARIS 10^e
115-117, rue La Fayette
eculier au fond de la cour, 1^{er} étage droit, composé de : entrée, 2 pièces, cuisine, w.c., et 11/1000^e - Au 6^e étage Chambre n° 19 et 4/1000^e et n° 25 et 2/1000^e droit aux w.c. communs à l'étage
Mise à PRIX : 100 000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, 4, avenue Sully-Predhomme à Paris 7^e.
Tél. : 45-55-74-06. Sur les lieux pour visiter le vendredi 3 février 1989 de 9 h 30 à 10 h 30 en présence de M^{rs} BUFFET Notaire commis.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h
UN APPARTEMENT
sis à
BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine)
66-70, rue de Paris
de 2 pièces principales au 3^e étage - cave et parking
LIBRE D'OCCUPATION - Mise à PRIX : 500 000 F
S'adresser à M^{rs} WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid 92200 Neuilly-sur-Seine.
Tél. : 47-47-25-30 de 16 h à 18 h. Visite le 6 février 1989 de 11 h à 12 h (M^{rs} LOUVION, huissier).

Revirement

Etrange revirement de la Commission des opérations de Bourse. Mardi 31 janvier, à l'issue d'une réunion de son collège, consacrée pour l'essentiel à l'affaire Pechiney, M. Jean Farge, le président de la COB, avait déclaré à la presse qu'« aucune décision d'ouverture d'enquête sur l'affaire dite de la Société générale n'avait été prise ce jour ». Dans un prolongement dont il a le secret, il ajoutait : « Ce qui ne veut pas dire que nous ne nous préoccupons pas de cette question. »

Mardi 31 janvier en fin d'après-midi, un communiqué laconique était diffusé par la Tour Mirabeau — le siège de la COB — annonçant l'ouverture d'une enquête dans l'affaire de la Société générale. Par délibération particulière en date du 1^{er} février 1989, le collège de la COB a décidé de procéder à une enquête sur le marché des titres de la Société générale à compter du 1^{er} juin 1988, révélait le communiqué, en précisant que « cette enquête a pour objet la recherche d'éventuelles opérations d'initiés ou de manipulations de cours ».

Comment expliquer ce revirement ? Certains ont rapidement émis l'hypothèse de pressions sur M. Farge pour que la décision d'ouverture d'une enquête prise dès mardi matin ne soit pas rendue publique immédiatement. Hypothèse démentie tant Rue de Rivoli — où l'on insiste sur la volonté que toute la vérité soit faite — qu'à la COB. En fait, le collège de la COB avait étudié cette éventualité mardi durant sa réunion. Il aurait toutefois préféré attendre le lendemain soir pour prendre sa décision. Le temps de permettre à M. Farge de rencontrer mercredi matin la commission de contrôle du Sénat à propos de la Société générale. Dans l'après-midi, tous les membres du collège furent contactés téléphoniquement et donnèrent leur accord pour le lancement de l'enquête.

Pour pouvoir avancer dans ce dossier et démanteler officiellement une telle procédure, les gendarmes de la Bourse devaient avoir absolument des éléments nouveaux. Jeudi matin, aucun commentaire n'était fait à la tour Mirabeau, subitement transformée en tour d'ivoire pour cause d'enquête.

D. G.

مكتبة من الأصل

Économie

AFFAIRES

Aboutissement des accords avec Honeywell et NEC

La filiale américaine de Bull achève sa rationalisation

BOSTON
de notre envoyée spéciale

Un mois après avoir porté à 65,1 % sa participation dans la filiale américaine Honeywell-Bull Inc., le groupe informatique français Bull a décidé de la rebaptiser : elle s'appellera désormais Bull HN.

A première vue, ce changement de nom pourrait paraître anodin. En fait, il consacre la prédominance du groupe français au sein de l'entreprise américaine, dont il est l'actionnaire majoritaire depuis le 31 décembre, conformément aux accords signés il y a deux ans lors du rachat des activités informatiques de l'américain Honeywell (*le Monde* du 3 décembre 1986). Cette opération permettait au constructeur français d'ordinateurs de s'implanter sur le marché américain et de se hisser dans les dix premiers groupes informatiques mondiaux. Elle lui donnait aussi un profil international unique, puisque, aux côtés du français, on trouvait le japonais NEC (Nippon Electric Company) présent pour 15 % dans le capital de la filiale américaine. L'ancienne maison mère Honeywell conservait, quant à elle, une participation de 22,5 %, appelée à descendre à 19,9 % au 31 décembre 1988. Ce qui fut fait.

Dimension internationale

Aujourd'hui, le japonais et l'américain, s'ils restent présents dans le nouveau nom de l'entreprise, n'apparaissent qu'à travers deux initiales, H et N derrière Bull. Une discrétion un peu facile, en réalité, les trois entités entretiennent des liens technologiques très étroits depuis 1962, qu'ont encore intensifiés les aléas de l'actionnariat du constructeur informatique français. L'imbriication des trois partenaires est grande : Bull a adopté les grands ordinateurs et les minis de Honeywell, et le japonais est un partenaire crucial dans les machines haut de gamme.

Appuyé désormais sur ces deux piliers, Bull HN côté américain et

Bull SA côté français, le groupe informatique revendique haut et fort sa dimension internationale : avec 31,5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1988 et 44 000 salariés, le groupe Bull réalise 70 % de ses ventes en Europe et 20 % à 25 % aux États-Unis. Sous la houlette de M. Roland Pampel, la filiale américaine a été rationalisée : certaines fabrications ont quitté l'usine de Phoenix (Arizona) pour être regroupées avec d'autres déjà existantes dans la très dynamique région de Boston.

Les effectifs ont été allégés en deux vagues de 3 200 personnes et ramenés à 18 000 salariés. Les deux entreprises ont également mis à profit ces deux années pour harmoniser leur organisation : le groupe est désormais piloté par un comité de direction dans lequel on retrouve M.M. Jacques Stern et Francis Lorentz, le tandem qui préside aux destinées de l'entreprise depuis 1982. Roland Pampel et Michel Bloch pour la stratégie et la planification. Les grandes fonctions (recherche, développement, marketing, fabrication...) de Bull HN et Bull SA sont organisées en parallèle de part et d'autre de l'Atlantique, de façon à faire jouer les synergies.

Les produits sont regroupés selon cinq lignes, dont la responsabilité mondiale est confiée alternativement à l'une ou à l'autre des deux entités (voir aux deux). Concrètement à ses intentions, la Compagnie française de Suez se reconstruit sur les métiers financiers en transférant à la Société générale de Belgique (SGB), dont elle a pris le contrôle en 1988, ses intérêts dans les services et l'industrie. Le conseil d'administration de la SGB a ainsi approuvé le 31 janvier l'acquisition des participations de Suez dans trois groupes français : 9,4 % dans Accor (hôtellerie), 9 % (contre 4 % précédemment) dans Bouygues (construction) et 2,4 % dans le Club Méditerranée (tourisme). Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais si elle s'est effectuée au niveau des cours boursiers actuels, elle rappor-

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Restructuration dans l'emballage européen

L'australien Elders IXL tente de s'opposer à la fusion Carnaud-Metal Box

Le groupe australien Elders IXL (brasseries, textiles, mines) tente de s'opposer à la réalisation prochaine du projet de fusion entre deux spécialistes de l'emballage, le français Carnaud et le britannique Metal Box (*le Monde* du 28 octobre 1988). Déjà actionnaire à hauteur de 5,6 % de la holding MB Group, maison mère de Metal Box, Elders IXL, qui a déjà en cours une OPA de 17 milliards de francs sur le brasseur Scottish and Newcastle, a proposé aux actionnaires de MB Group de leur verser comptant 780 millions de livres (8,6 milliards de francs).

Cette offre se compare avec les 830 millions de livres (9,1 milliards de francs) offertes par Carnaud, à raison de 240 millions de livres versées à la holding MB Group et de 4,4 millions d'actions Carnaud remises directement aux actionnaires britanniques. Après le rejet de la proposition australienne par les dirigeants de MB Group, Elders IXL, qui a déclaré ne pas vouloir lancer d'OPA, a bloqué, avec une minorité légitime de 25 %, une des trois assemblées qui doivent approuver la fusion, à savoir celle des porteurs de bons de souscription (war-

rants), et obtenu son renvoi au 15 février.

En outre, plusieurs anciens dirigeants de MB ont écrit une lettre aux principaux actionnaires pour exprimer leurs craintes sur le sort de la nouvelle société fusionnée, dont le contrôle à 5 % sera détenu, à parts égales, par Carnaud et MB Group. Comme le reste du capital sera diffusé dans le public, ils craignent une mainmise française.

A Paris, on réplique qu'une convention de fusion garantirait la parité dans le contrôle de cette nouvelle société, intitulée CMB-Box. En outre, fait-on remarquer des deux côtés de la Manche, la somme proposée par Elders aux actionnaires de MB Group sera soumise à la taxe sur les plus-values de cession, ce qui n'est pas le cas pour la remise de titres après fusion.

A Londres, beaucoup estiment qu'Elders, qui n'a pas de partenaire industriel à proposer à MB Group, cherche à obtenir un relèvement du prix d'offre de Carnaud, pour revenir plus cher sa participation, dans la plus pure tradition de la City.

EN BREF

● Suez vend à la SGB ses participations dans Accor, Bouygues et Club Méditerranée. — Conformément à ses intentions, la Compagnie française de Suez se reconstruit sur les métiers financiers en transférant à la Société générale de Belgique (SGB), dont elle a pris le contrôle en 1988, ses intérêts dans les services et l'industrie. Le conseil d'administration de la SGB a ainsi approuvé le 31 janvier l'acquisition des participations de Suez dans trois groupes français : 9,4 % dans Accor (hôtellerie), 9 % (contre 4 % précédemment) dans Bouygues (construction) et 2,4 % dans le Club Méditerranée (tourisme). Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais si elle s'est effectuée au niveau des cours boursiers actuels, elle rappor-

terait environ 2 milliards de francs français à Suez. De quoi alléger notablement son endettement.

● Pargesa augmente sa participation dans le Groupe Bruxelles-Lambert. — Le holding Pargesa, basé en Suisse et présidé par Gérard Eskenazi, a porté sa participation dans le Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), deuxième holding belge, à 30,51 % (contre 29,10 % précédemment), à l'occasion d'une augmentation de capital de 4,9 milliards de francs belges (environ 800 millions de francs français) réalisée par celui-ci. En contrepartie, Pargesa apporte à GBL ses participations dans le numéro un belge du pétrole Pérolfin (1,5 %) et dans le holding qui contrôle l'électricité en Belgique, Tractebel (0,8 %).

● Air Limousin repris par DIRAC-Aéronautique. — Après la reprise manquée de la compagnie régionale Air Limousin par la compagnie française de troisième niveau TAT (Transports aériens transrégionaux) (*le Monde* du 3 janvier), ce sont finalement les propositions d'un outsider qui ont obtenu le feu vert du tribunal de commerce de Limoges : DIRAC-Aéronautique, branche du transport aérien de la Direction internationale de recherche, d'audit et de conseil, holding de sociétés de consultants basées à Marseille. Elle assure actuellement les liaisons entre Lourdes-Tarbes et Nice et Toulouse, des activités charters vers Lourdes en période de pèlerinage, ainsi que la liaison par hélicoptère entre l'île d'Yeu et le continent. Elle propose de prendre l'ensemble de la flotte aérienne, les ateliers d'entretien et le personnel Air-Limousin (135 salariés). — (Corresp.)

● Une précision de FO de Scalbert-Dupont. — A la suite de notre article sur « la fronde syndicale à la banque Scalbert-Dupont » (*le Monde* du 18 janvier), M. Jouanneau, délégué syndical national de FO, et M. Pierre Gendreau, secrétaire fédéral, nous indiquent à propos du télégramme adressé par FO, la CDT et la CFT au ministre de l'économie et mettant en cause la politique de la direction : « Le problème posé n'était donc pas pour Force ouvrière d'obtenir une tête de PDG, mais plus concrètement un changement total de politique sociale. » M.M. Jouanneau et Gendreau contestent également le fait que FO compte parmi ses responsables à la Banque Scalbert-Dupont des militants trotskystes : « Cette accusation ne peut être basée que sur des ragots du type de la déclaration prêtée à M. Lamotte, PDG, qui assimilerait l'action d'un groupuscule trotskyste assez influent — dont rien ne prouve l'existence — à une démarche d'une partie de FO. »

Les petits porteurs toujours en colère

Les actions laminées d'Usinor-Sacilor

Alors qu'Usinor-Sacilor est sorti du « rouge » pour la première fois l'an dernier en dégageant 4,5 milliards de francs de bénéfice (*le Monde* du 2 février), la bataille juridique engagée par certains actionnaires après l'annulation de leurs titres à la fin de l'année 1986 est loin d'être achevée.

Le 19 septembre 1986, les porteurs privés qui détenaient encore 19 % du capital d'Usinor et 8 % de Sacilor, les deux groupes sidérurgiques nationalisés, apprenaient avec stupeur que non seulement la cotation de leurs actions était suspendue, mais en plus que ces titres étaient tout simplement annulés et qu'ils ne valaient plus rien. Le bilan de ces pertes était de 400 millions dans le cas d'Usinor au cours de 6,10 F et de 60 millions dans celui de Sacilor au cours de 21,50 F.

Quelques semaines plus tard, certains petits porteurs exprimèrent leur colère au cours d'assemblées générales de ces deux firmes qui entraînaient, dans une ambiance houleuse, la décision d'annulation. Présentant l'issue de la séance, un des délégués d'Usinor avait choisi de s'en remettre au ciel et au patron des objets trouvés : « Saint Antoine de Padoue, retrouvez nos sous », proclamait une pancarte qu'il brandissait au bout d'un manche à balai.

Au temps de la révolte désordonnée succéda rapidement celui de l'organisation et du recours en justice. A ce jour, trois cabinets d'avocats, deux à Paris et un à Nancy, s'occupent de ces affaires au nom de groupes différents de quatre-vingts à deux mille cinq cents actionnaires. Les procédures lancées en commun ou séparément ont avancé à des vitesses variables. Deux visent les sociétés et une l'Etat. Le tribunal de grande ins-

tance de Thionville a eu à se pencher sur une demande d'annulation des décisions prises lors de l'assemblée de Sacilor. Au mois de décembre 1988, il a donné tort aux petits porteurs, qui se sont alors tournés vers la cour d'appel de Metz.

Une demande analogue a été faite par les détenteurs de titres Usinor auprès du tribunal de commerce de Nanterre. L'un des avocats parisiens, M. Thiant, au nom de l'Association pour la défense des actionnaires privés d'Usinor (ADAPU), qui regroupe deux mille cinq cents porteurs, a en plus demandé la condamnation des présidents pour faute de gestion. Le jugement est actuellement en délibéré. Il pourrait être rendu avant le mois d'avril.

La troisième procédure, lancée par l'avocat nançois Michel, est d'une tout autre nature, mais reste pour l'instant la moins avancée. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif de Paris sur la responsabilité des pouvoirs publics pour faute dans le fonctionnement de la Commission des opérations de Bourse. Le débat de fond porte sur le comportement des pouvoirs publics, à la fois acteur, en tant qu'actionnaire largement majoritaire d'Usinor et de Sacilor, et garant du bon fonctionnement du marché, au travers de la COB. Comment se fait-il que l'Etat, forcément au courant de l'annulation des titres à l'époque, n'ait pas, par l'intermédiaire de la COB, suspendu plus tôt les cours et mis en garde les porteurs de titres ? Les « gendarmes » de la tour Mirabeau n'avaient pas jugé bon d'alerter les actionnaires, estimant alors « que la presse l'avait largement fait en insistant sur l'aspect hautement spéculatif des actions Usinor et Sacilor... ».

DOMINIQUE GALLOIS.

TRANSPORTS

TGV français contre TGV allemand

Pendant que les gouvernements de l'Europe parlent d'utiliser les lignes ferroviaires à grande vitesse pour unir le Vieux Continent, une lutte âpre se déroule en coulisses entre Allemands et Français au sujet des trains qui rouleront sur ces infrastructures.

A ma droite, le Français Alsthom, qui a fabriqué les rames du TGV-Sud-Est et qui travaille sur celles des TGV-Atlantique et Nord. Alsthom a convaincu les Espagnols d'acheter un matériel éprouvé par huit ans d'exploitation à 270 km/h et qui roule désormais à 300 km/h, alors que le Shinkansen japonais ne dépasse pas 210 km/h. Il collabore avec les industriels britanniques, belges et néerlandais pour la construction des rames qui iront à 300 ou 320 km/h à Londres, Bruxelles et Amsterdam. Alsthom est devenu le chef de file mondial incontesté de la grande vitesse sur rail et se dit d'accord pour travailler dans le même esprit avec l'industrie ouest-allemande.

A ma gauche, les Allemands Thyssen, Siemens, Krupp-Maffei, qui essaient ensemble de rattraper les dix ans de retard accumulés face à Alsthom. Leur TGV, baptisé Inter City Express (ICE), n'entrera pas en service avant 1991, aussi les autorités de Bonn ne se pressent-elles pas pour connecter leurs voies à

grande vitesse à celles du reste de l'Europe. D'autant plus que l'ICE est trop large de 17 centimètres et trop lourd (20 tonnes à l'essieu au lieu de 17 pour le TGV) au regard des normes de l'Union internationale des chemins de fer. Les industriels ouest-allemands n'ont, pour l'instant, aucune envie de s'associer avec Alsthom, et ils projettent de lancer sur la ligne Cologne-Bruxelles un ICE quadrirail et de 17 tonnes à 350 kilomètres/heure, ce qui, soit dit en passant, représenterait un nouvel et tout pour persuader les Coréens, les Américains et les Australiens d'acheter la technologie française.

Les gouvernements français et ouest-allemand auront fort à faire pour éteindre cette nouvelle bataille du rail et convaincre leurs industriels de s'entendre pour équiper l'Europe, sinon pour se présenter unis à l'exportation face au japonais Mitsubishi.

ALAIN FAUJAS.


Tous les Boeing de plus de huit ans seront vérifiés

Les administrations de l'aviation civile du monde entier ont ordonné l'inspection des câblages et des tuyauteries des systèmes de protection contre l'incendie de l'ensemble des avions construits par Boeing depuis le 31 décembre 1980. Cette précaution concerne sept cent quarante et un appareils 737, 747, 757 et 767.

Cet examen a été rendu nécessaire par la découverte d'erreurs de câblage sur dix-sept Boeing, essentiellement des 757 et 767, dont les systèmes de détection d'incendie à l'intérieur des soutes ne correspondaient pas aux normes destinées à

l'équipage. Ces erreurs avaient été détectées à l'occasion de visites décennales à la suite de l'accident survenu à un Boeing-737 de British Midlands Airways où quatre-vingt-quatre personnes avaient trouvé la mort. Le pilote avait coupé le moteur droit alors que c'était le moteur gauche qui connaissait un échauffement anormal.

Selon les premiers éléments de l'enquête, aucun montage défectueux n'a été relevé sur l'appareil accidenté et les investigations envisagent de plus en plus sérieusement l'hypothèse de l'erreur de pilotage.



LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

ADJUDICATION

POUR LE TRANSPORT DE LA VIANDE DE SACRIFICE CONGEELEE PAR MER A DESTINATION DE CERTAINS PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE APRES LE PELERINAGE DE 1409 H (JUILLET / AOUT 1989)

La Banque Islamique de Développement a le plaisir d'inviter au nom de la Commission d'utilisation de la viande de sacrifice, les compagnies de transport spécialisées dans le transport de soumettre des offres d'engagement pour le transport de la viande congelée après la saison du pèlerinage de 1409H (Aout 1989) dans le cadre du projet du Royaume d'Arabie Saoudite pour l'utilisation de la viande de sacrifice; ce par les moyens de transport maritime (navires frigorifiques), à partir du port islamique de Jeddah, pour la distribuer aux indigents et nécessiteux des pays ci-après de la manière suivante :

La quantité est estimée à 205.000 - 210.000 carcasses environ.

Pays	Port	Quantité approximative	Observations	Pays	Port	Quantité approximative	Observations
Bangladesh	Mongla - Chittagong	55.000		Burkina Faso	Dakar	5.000	Puis par air à Ouagadougou à Burkina Faso par avion Jumbo
Egypte	Suez	25.000		Niger	Dakar	5.000	Par air à Niamey par avion Jumbo
Soudan	Port Soudan	15.000					
Djibouti	Djibouti	10.000					
Somalie	Barbera	3.000					
	Mogadiscio	3.000					
Tanzanie	Dar Es-Salaam	3.000					
	Ziridher	3.000					
Kenya	Mombassa	3.000					
Uae Comores	Moroni	3.000					
Mauritanie	Nouakchott	10.000					
Sénégal	Dakar	10.000					
Mali	Dakar	5.000	Puis par air à Bamako et Mali par avion Jumbo				

Les Compagnies de transport désireuses d'effectuer cette opération doivent soumettre en détail leurs offres et leurs propositions à la Banque Islamique de Développement, en indiquant le nombre de navires qu'elles vont utiliser, ainsi que leurs qualités, leur jauge, leur capacité de réfrigération et les méthodes de chargement et de déchargement. Il faut y joindre également le croquis de chaque navire indiquant toutes les dispositions susmentionnées.

Les prix doivent être mentionnés sur la base de l'échelonnement des parts de destination sur les lignes de navigation pour l'Afrique de l'Ouest, la Mer Rouge, l'Afrique de l'Est et la ligne de Bangladesh. Il faut mentionner séparément le montant requis en cas d'inclusion de la Mozambique.

Les offres doivent être soumises au plus tard le mardi 22 Rajab 1409H correspondant au 28 Février 1989 dans une enveloppe scellée accompagnée d'une lettre de garantie bancaire inconditionnelle pour un taux de 1 % de la valeur de l'appel d'offres qui sera portée à 10 % pour l'adjudication.

Les offres sont adressées au
**Directeur de l'Administration Générale
 DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
 B.P. 5925 Jeddah 21432, Royaume d'Arabie Saoudite.**

On peut se procurer des documents de l'adjudication au bureau de la viande de sacrifice au siège de la Banque Islamique de Développement, aux Jardins de Kasr El-Khazam. Le dépôt des offres se déroulera au siège de la Banque à Jeddah, le mercredi 23 Rajab 1409H (1er Mars 1989) à dix heures précises.

Le transport débutera le 24 juillet 1989, conformément au calendrier qui sera établi en commun accord par les deux parties. Le transport pour le Bangladesh interviendra fin Octobre au début Octobre. La Commission peut adjuger totalement ou partiellement comme elle l'entend.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

Économie

SOCIAL

Le 16^e congrès de FO

Passes d'armes autour de la « démocratie syndicale »

Certains délégués parlent pouvoir d'achat, emploi, Sécurité sociale, école... Mais tous ou presque tentent sur un problème de taille : la succession de M. André Bergeron. Occasion de règlements de comptes, d'affrontements, de manœuvres ou même d'attaques personnelles, la succession a encore dominé, le mercredi 1^{er} février, le 16^e congrès de FO au Parc Floral de Vincennes, même si elle ne doit être réglée, le 4 février, qu'après sa clôture par le Comité confédéral national (CCN). Du coup, les bouquets d'hommages à M. Bergeron sont chargés d'épines, et sa gestion, depuis quatre ans, se trouve souvent malmenée. Triste épilogue.

An centre des débats se situe la question de la « démocratie syndicale ». De quoi s'agit-il ? Des modalités du choix entre les deux candidats, M. Marc Blondel et M. Claude Pitou. Pour les « blondellistes », les secrétaires généraux de fédération et d'union départementale (UD), qui vont élire le successeur, doivent être munis d'un mandat « impératif » et donc contrôlés — de leurs propres instances fédérales ou départementales. Pour les « pitouistes », si ces mêmes grands électeurs doivent « consulter » leurs instances, il ne peut s'agir que d'un avis, la décision leur incombant personnellement en dernier ressort. Un débat crucial, car, selon que les membres du CCN auront un mandat « impératif » ou « indicatif », M. Blondel ou M. Pitou sera élu.

Toute la tactique des blondellistes est donc de faire monter la pression du congrès, de telle façon que le CCN n'ait d'autre choix que de se rallier à leurs thèses. Le 1^{er} février, M. Blondel semble avoir marqué quelques points. M. Moscatelli (municipaux de Marseille), M^{me} Ferry (assurance-maladie) et M. Lescur (Trésor), ont même demandé que le CCN soit réuni avant la fin du congrès... Mais, face à cette offensive, les pitouistes se sont ressaisis et ont contre-attaqué.

« Clarifier les blessures »

D'abord sur le mode défensif : « Les secrétaires d'UD ne sont pas des démocrates. Ils savent ce qu'ils ont à faire », a lancé M. Roger Adivèze (Aude). Puis, sur le mode offensif : « Ceux qui veulent donner des leçons de démocratie n'ont jamais consulté la base de leurs propres syndicats », a affirmé M. Jacques Fleury (distribution). Très percutant, M. Jacques Maïré, de l'UD de Paris, a dénoncé le « centralisme démocratique » des blondellistes, ne voulant pas être prisonniers d'une « nébuleuse basiste ». « La démocratie syndicale », a-t-il ajouté, c'est la recherche de l'accord du plus grand nombre, mais c'est aussi la préservation de la dignité. A FO, nous l'avons toujours opposée à la démocratie par participation ». Plus incisif, M. Adivèze a mis en

cause le soutien des minoritaires socialistes à M. Blondel : « Il s'est venu habilement se loger dans le ventre mou de la Confédération ; mais, rassurez-vous, ils savent se mettre à table ! Blondel, si tu deviens secrétaire général, prends garde, tu ne t'appelles pas Bergeron ! »

Mais, après une vaine tentative de M. Bergeron, visiblement las et excédé, pour interrompre des débats ayant largement dépassé le temps prévu, les blondellistes sont aussitôt repartis à la charge. M. Yves Simon (employés et cadres) a mis en demeure M. Bergeron de se prononcer, le 2 février, afin de « ne pas entacher un bel hommage par un défaut de réponse sur une question fondamentale ». M. Grandazzi (chimie) a annoncé que, selon ses réponses, ses syndicats s'abstiendraient ou voteraient contre son rapport d'activité. Enfin, M. Jacques Bè (défense nationale) a fait suite de vœux pour mieux asséner ses coups de griffe, utilisant avec brio un registre apparemment aussi mesuré que celui de M. Alexandre Hébert, le « patron » anarcho-syndicaliste de Loire-Atlantique, la veille : « Si un secrétaire général n'a pas de mandat de ses structures syndicales, de qui donc le détient-il ? ». « Demain », a ajouté M. Pé, il faudra penser à clarifier les blessures.

Enfin, M. André Bergeron a renvoyé toutes les questions liées à sa succession au Conseil confédéral national du 4 février. MICHEL NOBLECOURT.

De la CFTD aux VVF

La nouvelle carrière d'Edmond Maire

Vieillesse fermée, costume croisé, sageamment assis aux côtés du président André Guignard dans un des salons moulurés du Press Club, avenue d'Iéna, à Paris, M. Edmond Maire éternuait, le 1^{er} février, ses toutes nouvelles fonctions d'administrateur délégué des VVF (association Villages Vacances Familiales). Un tournant dans sa carrière, après le congrès de Strasbourg en fin d'année, où il abandonnait son poste de secrétaire général de la CFTD.

Nulle émotion et, pourtant, le changement est profond. Les VVF, qui fêteront bientôt leur trentième anniversaire, désignent dans neuf mois, en congrès, le successeur de l'actuel président, membre fondateur de l'association, comme le précédent. « Je pense que ce sera Edmond Maire », annonce M. André Guignard, soucieux de respecter la décision de son conseil d'administration. Pour la forme.

Désigné comme représentant de la SCIC, filiale de la Caisse des dépôts (société centrale immobilière), à la demande de M. Robert Lion, l'ancien dirigeant syndical a observé la même prudence et s'est plié aux usages. En se déclarant « prêt à d'autres responsabilités éventuelles », il rappelle qu'il avait eu l'apprentissage à faire. Son expérience professionnelle, « dans le métier que j'avais », affirme-t-il, devrait lui servir.

Implantées dans cent dix communes, en relation avec les comités d'entreprise, les VVF réalisent un chiffre d'affaires de 700 millions de francs dans le tourisme social, familial ou associatif. Ils sont même l'une des toutes premières entreprises de l'économie sociale.

« Trente ans de permanent syndical, ça suffit », a lancé M. Maire, au moment d'expliquer son choix de « reconversion ». « J'aurais toujours dit que je ne poursuivais pas par un mandat politique, dont je pense qu'il n'est pas un prolongement naturel, a-t-il rappelé. Je cherchais quelque chose qui ne m'amène pas à continuer les activités syndicales ou à les récupérer. »

Entre autres pistes, il s'arrête donc sur VVF. « Comme j'ai longtemps été un généraliste, je souhaitais avoir un engagement concret et plus opérationnel », pour faire avancer un projet social précis. Avec toute son ardeur militante, il souligne que « le but m'est apparu proche de mes motivations », citant « le refus de la ségrégation sociale » dans le tourisme, la possibilité de « réunir le brassage de populations » dans les villages de vacances, « d'améliorer la qualité de la vie dans le temps libre » et de « créer de l'emploi dans les services ». Encore très responsable CFTD, il invoque aussi la nécessité de

« développer l'économie sociale » et l'objectif « de construction de l'Europe sociale, concrètement ».

G.O. du tourisme familial

« Tout ceci m'a séduit », poursuit-il avant de tourner le dos à son passé. « Ce n'est pas la CFTD qui vient à VVF, c'est Edmond Maire, et Edmond Maire seul », tînt-il à préciser, pour couper court à toute interprétation. Pas question de rompre l'équilibre ou de nuire à l'indépendance de l'association : « J'ai assez connu les délices du pluralisme syndical... »

Mais Edmond Maire ne change pas vraiment. En quelques semaines de transition, il aura tout lui sur l'économie sociale, le tourisme social et VVF. Il sera incoïtable, même s'il lui reste à connaître la réalité, sur le terrain. Et puis, comme tout bon dirigeant, il arrivera, le 6 février, au siège de la tour Montparnasse, accompagné de Ginette Jeannot, son assistante à la CFTD, tout sourire et heureuse de cette nouvelle aventure. « Je suis comme Edmond », il va falloir que l'apprentisse, s'émouvra-t-elle. L'ancienne tête pensante du syndicalisme français commence une autre vie. Celle de G.O. — gérant organisateur — du tourisme familial. Avec sérieux. ALAIN LEBEAUCHE.

ETRANGER

La tournée dans la CEE du ministre nippon de l'industrie

Le Japon n'a pas peur de l'Europe

(Suite de la première page.) La sympathie ainsi marquée pour le projet communautaire repose sur la conviction que, contrairement aux expériences précédentes, l'accord réussira même si ses objectifs ne sont pas tous atteints à la date fatidique du 31 décembre 1992.

Les effets attendus de l'opération sont jugés positifs : le supplément de croissance, la redynamisation de l'industrie communautaire profiteront à tous. Super Jap a besoin de clients robustes : selon la doctrine de coopération communautaire qui a cours à Tokyo ou à Osaka, c'est en effet la faiblesse de l'Europe qui est à l'origine de son protectionnisme. Celui-ci pointe-t-il néanmoins davantage à l'horizon ? « La Communauté est déjà protectionniste, l'unification du marché devrait plutôt améliorer les choses », observe, très suave, M. Ryuzaburo Kaku, le président de

yen, redémarrant à grande vitesse n'y change rien.

Essayer partout

Plus spectaculaire encore a été la progression des investissements directs japonais en Europe. Ils ont doublé de 1986 à 1988, répondant au souci des dirigeants japonais d'échapper aux barrières commerciales existantes ou à venir, mais aussi à un regain de confiance dans le dynamisme de la Communauté. « La mise en place du marché unique a encore accru l'intérêt des compagnies japonaises », commente M. Hagime Ohta, responsable des affaires internationales au Keidanren, le patronat japonais. « Leur démarche est simple. Ils essaient partout en partant du principe qu'une fois dans la place, on ne les mettra pas dehors », raconte un observateur français.

La multiplicité et la complexité des liens créés limitent assurément la liberté de manœuvre des Européens. Les groupes industriels japonais qui s'installent dans la Communauté apportent capitaux, technologie et emplois par milliers. Ils ne se contentent pas de vendre et de produire. Grâce à des accords de coopération sophistiqués ils s'intègrent de façon approfondie au tissu industriel européen. Ainsi Toshiba a conclu des joint ventures (sociétés communes) d'une grande portée, impliquant des transferts technologiques au plus haut niveau avec Siemens en RFA ou Olivetti en Italie et Rhône-Poulenc et Thomson en France.

Comment faire pression avec efficacité sur des partenaires si présents, si familiers, bref si essentiels ? Comment leur imposer au nom du grand marché des contreparties à leurs yeux injustifiées ? S'en prenant à ceux qui « ralentissent par toutes sortes de faux-semblants une timide ouverture de leur propre marché », M. Deleors dans son discours devant le Parlement de Strasbourg a appelé de ses vœux une Europe « ferme » vis-à-vis des pratiques commerciales déloyales. Un langage peut-être nécessaire mais qui, s'agissant du Japon, sera difficile à concrétiser.

On en est pour l'instant, il est vrai, à la phase d'observation. Les Douze ne se sont pas prononcés sur les propositions de Bruxelles qui sont sur la table. Dans le cas de certains dossiers difficiles, telles les futures modalités d'importation des automobiles, on ne dispose pas encore des propositions de la Commission européenne.

« Nous sommes dans une situation d'attente », constate le vice-président de Toshiba. « Nous regardons attentivement ce qui se passe. On devine le souci pour les Européens de se réserver les mar-

chés publics. Les normes techniques européennes risquent-elles d'être discriminatoires ? Ce sont là des problèmes pratiques que nous examinons au fur et à mesure que les nouvelles réglementations nous sont connues. Mais avec nos interlocuteurs de la Communauté nous n'avons encore que des discussions préliminaires », explique-t-on au ministère des finances. A ce stade, les Japonais se contentent de propos généraux. Ils souhaitent le maintien d'échanges ouverts, respectant les règles du GATT, et soulignent que la réciprocité doit être envisagée de manière globale, sans pouvoir revêtir une forme sectorielle. Cependant trois dossiers retiennent particulièrement leur attention.

La notion de réciprocité, telle qu'elle apparaît dans la proposition de « deuxième directive bancaire », mise au point par Bruxelles. Il s'agit d'un texte rendu célèbre par son ambiguïté ! L'idée à première vue est simple. Une banque japonaise ne pourra s'installer et opérer dans la CEE que si la Commission a pu constater que les autorités nipponnes accordent aux banques européennes un accès effectif à leur marché. Mais les banques japonaises déjà installées dans un Etat membre obtiendront-elles automatiquement l'agrément communautaire pour proposer leurs services

sans problèmes d'un bout à l'autre de la CEE ?

Il y a controverse au sein de la Commission. En vérité, vu de Tokyo, ce concept de réciprocité qui agit les experts bruxellois paraît théorique et dépassé. Dépassé si l'on considère le cas des grandes banques ou maisons de titres japonaises déjà confortablement installées sur le Vieux Continent. « Nous avons des filiales dans sept pays membres. L'unification du marché ne nous pose aucun problème d'adaptation. Nous allons pouvoir opérer sans tenir compte des frontières intérieures européennes et nous rapprocher de la clientèle », explique M. Hisao Kobayashi, le directeur général de la Dai-ichi Kangyo Bank, la première banque du Japon.

Les banques moins présentes en Europe se débèchent d'ouvrir des filiales... Lorsque la directive bancaire entrera en vigueur par un étalement japonais ne manquera à l'appel. Même écho auprès des maisons de titres : Yamaichi Securities emploie aujourd'hui 500 personnes en Europe dont 300 à Londres. M. Minoru Igarashi, directeur général, évoque avec gourmandise la perspective de 1993, source de restructurations qui, pense-t-il, devraient entraîner une augmenta-

tion des cours des actions et favoriser le développement de l'activité de son entreprise. Dépassé aussi du point de vue européen. « Les banques étrangères ont progressivement ouvert des maisons de titres à Tokyo. Il n'y a plus d'obstacle ici pour être présent. Le problème est qualitatif. Il tient à ce que le marché japonais reste très japonais et qu'il est composé de gens puissants. En fait les étrangers pensent qu'il y a déjà beaucoup de monde ici et qu'il pourrait y avoir de la casse », raconte un expert financier français.

Nissan et la France

Les restrictions quantitatives aux importations en provenance du Japon. La France, l'Italie, l'Espagne en appliquent en particulier aux voitures. Tokyo insiste pour que ce système de quotas soit aboli. Sans trop croire en une libéralisation rapide de l'accès au marché des Douze. Les constructeurs préfèrent s'installer dans la CEE et le cas échéant conclure des accords avec des producteurs européens.

Encore faudrait-il que les unités de production aient implantées aient l'assurance d'être considérées comme des sociétés européennes. Les délégués de Nissan avec le gouvernement français, qui refuse de reconnaître comme voi-

tures européennes les Bluebird fabriquées au Royaume-Uni sous le prétexte que le « contenu local » est inférieur à 80 %, inquiètent Tokyo. « Ce n'est pas évident d'arriver à 80 %. Si l'on fabrique 500 000 véhicules par an, il n'y a pas de problème. Si l'on en produit 40 000, c'est beaucoup plus difficile », explique-t-on chez Nissan où l'on étudie la possibilité d'une collaboration avec Ford Europe. A Tokyo on attend avec impatience de connaître la position de la Commission sur le futur régime d'importation des automobiles.

Les droits anti-dumping. C'est sans doute l'instrument le plus efficace dont dispose la Communauté pour lutter contre les importations à bas prix. Les Japonais lui reprochent d'en user de manière abusive et ont porté l'affaire devant le GATT. « C'est une arme de politique industrielle plus qu'un moyen de lutter contre des pratiques déloyales », affirment-ils au ministère des finances. La CEE nie. La Commission enquête actuellement à propos des conditions d'importation des semi-conducteurs dans la Communauté. Les fabricants japonais détiennent déjà une part prépondérante du marché et risquent si l'on n'y prend garde de balayer les industries européennes encore présentes.

Faut-il s'attendre à l'application de droits anti-dumping ? « La Communauté serait la première victime d'une politique restrictive. Le millier de clients que nous avons en Europe seraient bien gênés si nous ne pouvions les fournir dans de bonnes conditions », fait valoir le vice-président de Toshiba. Les critiques japonaises contre la politique anti-dumping trouvent un écho de plus en plus favorable au Royaume-Uni, ce qui préoccupe les autorités communautaires. Tokyo sait jouer des divisions des Douze. « Depuis deux ans le Royaume-Uni a complètement changé d'attitude et a renoncé à attaquer le Japon », souligne-t-on au MITI où l'on souhaite que la France fasse preuve bientôt de la même sagesse.

Le Japon, conscient de ses responsabilités, de sa mission, dirait sans doute le président de Canon, est prêt à négocier avec la Communauté certaines modalités d'accès au grand marché. Des tractations qui pourraient se situer au niveau des entreprises, des branches professionnelles ou bien de pouvoirs publics. Mais les dirigeants nippons, sûrs de leurs droits comme de leur force, assignent à l'évidence un caractère limité, presque marginal, à de tels arrangements. Dans leur esprit la règle de base qui devra souffrir peu d'exceptions demeure le libre accès, sans condition, au marché unique.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Sénat néerlandais appuie le programme gouvernemental

Le différend CEE-Pays-Bas sur la voiture propre s'envenime

AMSTERDAM de notre correspondant

Donnant tout son sens à la devise des Pays-Bas : « Je maintiendrai », le Sénat et le gouvernement ont fait corps, mardi 31 janvier, contre la décision prise la veille par la Commission européenne de suspendre, sur la base de l'article 93-2 du Traité de Rome, le programme néerlandais sur la voiture propre que l'Etat membre européen a acheté d'un véhicule équipé d'un pot d'échappement catalytique (Le Monde du 31 janvier).

Les sénateurs, suivant l'exemple montré par les députés il y a deux semaines, ont définitivement adopté cette législation, sans vote et sans amendement, c'est-à-dire dans la plus parfaite unanimité. Pour sa part, M. Ed Nypels, ministre de l'environnement, a annoncé à la tribune de la Haute Assemblée qu'il interviendrait un référendum sur la procédure déclenchée par Bruxelles. Voulu appliquer au plus vite son programme, dont l'entrée en vigueur était initialement prévue au 1^{er} janvier, il demande à la Cour de la libérer de l'effet suspensif attaché à la démarche de la Commission. Cette

dernière avait demandé à La Haye de suspendre de son propre chef la mise en œuvre de sa politique d'incitation fiscale mais s'était arrêtée le 27 janvier à une fin de non-recevoir. En conséquence, elle est passée des menaces de procès aux actes.

La riposte du ministre néerlandais concerne en premier lieu un point de forme : il estime que les instances de la CEE n'ont pas agi dans un délai raisonnable, le programme « voiture propre » leur ayant été notifié le 4 octobre 1988. Sur le fond, les Pays-Bas nient fausser les concurrences entre les constructeurs automobiles européens.

Leur objectif est de mettre au même niveau de prix les voitures neuves équipées d'un pot catalytique et celles qui le sont, traditionnellement plus chères. Par ailleurs, en accordant une ristourne de 5 100 francs si le véhicule acheté répond aux normes antipollution américaines et de 2 550 francs s'il répond aux normes européennes, ils comptent favoriser les constructeurs allemands par rapport à leurs homologues italiens ou français : ces derniers, fait remarquer un porte-parole de M. Nypels, commercialisent déjà en Autriche, en Suisse ou en

Suède, des voitures équipées selon les normes américaines ? Pourquoi ne le feraient-ils pas aux Pays-Bas ?

S'entendant lésée par le conflit entre Bruxelles et La Haye, l'Association néerlandaise des importateurs et fabricants d'automobiles (RAI) a fait part, mercredi 1^{er} février, de son intention de demander des dommages et intérêts à M. Ed Nypels. Ses membres, en effet, son partis du principe que le programme « voitures propres » provoquerait une embellie de la demande et ont constitué des derniers mois des stocks importants, évalués à cinquante mille véhicules... aujourd'hui rendus invendables par le différend hollandocommunautaire.

Aussi, est-ce dans une ambiance morose, que la RAI vient d'ouvrir les portes de son salon Biennale de l'automobile à Amsterdam. Un salon dont les vedettes devaient être les modèles à pots catalytiques et que la RAI — ironie du sort — avait choisi de faire inaugurer par M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission européenne.

CHRISTIAN CHARTIER.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

32 • Vendredi 3 février 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Mitterrand en Inde. 4 La tournée de M. Cherdinadze en Chine. — Reprise des négociations entre Madrid et l'ETA. 5 Fin du plénum du comité central yougoslave. 6 L'investiture du président vénézuélien.	8 La préparation des élections municipales : le manifeste du PS. 9 L'UDF a adopté son projet pour l'Europe. 2 Débats : « Europe, un temps de réflexion », par Yves Guéna.	10 Selon des médecins et des biologistes, la France n'a pas assez de centres de fécondation in vitro. — Le bilan annuel des douanes. 11 Education : 15 000 instituteurs contre le « camarade Jospin ».	21 L'Adieu au roi, de John Millius ; le Maître du musée, de Gérard Corbiau ; la Guéule du Loup, de Francisco J. Lombardi. 22 Communication : le marché du vidéoclip.	27 La COB a décidé d'acquiescer sur l'affaire de la Société générale. 28 La filiale américaine de Bull achève sa rationalisation. 29 Le 18 ^e congrès de FO. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Bulletin d'enseignement 25 Campus 12 Carnet 12 Météorologie 25 Mots croisés 12 Radio-télévision 25 Spectacles 23	● La Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel IMPOTS 3615 tazes LM

Hausse de l'indice composite américain

Le groupe des Sept va examiner les retombées inflationnistes d'une vive croissance

Les craintes de réurgence de l'inflation et de remontée des taux d'intérêt, nées d'une croissance toujours robuste aux Etats-Unis, ont été confirmées peu avant la première rencontre au sommet du président George Bush et du premier ministre japonais Noboru Takeshita, jeudi 2 février, et surtout avant les premières discussions, dans la soirée du groupe des Sept (1) à Washington. L'indice composite des principaux indicateurs censés préfigurer la conjoncture américaine a progressé de 0,6 % en décembre. Parmi les éléments qui ont poussé vers le haut ce baromètre, deux préoccupent les analystes : une forte hausse des commandes de biens de consommation qui illustre la volonté persistante d'achat des ménages et une progression des prix des matières premières annonciatrice de hausse des coûts de production.

Contrairement à certaines expériences passées, la réunion des Sept, le 3 février, ne répond pas à une situation de crise immédiate, et servira au moins à des premières prises de contact entre nouveaux dirigeants (principalement américains et japonais). Elle s'inscrit cependant dans un contexte un peu préoccupant de poussée du dollar depuis le début de l'année, et surtout de forte hausse des taux d'intérêt à court terme. Dans plusieurs pays, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la

France, les anticipations de reprise de l'inflation ont déjà provoqué une inversion de la structure des taux (les rendements à long terme devenant inférieurs à ceux des titres de courte durée), et l'Allemagne paraît décidée à relever ses taux autant que nécessaire pour assurer la bonne tenue du mark contre le dollar. Les taux à court terme allemands se sont d'ailleurs nettement tendus le 1^{er} février. Pierre Bérégovoy a rappelé, mercredi, avant son départ pour Washington, que la stabilité des changes ne peut être assurée qu'à partir d'une politique commune des taux, au-delà des « égoïsmes particuliers ». Le ministre français a, en outre, déclaré son intention de rappeler à ses collègues que les menaces protectionnistes sont négatives, et que la croissance économique des années d'après-guerre s'est greffée sur le développement des échanges commerciaux.

Le problème de la dette des pays du tiers-monde doit également être évoqué à Washington, mais dans ce domaine, il est plus probable que l'avancée de la réflexion se fera lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

(1) Etats-Unis, Japon, Canada, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie.

EN BREF

● Le président algérien se rendra au Maroc le 6 février. — A l'invitation du roi Hassan II, le président algérien Chadli Bendjedid effectuera « une visite d'amitié et de travail » au Maroc du 6 au 8 février, a annoncé mercredi 1^{er} février l'agence de presse algérienne APS. — (AP)

● URSS : manifestation nationaliste en Moldavie. — Une manifestation organisée par le Club Mateievitch, qui milite pour la défense de la langue et de la culture moldave, a eu lieu le dimanche 22 janvier à Kichinev, la capitale de la République, a rapporté, le 27 janvier, le quotidien Sovetskaya Moldavia. La police, indique le journal, a essayé en vain de mettre un terme à cette manifestation, qui semble avoir été l'une des plus importantes de ces dernières années en Moldavie. — (Reuter)

● BENIN : le président Kérékou invite les opposants à rentrer. — Le président Mathieu Kérékou, chef de l'Etat béninois, a invité les opposants politiques en exil à rentrer au pays, et les a assurés que rien ne serait fait contre eux, a rapporté, mercredi 1^{er} février, l'agence officielle d'information béninoise (ABP).

M. Kérékou, qui n'a, cependant, pas prononcé le mot d'amnistie, a évoqué particulièrement le cas de l'opposant Bertin Borna, condamné à mort par contumace et a affirmé, selon l'ABP, que « cette peine serait remise, séance tenante, s'il revenait au pays ». — (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 février Léger frémissement

Après deux séances de baisse et une de stabilité, un léger mouvement de hausse était observé lors des premiers échanges. L'indiceur instantané après avoir connu une infime avance de 0,19 % progressait jusqu'à 0,41 % en fin de matinée. Eurotunnel emmenait les hausses (+ 6 %) suivis par SEB, Peugeot et LVMH qui progressaient chacun de 5 %.

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 LM

A B C D E F G

La sécheresse en France

Un « anticyclone dynamique » explique le manque de neige et les incendies de forêt

La sécheresse est générale en France depuis le mois de novembre, comme en témoignent le manque de neige dans les stations de ski des Alpes du Sud, les incendies de forêt dans le Midi et l'apparition de brouillards dans diverses régions.

Après un mois d'octobre plus pluvieux que la normale, les précipitations se sont raréfiées. Ainsi, en décembre, il n'est tombé en moyenne sur tout le pays que 48 millimètres d'eau, alors que la normale est de 68 millimètres. Le déficit des pluies s'est aggravé en janvier : 22 millimètres sur toute la France au lieu des 64 millimètres « normaux ». Janvier 1989 occupe ainsi le deuxième rang des trente derniers mois de janvier. Seul janvier 1964 a été encore plus sec avec 17 millimètres d'eau sur toute la France. Même janvier 1976 a été un peu moins sec avec 29 millimètres.

Pour plusieurs régions, la sécheresse a commencé dès septembre. Du 1^{er} septembre au 31 janvier, il n'est tombé à Toulouse que 114 millimètres d'eau, soit 31 % des 372 millimètres « normaux » ; à Nantes, 213 millimètres (seuls les mêmes cinq mois 1890-1891 ont été encore plus secs avec 184 millimètres) ; à Rennes, 158 millimètres (record : 149 millimètres en 1897-1898).

Pour l'instant, les seuls à être vraiment gênés sont les skieurs. Mais le manque de neige en montagne, qui perturbe le fonctionnement des stations de sports d'hiver, accentuera encore le déficit en eau des rivières et du sol. Et le manque d'eau, c'est ce que craignent les agriculteurs. S'il ne pleut que moyennement dans un proche avenir « les réserves en eau du sol et les stocks que font les agriculteurs dans des retenues artificielles seront très basses et on risquera de manquer d'eau cet été », craint Daniel Durand, directeur de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Sud-Ouest.

La sécheresse a d'autres conséquences qui n'étaient pas prévues en

ce mois de janvier : les incendies, qui se propagent plus facilement. Ainsi le Midi, où il n'a pas plu depuis deux mois, est particulièrement touché, ainsi que le Sud-Ouest : des foyers ont été signalés en Lozère, dans l'Hérault, les Alpes-Maritimes, le Gard, le Lot, l'Ariège. Pour l'instant, les dégâts se chiffrent à quelques dizaines d'hectares incendiés seulement.

Un incendie qui a éclaté le 31 janvier près de Grasse (Alpes-Maritimes) a détruit une trentaine d'hectares. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le préfet a décidé dès le 30 janvier d'interdire, par arrêté, l'écobuage dans le département — une technique qui consiste à faire brûler mauvaises herbes et broussailles pour fertiliser les terres cultivables. — et ce pour prévenir tout nouveau risque d'incendie.

Ce manque de pluie s'explique par la présence sur l'Europe occidentale, depuis le 10 décembre, d'un « anticyclone dynamique » : les hautes pressions concernent toute l'atmosphère et non pas les seules basses couches comme c'est le cas des anticyclones plus classiques. La circulation atmosphérique est donc telle que les dépressions génératrices de pluies sont détournées de l'Europe occidentale. Pourquoi cet « anticyclone dynamique » persiste-t-il ? Nul ne peut le dire en l'état actuel des connaissances.

Lucas-Carton acheté par des Japonais

Le groupe Remy Martin et le chef Alain Senderens ont vendu le restaurant parisien Lucas Carton au brasseur japonais Asahi Breweries, filiale du groupe Sumitomo, et au distributeur Okaura. Le montant de la transaction s'élève à une quarantaine de millions de francs. La direction du restaurant restera assurée par M. Senderens, qui pourra y former de futurs chefs japonais.

SCIENCE & VIE VOIR LA NAISSANCE DE L'UNIVERS

L'Univers a commenté par une explosion, le Big Bang. Avec leurs télescopes en orbite, les astronomes espèrent bien voir un jour cet événement. Science & Vie explique les détails de cette remontée du Temps.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- 800 GROS AVIONS DANGEREUX DANS LE CIEL.
- EXPLOSIFS : COMMENT ÉVITER LES ATTENTATS.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Sur le vif

C'est nous les meilleurs !

C'est pas pour me vanter, mais c'est fou ce que vous nous aimez, nous, les journalistes. Ah ! ne vous récriez pas ! C'est marqué aujourd'hui dans le Figaro. Un sondage de la SORFES. Qui c'est qui est le plus attaché à la recherche de la vérité dans ces affaires d'inités, Rocky, Béré, mon Mimi, le COB ou la presse ? C'est nous ! C'est nous ! A 65 %. Et vous êtes 70 % à nous encourager : Allez-y, les gars, molissez pas. Bouchez-vous le nez et fourragez un peu dans tout ce linge sale.

Dire qu'il n'y a pas si longtemps vous nous traitiez encore de fouille-murte, de rufes de poubelles, à peine moins pires que ces crapules de politiciens. Si on est remontés dans l'opinion, cherchez pas, c'est à eux qu'on le doit. Merci, mes princes ! Faut avouer, ils nous ont beaucoup aidés. Dès qu'on leur a constitué un bon dossier, ils s'empressent de le mettre dans un tiroir fermé à clé, histoire de faire chanter ensuite leurs adversaires politiques.

Exemple célèbre : l'affaire du bazooka et celle de l'Observatoire, Dabré et Mitterrand se tenaient par la barbichette : le premier des deux qui parlera... Et le coup du « vrai-faux » passeport, classé « secret défense » par Pasqua, qu'est-ce qu'il attend, Joxe, pour le sortir du

placard ? Et le Rainbow-Warrior, qui a donné l'ordre de le torpiller ? Mon Mimi n'en sait toujours rien. Normel, mon Jacquot a pas pensé à se renseigner quand il est passé à l'été.

Non, c'est vrai, on a de la chance, nous, dans ce pays. Aux Etats-Unis, à force de foutre en l'air les présidents, de dénoncer des scandales style « Irangate », automatiquement traduits devant la justice, après avoir été répercutés sur tous les écrans de télé par des commissions parlementaires implacables, ils finissent par lasser, nos confrères.

Pourvu que ça nous arrive pas ici ! Moi, je me fais du souci. Poussés au cul par les Américains, par les incorruptibles de la SEC, ils sont capables de la prendre au sérieux, cette bonne blague d'information contre X... D'autant que le juge d'instruction, c'est pas un mec, pour une fois. Et elles peuvent être chiantes quand elles veulent, machines, taillonnées, exigeantes, les nanas. Remarque, on nous a déjà dit que ça prendrait au moins dix-huit mois avant qu'on puisse commencer à y voir un peu clair. Alors, touchons du bois en espérant qu'ils prendront soin d'éteindre la lumière d'ici là.

CLAUDE SARBAUTE.

En 1988

Les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 6,7 %

Les dépenses d'assurance-maladie du régime général de sécurité sociale ont augmenté de 6,7 % en 1988, soit 3,9 % à prix constants, après avoir diminué de 0,8 % (à prix constants) en 1987. Cette hausse, après une année 1987 marquée par un plan d'économies, une action des caisses pour la modération des dépenses et l'effet des « Etats généraux de la Sécurité sociale », apparaît relativement modérée : elle est comparable à celles des années 1979 et 1981, nettement plus faible que celles des années 1982, 1984 et 1986 : cela semble confirmer le diagnostic des derniers comptes de la Sécurité sociale (le Monde du 20 janvier, prévoyant une « sortie » en douceur du « plan de rationalisation » de 1987).

Cette hausse est surtout marquée sur la médecine de ville : les dépenses hospitalières n'ont augmenté que de 3,2 % en 1988, contre 4,6 % en 1987. L'augmentation est plus importante pour l'hospitalisation privée (+ 5,6 % contre + 4,6 % en 1987, si l'on tient compte des remboursements d'honoraires) que pour les établissements publics (+ 5,4 % contre + 4,7 % en 1987).

En revanche, les dépenses de médecine de ville ont progressé de 9,3 %. Les honoraires médicaux, en particulier, ont augmenté deux fois plus vite qu'en 1987 : + 10 % contre + 4,8 %. Selon la CNAMTS, cette accélération s'explique par plusieurs facteurs : des revalorisations de tarifs — plus sensibles qu'en 1987 — et

deux épidémies de grippe : la hausse a été particulièrement forte pour les consultations et les visites (12 % et 10,7 % respectivement), dont le nombre s'est accru.

Parallèlement, les prescriptions des médecins ont aussi fortement augmenté, notamment pour les remboursements de médicaments : les dépenses de l'assurance-maladie pour la pharmacie se sont accrues de 10,9 % après avoir diminué de 4,5 % en 1987. Là encore, selon la CNAMTS, trois éléments ont contribué à cette progression : la « conjoncture épidémique » du début et de la fin de l'année, la modification du remboursement des médicaments à vignette bleue (intervenus au dernier trimestre) et surtout l'augmentation du montant moyen de pharmacie prescrit pour chaque acte : ce montant moyen s'est élevé à 200,68 F, soit 5,5 % de plus qu'en 1987, où il était resté presque au même niveau que l'année précédente. Mais les remboursements d'actes d'auxiliaires médicaux et de biologie ont fortement progressé aussi : 10,9 % et 14 % respectivement, après 2,6 % et 4,6 % seulement en 1987.

Ces évaluations ne sont pas très différentes des prévisions contenues dans les derniers comptes du régime général même si les chiffres sont un peu inférieurs, les comptes prévoyant + 10,9 % pour les honoraires médicaux et + 12 % pour les prescriptions.

AMÉRIQUE



LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit) IL COMPREND :

● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1988)

NEW YORK	1.980 F A/R.
LOS ANGELES	3.300 F A/R.
MIAMI	2.900 F A/R.
MONTREAL	2.200 F A/R.
HONOLULU	5.680 F A/R.
MEXICO	4.685 F A/R.

- La location de voiture et camping-car.
- Les transports intérieurs.
- Les tarifs d'hôtels.
- Des circuits à la carte et en groupe.
- Des tours insolites.
- Des renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 8 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - NP Moulton-Duvernet